

## Timides promesses en Éthiopie

La fin des totalitarismes aurait-elle sonné en Éthiopie ? La conférence nationale qui s'est achevée, vendredi 5 juillet, à Addis-Abeba, en a fait la timide promesse. Sur les quatre-vingt-sept sièges du Conseil général - appelé à jouer le rôle d'un parlement jusqu'à l'organisation d'élections, d'ici deux ans - les anciens maquisards du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE) en occuperont trente-deux. C'est-à-dire pas même la moitié.

L'apparence modeste des « tombeurs » de l'ex-président Mengistu laisse cependant croire que la très habile dosage tribal qui a prévalu dans la composition de cette nouvelle instance devrait, en effet, permettre au FDRE de garder les rênes du pouvoir. D'aucuns prédisent que le Conseil, censé se réunir dans deux semaines pour désigner le président de la nouvelle Éthiopie, portera son choix sur le numéro un du FDRE, M. Meles Zenawi. Et que les dirigeants tigréens, dominants au sein de ce front, défendront les postes-clés du futur gouvernement.

Ces lointains héritiers de l'empire abyssin, qui, depuis un siècle, ont dû subir le joug des gouvernements « socialistes » - de l'empereur Ménélik ou du colonel Mengistu, en passant par le régus Haile Selassié, tous trois originaires des provinces du centre de l'Éthiopie moderne - seront-ils tentés de prendre leur revanche ? La contrepartie serait étonnante. Depuis leur entrée victorieuse dans Addis-Abeba, le 28 mai, les ex-généralistes semblent déterminés à ne pas lâcher prise. La vent de contestation qui traverse l'Afrique autant que les pressions de Washington en faveur d'un « gouvernement démocratique » et de l'économie de marché devraient néanmoins inciter le FDRE à donner non plus seulement des signes, mais des preuves concrètes d'ouverture.

La charte nationale adoptée par la conférence va dans ce sens. La promesse de réformes démocratiques a fait naître des espoirs qu'il sera difficile de trahir. « Nous venons seulement de commencer notre marche vers la démocratie, nous n'en sommes même pas à mi-chemin », affirme M. Zenawi. Cette formule prudente est-elle un gage d'humilité ou une mise en garde voilée à l'adresse des impatients ? L'avenir devrait le dire très vite.

Au sujet de l'Érythrée, la conférence n'a qu'à demi tranché. En autorisant l'ancienne province rebelle à tenir, d'ici deux ans, un référendum sur son indépendance, les délégués d'Addis-Abeba ont évité de prendre trop clairement position, tout en laissant les dirigeants sécessionnistes du Front populaire de libération de l'Érythrée peviser à leur aise. « Nous devons voir le résultat du référendum, mais, de mon point de vue, l'Érythrée est indépendante », a déclaré, si tôt la conférence achevée, le numéro un du FPLP, M. Issayas Afewerki.

Les maîtres de l'Érythrée, qui ont refusé de participer au gouvernement éthiopien, semblent tentés d'accélérer les choses. Ils disposent d'importants atouts : ils contrôlent le port d'Assab - seul débouché maritime pour Addis-Abeba - et comptent monnayer chèrement la base militaire de Kadnew, près d'Asmara. Les Américains, soucieux de s'assurer un poste de contrôle sur la mer Rouge, ne sont sans doute pas au bout de leurs concessions au FPLP.

M0146 - 0708 0 - 6,00 F



## Nouvelle mission de la «troïka» européenne en Yougoslavie

### Belgrade et la Slovénie ont engagé des négociations

La «troïka» européenne était attendue, dimanche 7 juillet, en Yougoslavie, pour tenter de stabiliser le cessez-le-feu en Slovénie. A La Haye, vendredi, les Douze ont décidé le gel de l'aide à la Yougoslavie et l'embargo sur les matériels militaires. Ils se sont dits prêts à reconsidérer leur

position sur le conflit en cas de nouvelle intervention de l'armée. Les autorités fédérales ont engagé des discussions avec la Slovénie. Auparavant, dans un entretien au « Monde », le président slovène, M. Milan Kucan, estimait que la négociation avec Belgrade « était encore possible ».



Lire l'entretien avec M. Kucan réalisé par PATRICE CLAUDE et les articles de FLORENCE HARTMANN et PHILIPPE LEMAITRE, page 3

## Le grand désarroi des Palestiniens du Liban

Après le déploiement de l'armée dans la région de Saïda, la tension et l'amertume règnent dans les camps de réfugiés

AIN-HELWÉ

de notre envoyée spéciale

Le spectre des massacres des camps de Sabra et de Chatila, à Beyrouth, en 1982, hante les Palestiniens d'Aïn-Helwé et de Mich-Mich. La peur est partout présente dans les ruelles étroites où errent, désarmés, les combattants à peine redescendus de leurs positions, les femmes tout juste sorties des abris, les responsables abasourdis et amers. En moins de trois jours, l'OLP a quasiment perdu son der-

nier bastion au Liban, et, cette fois, il n'y a plus de refuge possible. A l'entrée immédiate des camps, l'armée libanaise, présente en force, procède à la fouille minutieuse des femmes, enfants, vieillards qui regagnent leurs maisons, l'écœlisme revenue. Les jeunes étaient restés à l'intérieur, et mi-n'ose s'aventurer aux barreaux de l'armée, qui a déjà procédé officiellement à 574 arrestations. Les soldats, nerveux, éviscèrent : « Faites attention, à l'arrière il n'y a pas l'armée ». Les consignes

et les bonnes paroles n'y font rien. Pour eux aujourd'hui, le Palestinien est un ennemi vaincu et la revanche est dans l'air.

Dans les villages surplombant les camps où s'étaient installés - à la faveur des défaites successives des milices chrétiennes et chiites - des combattants, mais aussi des familles palestiniennes chassées des camps de Beyrouth entre 1985 et 1987, la troupe prend possession des lieux.

FRANÇOISE CHIPPAUX  
Lire la suite page 5



Cet été Sagan s'amuse avec Les Faux-fuyants chez Julliard

«Françoise Sagan distille dans ses romans des humeurs de vaudeville. Cette femme est de salubrité publique.»

JÉRÔME GARCIN L'ÉVÉNEMENT OU L'ÉDUI

PH. JAMES LACROIX

## Face à la pression de l'extrême droite

### M. Mauroy redoute un durcissement des socialistes sur l'immigration

Le comité directeur du PS devait entériner, au cours du week-end, la convocation d'un congrès extraordinaire sur le «projet» socialiste, en décembre. Les débats devaient, cependant, faire une large place au problème de la pression que l'extrême droite exerce sur l'opinion

face aux immigrés. M. Cresson devait affirmer sa volonté de faire respecter «l'Etat de droit» et «l'ordre républicain», mais M. Mauroy a mis en garde, samedi, contre la tentation de «s'abandonner au mouvement de l'opinion». (Lire nos informations page 18.)

## L'été silencieux de Michel Rocard

par Jean-Louis Andréani

En octobre 1969, quelques mois après son départ de l'Hôtel Matignon, M. Maurice Couve de Murville avait tenté de retrouver un siège à l'Assemblée nationale, à la faveur d'une élection législative partielle dans les Yvelines. Mais il trouva sur sa route un concurrent d'extrême gauche, même pas quadragénaire, qui lui souffla la victoire et entra ainsi, pour la première fois, à l'Assemblée nationale. Ce jeune impétueux s'appelait Michel Rocard.

Vingt-deux ans plus tard, ce détail a contribué à convaincre M. Rocard, ancien premier ministre, de ne pas chercher à récupérer son siège de député, dans les Yvelines justement, à l'occasion d'une élection partielle que la démission de son suppléant pourrait provoquer. M. Rocard

attendra donc 1993 et le renouvellement général de l'Assemblée nationale. Comme il ne sera pas son plus candidat aux élections régionales de mars 1992, il aura tout le temps de réfléchir à la meilleure stratégie possible pour être - enfin - vraiment candidat à l'élection présidentielle de 1995.

A vrai dire, M. Rocard, qui n'est pas du genre à profiter de son temps libre pour musarder le nez au vent, a déjà réendossé son maillot de coureur de fond. Il a pris plusieurs semaines de vacances, en Méditerranée, à bord d'un bateau avec équipage, mais sans se couper de la politique. Une partie de ses plus proches collaborateurs de Matignon sont venus, à tour de rôle, au gré des escales, poser leur sac à bord.

Lire la suite page 6

## Un entretien avec M. Alain Vivien

Le point de vue du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères sur l'immigration.

page 5

## Une banque sur la sellette

Sept pays sanctionnent la BCCI, accusée de fraudes et de blanchiment de narcodollars.

page 15

## M. Kohl et la perestroïka

Le chancelier allemand renouvelle son soutien à M. Gorbatchev.

page 4

## La réplique des syndicats de FR3

Les organisations contestent la justification économique des suppressions d'emplois.

page 7

Le sommaire complet se trouve page 18

## Le «hadj» du siècle

Le pèlerinage de La Mecque n'a pas souffert de la guerre du Golfe. Il consacre la suprématie de l'Arabie saoudite

Nous avons demandé à Slimane Zeghidour, journaliste et grand reporter à «la Vie», auteur de «La Vie quotidienne à La Mecque de Mahomet à nos jours» (Hechette, 1989), qui revient du pèlerinage de La Mecque, de nous en faire le récit.

par Slimane Zeghidour

Labayka («Me voici, ô mon Dieu») Des milliers de bus, de camionnettes et de voitures, pleins à craquer de pèlerins tout de blanc vêtus, arrivent à La Mecque. Le soleil calcine le paysage rocailleux et fait luire d'énormes panneaux publicitaires - Sony, Samsung, Sanyo - qui se succèdent jusqu'au seuil de la Grande Mosquée. L'Asie déjà, l'inévitable Asie.

La Mecque, ligotée par les bretelles d'autoroutes, hachée par les toboggans, émaillée par les ponts suspendus, dévore ses vieux quartiers, comme celui du souk de la

Nuit (souk el Leïl), entièrement rasé avec la maison natale d'Ali, cousin et gendre de Mahomet, quatrième calife des sunnites et premier imam des chiites. Des hôtels de luxe, style Intercontinental, jaillissent du sol sacré, flanqués de centres commerciaux et de bureaux de change.

L'argent fut toujours et restera roi à La Mecque. La spéculation immobilière élève le prix du

mètre carré de terrain à bâtir jusqu'à 150 000 francs. On peut tout acheter dans ce lieu saint : des magnétoscopes, des frigos électriques, des séchoirs à cheveux, des pous, mais aussi uoc foisonnante saint-sulpicière islamique, dont les tapis de prière munis de boussoles qui indiquent la direction de la Kaaba, made in China ou Japan. L'Asie encore.

Lire la suite page 5

## HEURES LOCALES

### Magny-Cours met la Nièvre en première ligne

Les largesses du conseil général et l'attention du président de la République ont permis à Nevers d'accueillir son premier Grand Prix de formule 1.

■ Un entretien avec M. Graziani, maire de Boulogne. ■ Le tunnel sous la Manche, facteur d'union. ■ La préfecture du Tam innova. ■ Le dernier train pour Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

pages 11 à 13

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 208.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
« Association Beuve-Méry »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde

Jacques Lesourne, président  
Françoise Huguenot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-62-72-72  
Téléc : MONDIPUB 634 128 F  
Téléc : 40-62-72-71 - Société filiale  
du journal Le Monde et Régie Presse SA

Reproduction interdite de tout article,  
sans accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au 111 40-65-29-33  
ou 36-15 - TAPAZ LEMONDE

LE MONDE TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - TAPAZ LEMONDE  
ou 36-15 - TAPAZ LM

ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif FRANCE SUISSE AUTRES  
PAYS  
1 an 400 F 575 F 790 F  
6 mois 200 F 287 F 395 F  
3 mois 100 F 143 F 197 F

ÉTRANGER :  
par voie aérienne tarif sur  
demande.  
Pour vous abonner  
RENOVEZ CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois 6 mois 1 an

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Je vous prie d'obliger d'envoyer tous les  
numéros propres en capital d'impression  
PP Paris RP 111 MON 03

Le Monde

Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Frappet  
directeur de la rédaction  
Jacques Gullu  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amélie  
Jean-Marie Colombani  
Robert Béd  
(adjoints au directeur  
de la rédaction)

Thomas Ferenzi  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur  
des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)  
Jacques Fauriol (1989-1990)  
André Fontaine (1990-1991)

## DATES

Il y a vingt ans

# La mission secrète de Henry Kissinger à Pékin

DANS sa page sportive, et sous la rubrique « Tennis de table », le Monde du 8 avril 1971 publiait l'entrefilet suivant : « Les États-Unis sont invités à se rendre en Chine populaire. Le secrétaire général de la délégation chinoise de tennis de table, M. Sung Chung, a invité la Fédération américaine à se rendre en Chine pour y disputer une série de matches. L'invitation, qui a été lancée le 7 avril à Nagoya, au Japon, où se déroulent actuellement les championnats du monde, n'a provoqué une certaine surprise en raison du refus antérieur des Chinois de rencontrer les Cambodgiens et les Vietnamiens du Sud. »

Dès le 13 avril, ce premier échange de lettres entre Chinois et Américains — en état de quasi-hostilité depuis la guerre de Corée — passait dans les pages de politique étrangère, avant de faire la « une » du Monde le 16. Le grand ballet qui allait amener, trois mois plus tard, et dans le plus grand secret, le conseiller de Richard Nixon à Pékin prenait son envol.

L'affaire était tellement énorme que, lorsque les pongistes Glenn Cowan et Zhuang Zedong échangeaient quelques politesses à Nagoya, personne n'y prêtait attention. D'autant que l'opinion américaine et internationale, obnubilée par la guerre du Vietnam — ainsi que par un conflit sino-soviétique qui avait failli dégénérer en guerre nucléaire — avait suivi la diplomatie pointilliste du « Dear Henry » pour établir des relations avec la « Chine rouge ».

Mais, en saisissant la balle au bond, au rebond, l'habile tacticien qu'était Zhou Enlai, alors premier ministre chinois, avait inventé la « diplomatie du ping-pong ». S'il est une négociation fondée sur une Realpolitik dénuée de tout sentimentalisme, s'il existe des négociations aussi cyniques et sans scrupules pour protéger ce qu'ils croyaient être les intérêts majeurs de leurs pays, c'est bien des joueurs d'échecs Zhou Enlai et Henry Kissinger — œuvrant pour le compte de leurs patrons respectifs Mao Zedong et Richard Nixon — qu'il s'agit.

### Nixon et Mao

Pendant vingt ans, la Chine était devenue pour les États-Unis — marqués par l'anticommunisme viscéral de ces deux pères spirituels de M. Nixon qu'étaient le sénateur McCarthy et Foster Dulles — le symbole du communisme le plus diabolique. Il fallait la contenir par une muraille de feu et d'alliances, et protéger avant tout l'île taïwanaise. Pour Mao, depuis la guerre de Corée, et encore plus pendant la révolution culturelle, l'Amérique était une sorte de « Grand Satan » du capitalisme et de l'impérialisme, l'ennemi principal bien que tigre de papier.

Qu'est-ce qui a bien pu rapprocher deux présidents si hostiles l'un envers l'autre, Richard Nixon, qui écrivait en 1967 : « La Chine rouge menace, sa menace est claire, présente, et insistante », et Mao, qui affirmait trois ans plus tard : « L'impérialisme américain est l'ennemi le plus féroce des peuples du monde » ? Tout simplement la

perception qu'ils partageaient de la menace soviétique en ces temps du brejnévisme triomphant, qu'ils avaient vu se manifester en Europe avec l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, et en Asie avec les accords de la frontière chinoise en 1969.

Si l'on y ajoute la volonté de Richard Nixon d'en finir avec la guerre du Vietnam sans ingérence chinoise et celle de Mao d'éviter que le conflit ne déborde chez lui et que l'allié vietnamien n'en sorte renforcé, on comprend que chacun de son côté — sans se douter, du moins au début, que le futur partenaire faisait la même analyse — ait cherché le contact.

ter d'une nouvelle diplomatie « triangulaire » pour affaiblir l'URSS. Dès son élection, il avait lancé quelques signaux que Pékin n'avait pas manqué de décrypter : en mars, le président américain s'ouvrait au général de Gaulle — qui avait reconnu la République populaire en 1964 — de son intention d'amorcer un dialogue, lui demandant de le faire savoir à la Chine ; l'ambassadeur de France à Pékin, Etienne Manac'h, en informa Zhou Enlai. En même temps, Washington fit quelques « gestes » symboliques — levée de l'interdiction de se rendre en Chine pour les journalistes et universitaires, suspension des patrouilles navales

eains. En particulier le fameux entretien de Mao fin 1970 avec le journaliste Edgar Snow, auquel Mao avait confié son désir d'inviter Richard Nixon, et qui ne fut publié dans Life qu'en avril 1971. Au moment même où Zhou Enlai utilisait la « diplomatie du ping-pong ».

### « Polo I »

Il est significatif que Pékin ait eu recours à ce subterfuge alors que les soldats américains faisaient une incursion au Laos, une méthode qui mit en marche le processus de contacts directs. Il fallut ensuite préparer cette rencon-

M. Kissinger à se reposer dans une résidence de Yahya Khan, déjouer la surveillance, devenue gênante, de diplomates et membres de services secrets américains, pour prendre un avion pakistanaise au petit matin.

Tout se passa pour le mieux à Pékin, les deux hommes s'étant jaugés et sachant jusqu'où ils pouvaient aller ; le trop curieux journaliste américain James Reston, qui devait visiter la capitale chinoise, fut retenu opportunément à Canton. Après dix-sept heures de tête-à-tête Zhou-Kissinger, les dés étaient jetés.

Le 15 juillet, un communiqué commun annonçait au monde stupéfait la visite pour 1972 du président américain à Pékin. Richard Nixon et Henry Kissinger célébrèrent leur triomphe par un repas de crabe arrosé de Lafite-Rothschild 1961 dans un restaurant à la mode de Los Angeles. Le 20 février 1972, le président américain s'envolait pour Pékin et la rencontre historique avec Mao. A l'automne, la République populaire remplaçait Taïwan aux Nations unies. En 1976, M. George Bush devenait représentant officiel américain à Pékin. Le 1<sup>er</sup> janvier 1979, Chinois et Américains établissaient des relations diplomatiques.

Les rapports entre les deux pays allaient revenir au beau fixe, à la grande joie des politiciens et hommes d'affaires intéressés par la « carte » et par le marché chinois. Jusqu'au massacre de Pékin du 4 juin 1989. Voilà qui explique sans doute l'importance accordée par M. Bush à ses relations avec Pékin. Pourtant, en dépit de son engagement pour une Chine qui l'avait propulsé dans l'Histoire et avait fait sa réputation de diplomate, Henry Kissinger n'a pu s'empêcher de mettre en garde contre la redoutable habileté de ses partenaires : « Les Soviétiques offrent leur bonne volonté comme prix de la réussite de négociations. Les Chinois utilisent l'amitié comme un leurre dans la poursuite des négociations ; en offrant au moins à l'interlocuteur les apparences d'une intimité personnelle, une subtilité contrainte est mise aux prétentions qu'il peut avancer. » Une mise en garde toujours actuelle.

PATRICE DE BEER

(1) A la Maison Blanche, 1968-1973, 2 vol., 1586 p., Fayard, 1979.



La « diplomatie du ping-pong » : en avril 1971, la rencontre à Pékin entre les équipes de tennis de table américaine et chinoise a servi de prétexte au rapprochement officiel entre les deux pays.

Mais un contact discret, qui permettait de ne pas être ébloué par un échec et, surtout, de ne pas paraître se renier et prêter le flanc aux adversaires de l'intérieur, coexistait avec la diplomatie officielle. Dans ses Mémoires (1), Kissinger raconte avec un luxe de détails comment se déroulaient ces premiers contacts, dans une atmosphère digne d'un film d'espionnage de série B. Bien entendu, il s'y attribue le plus beau rôle, de concepteur comme d'organisateur, minimisant quelque peu la part jouée par les Chinois, mais aussi par le président. Il raille en particulier l'obsession médiatique de son patron, oubliant qu'il partageait à sa manière le même travers, mais surtout que, s'il était le messager américain de cette histoire, l'instigateur en fut Richard Nixon. A travers ses souvenirs, et d'autres, on peut reconstituer ce fascinant puzzle, sur fond d'invasion du Cambodge et de scandale du Watergate.

Dès son élection, Richard Nixon avait compris la nécessité de renouer avec la Chine et de profiter de la médiation, les deux parties échangeant par Pakistanais interposés des messages dactylographiés sur papier sans en-tête et non signés, afin de pouvoir, le cas échéant, en nier toute paternité. Très vite, le courant passa, et Agha Hilaly, ambassadeur pakistanais à Washington, dont le frère était ambassadeur à Pékin et la sœur ancienne élève de Henry Kissinger à Harvard, servit de boîte aux lettres.

### Dérouter les alliés

Pour brouiller les pistes — surtout à l'égard de leurs alliés (Sargon, Talpé et Tokyo pour les États-Unis, Hanoi pour la Chine), — il fallut recourir à des émissaires secrets ; certains, douteux, ne parvinrent pas à transmettre leur message. On sollicita les présidents roumain (Ceausescu) et pakistanais (Yahya Khan). Ce dernier se montra fort efficace. C'était encore le temps de la méfiance, les deux parties échangeant par Pakistanais interposés des messages dactylographiés sur papier sans en-tête et non signés, afin de pouvoir, le cas échéant, en nier toute paternité. Très vite, le courant passa, et Agha Hilaly, ambassadeur pakistanais à Washington, dont le frère était ambassadeur à Pékin et la sœur ancienne élève de Henry Kissinger à Harvard, servit de boîte aux lettres.

Mais cette volonté frénétique de conclure était contrebalancée par de regrettables contingences extérieures. D'abord l'attitude de l'URSS, qui s'ingéniait de ce rapprochement, mais dont la « lourdeur » — selon Henry Kissinger — ne fit que servir les comploteurs. Mais surtout la politique indochinoise de Nixon, qui, elle, retardait le processus : il était difficile aux Chinois de ne pas paraître soutenir leurs alliés vietnamiens, ainsi que le prince Sihanouk et les Khmers rouges — ces « clones » de la révolution culturelle — après l'attaque, d'abord clandestine, puis ouverte, du Cambodge par MM. Kissinger et Nixon en 1970. Mao se livra en mai à une philippique endiablée contre les « impérialistes US », tout en se gardant bien d'annuler une intervention militaire. La Maison Blanche parlait désormais de « République populaire » et autorisait la reprise des contacts et du commerce avec Pékin. Mais Henry Kissinger reconnaît que certains signes chinois étaient passés loin au-dessus de la tête des Améri-

## LE MONDE diplomatique

Juillet 1991

- **MUTATIONS A L'EST** : La Yougoslavie à l'épreuve du libéralisme « réellement existant », par Catherine Samary. — Les camps de rééducation, stigmates du totalitarisme albanais, par Marie-Françoise Allain et Xavier Galmiche. — Gyongyos, une petite ville de Hongrie vit l'incertitude de la transition, par Edouard Bailly. — L'infini désarroi des communistes soviétiques, par Serge Leyrac. — Chine qui bouge, Chine immobile, par Roland Lew.
- **LE RÉAMÉNAGEMENT MILITAIRE AU NORD** : Les industries d'armement au tournant, par Laurent Carroué. — Défense de la France ou du corporatisme des armées, par Antoine Sanguinetti. — Penser les vrais risques du vingt et unième siècle, par Maurice Bertrand.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

## Le Monde

### ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.  
Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	185 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	580 F	52
3 mois	460 F	790 F	78

\* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS  
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine  
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE \_\_\_\_\_  
du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :  
NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

PAYS \_\_\_\_\_

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE  
N° CB \_\_\_\_\_

Expire à fin \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_  
obligatoire

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)  
\_\_\_\_\_

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

مكتبة الأمل



# ÉTRANGER

## La crise en Yougoslavie et les initiatives diplomatiques

Deux membres de la présidence fédérale yougoslave, les représentants de la Macédoine, M. Vasil Tupurkovski, et de la Bosnie, M. Bogic Bogicevic, ont eu, dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 juillet, à Ljubljana, un premier entretien avec le président slovène M. Milan Kucan, a indiqué un porte-parole du ministère slovène de l'information. Ces deux émissaires sont chargés de vérifier l'acceptation de l'ultimatum lancé, jeudi 4 juillet, à la Slovénie.

La République, qui avait accepté de libérer les prisonniers et de lever le blocus des casernes de l'armée fédérale a annoncé qu'elle avait démobilité 10 000 membres de ses forces territoriales, soit un peu moins de ses effectifs estimés à 38 000 hommes. Un premier geste à l'égard de Belgrade qui a demandé une démobilisation totale et qui a présenté deux autres exigences a priori inacceptables pour les Slovènes : d'une part la remise des

équipements et immeubles pris à l'armée et la police, d'autre part l'abandon du contrôle des frontières par les forces slovènes. Ljubljana estime que l'Etat doit d'abord verser des dommages de guerre. Les premières discussions ont pris fin sans que la Slovénie accepte les exigences fédérales.

Les pertes provoquées par l'intervention de l'armée yougoslave sont estimées à plus de 2 milliards de dollars, soit 40 % de plus que le budget slovène pour l'année en cours. L'ultimatum concernant ce point a expiré vendredi à midi et celui à propos des frontières, la plus importante, arrive à expiration dimanche à midi. Les dirigeants slovènes ont jusqu'à présent affirmé à plusieurs reprises qu'il n'était pas question de revenir sur ce point considérant que les frontières sont désormais celles de la Slovénie. Néanmoins, M. Dusan Plut, membre de la présidence slovène, a déclaré, vendredi, que cette question devait faire l'objet d'une

négociation tripartite entre Ljubljana, Belgrade et la CEE. Et surtout M. Stipe Mesic, le président de la fédération, a déclaré dans un entretien au journal allemand Bild Zeitung : « La solution sera que les Slovènes continueront à contrôler les postes-frontières mais que les droits de douane seront reversés à la fédération. »

Vendredi, les autorités croates ont accusé la Serbie d'essayer de « déstabiliser » la Croatie en « infiltrant des terroristes » à travers la frontière orientale de cette république, en Slavonie. « C'est une attaque directe contre la Croatie car l'armée n'a pas réussi son intervention en Slovénie », a déclaré le directeur du cabinet du président Franjo Tudjman. « La situation est extrêmement tendue en Slavonie », a-t-il ajouté. Le gouvernement de Croatie a demandé à la présidence fédérale d'ordonner « le retrait immédiat dans leurs casernes de toutes les unités de l'armée yougoslave ». Belgrade

a évertué les pays membres de la Communauté européenne « que les demandes formulées individuellement par des pays en vue de la légalisation d'actes unilatéraux de sécession revient à sanctionner une politique du fait accompli, en violation flagrante avec le droit international, et pourrait conduire à la guerre civile », dans un communiqué publié vendredi à l'issue d'une réunion présidée par le premier ministre M. Ante Markovic.

A La Haye, les ministres des affaires étrangères des Douze ont décidé d'envoyer, dimanche, une nouvelle mission en Yougoslavie pour tenter d'y ramener la paix et ont décidé d'appliquer un embargo sur les ventes d'armes et de geler leur aide financière. Enfin, le président albanais, M. Ramiz Alia, a ordonné vendredi la mise en état d'alerte de l'armée « en raison du grave danger que constituent les mouvements de l'armée yougoslave ». - (AFP, Reuters.)

## Les Douze pourraient reconnaître la Slovénie et la Croatie en cas de nouvelle intervention militaire

**LA HAYE**  
(Communautés européennes)

de notre envoyé spécial

La « troïka » ministérielle de la Communauté européenne (1) se rendra dimanche 7 juillet, pour la troisième fois, en Yougoslavie. Elle apportera à nouveau son plein soutien à la présidence collégiale, l'invitant à prendre l'initiative de négociations sur l'avenir de la Yougoslavie. Une délégation de fonctionnaires fera également le voyage afin de préparer, en collaboration avec les autorités fédérales et régionales, l'arrivée de la mission de surveillance du cessez-le-feu que les Douze envoient sur place, conformément au mandat donné jeudi à Prague par le comité de crise de la CSCE. La Communauté avertit qu'elle pourrait revoir sa position en cas d'une nouvelle rupture du cessez-le-feu et, en particulier, d'actions militaires unilatérales. Le sens de cette mise en garde, que M. Hans-Dietrich Genscher aurait cependant voulu plus explicite, est clair : en cas d'opération offensive de l'armée fédérale, les Douze pourraient reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie.

Telles sont les décisions arrêtées par les ministres des affaires étrangères des Douze qui étaient réunis

vendredi à La Haye. La déclaration adoptée est un compromis entre la position de l'Allemagne, appuyée par le Danemark, qui pènerait pour une reconnaissance des deux Républiques séparées, et celle des autres États membres, dont la France, qui entendait encore donner sa chance à une solution négociée.

La Communauté, dont le « troïka » se rend en Yougoslavie à la demande expresse de M. Budimir Loncar, le ministre des affaires étrangères, souhaite promouvoir un dialogue constitutionnel, piloté par la présidence collégiale qu'elle a contribué à remettre en selle, où les parties intéressées devraient décider, en dehors de la pression des armes, de l'avenir du pays. « L'Europe doit s'appuyer chaque fois davantage sur le droit ; il est essentiel d'exclure le retour à la force et ce n'est certainement pas le rôle des Douze de pousser à l'émancipation des communautés », a souligné M. Roland Dumas. Pour que ce débat raisonnable que l'on entend instaurer puisse se dérouler dans la sérénité, il faut éviter que certaines régions soient trop ouvertement sous l'influence étrangère. Cette allusion, qui ne concerne aucun des pays présents à La Haye, a précisé M. Dumas, vise à l'évidence l'Autriche dont les « spéculations » n'ont pas la cote du côté français ou anglais.

Autre condition préalable : stopper le surarmement. La Communauté a décrété un embargo sur les livraisons d'armes et d'équipements militaires « à l'ensemble de la Yougoslavie ». M. Hans van den

Broek, le ministre néerlandais qui, depuis le 1<sup>er</sup> juillet, assure la présidence des travaux des Douze, a lancé un appel « à tous les pays qui, en dehors de la Communauté, livrent des armes de cesser de le

faire ». Là encore, l'Autriche et la Hongrie sont visées.

Les Douze se gardent bien de préjuger des conclusions de ce dialogue qu'ils se proposent d'aider à mettre en œuvre. « Une fédération ne peut exister et subsister que si elle est acceptée par ceux qui la composent. Cela a une conséquence : le pouvoir central devra apporter la preuve que cette volonté existe et qu'il n'a pas usé de la force pour la maintenir. Si ce n'est pas le cas, les parties prenantes seront en droit de demander leur indépendance », a expliqué M. Dumas. Sur quelles perspectives pourrait déboucher le scénario - conférence de paix plus sanction populaire, type référendum - ainsi imaginé ? N'est-ce pas là un moyen de se rallier à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie dont on ne voulait, jusqu'à présent, pas entendre parler ? Le ministre français admet que le dialogue « aboutira peut-être à ce qu'une république sorte de la fédération ». Mais il fait une très grande distinction entre la Serbie et la Croatie, qui semblent considérer que si la volonté sécessionniste de la première est irrévocable, la seconde pourrait peut-être se rallier à une nouvelle configuration de l'entité yougoslave.

L'Allemagne demeure sceptique à l'égard de ces efforts de médiation. Des deux principes contradictoires sur lesquels s'appuie la position communautaire - le respect de l'intégrité des États et le droit à l'autodétermination des peuples - elle privilégie le second. Surtout, elle ne croit guère à la retenue de l'armée fédérale. Elle aurait souhaité que lui soit adressé un avertissement très net : toute nouvelle action unilatérale aurait entraîné la reconnaissance des deux Républiques séparées. Les autres États membres et, en particulier, la France, qui fait valoir que ce serait là inciter les Slovènes à provoquer l'armée pour susciter un incident, la mise en garde se trouve inscrite dans la déclaration, mais en termes moins précis.

Les Douze ont décidé de geler leur aide financière à la Yougoslavie. Compte tenu de ses modalités - le financement des programmes à long terme - cette suspension ne devrait pas avoir d'effet pratique immédiat. Les ministres des affaires étrangères se retrouveront, dès mercredi prochain 10 juillet, à La Haye pour faire le point sur l'état du dossier.

(1) La « troïka » sera composée de M. Hans van den Broek, le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, de M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois, et de M. João Deus Pinheiro, le ministre portugais.

### La déclaration de la CEE

La Communauté et ses États membres continueront de suivre avec une grande préoccupation la situation en Yougoslavie, et appellent à une solution pacifique.

« C'est aux peuples de Yougoslavie et à eux seuls de décider de l'avenir de leur pays. »

« La Communauté a décidé de renvoyer la « troïka » ministérielle en Yougoslavie. »

« La CEE aura à reconsidérer sa position dans le cas de toute rupture du cessez-le-feu, en particulier en cas d'actions militaires unilatérales. »

« La Communauté exprime l'espoir que la présidence collégiale yougoslave sera désorbitée en mesure d'exercer son rôle pleinement. Cela ne sera possible que si elle exerce un contrôle politique et constitutionnel total sur l'armée populaire Yougoslave. »

### Le retour des soldats serbes

**BELGRADE**  
de notre correspondant

Le premier train transportant les prisonniers serbes libérés par les autorités slovènes est arrivé en gare de Belgrade, samedi matin 6 juillet. Les jeunes recrues bénéficieraient d'une permission de quinze jours. La veille, un groupe de migrants d'appelés continuait néanmoins à faire la grève de la faim devant le Parlement pour que leurs enfants soient libérés sur le seul territoire de la Serbie. D'autres « migrants » avaient réussi, au cours de leur déplacement à Ljubljana (le Monde du 6 juillet), à faire rapatrier leurs fils « en danger » dans les casernes fédérales de Slovénie.

A l'arrivée à Belgrade, l'inquiétude réapparait sur leurs visages. Elles craignent que des sanctions soient prises par les autorités militaires contre les jeunes qui avaient déserté. « Nous emmenons bien qu'ils finissent leur service en Serbie et qu'ils se battent s'il le faut pour la Serbie, mais nous ne les laisserons pas retourner en Slovénie », disait l'un d'entre eux.

Lors d'une conférence de presse vendredi, le général Marko Nagocanovic, membre du haut commandement militaire, avait en effet annoncé que les conscrits qui ne rejoindraient pas leur unité dans les quinze jours seraient considérés comme des déserteurs et jugés en tant que tels. Cette mise en garde de l'armée visait à freiner la vague d'insoumission qui avait été encouragée par les autorités slovènes tout au long des affrontements et qui laissait présager l'effritement définitif d'une armée fédérale hétérogène.

Le général Nagocanovic a, par ailleurs, affirmé que les forces territoriales slovènes ne respectent pas le cessez-le-feu ordonné jeudi par la présidence collégiale yougoslave. Il a accusé le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, de « être injuste-

ment » distancé de l'armée yougoslave en déclarant que celle-ci avait agi de son propre chef, sans consulter le gouvernement. « Les événements de Slovénie ont été causés par le gouvernement fédéral », a affirmé le général, qui a ajouté : « Tous ces actes ont placé l'Armée populaire dans une position impossible et le premier ministre cherche désormais des prétextes pour se disculper (...) C'est à l'opinion publique yougoslave d'établir les responsabilités. » En relançant le conflit entre le pouvoir militaire et le pouvoir exécutif, le haut commandement des forces armées entend partager la responsabilité de l'intervention militaire et de l'échec qui s'est ensuivi.

Afin de « réconcilier » les divers mouvements et tendances politiques de la Serbie, le pastiche Pavic, chef de l'Eglise orthodoxe serbe, avait convoqué vendredi les principaux leaders de l'opposition. Au bout de trois heures de discussions, ils ont déclaré que dans l'attente des intérêts nationaux du peuple serbe auront la primauté sur les intérêts politiques.

Par ailleurs, au Kosovo, l'opposition albanaise a accusé les autorités serbes de créer la « psychologie de la guerre » en concentrant les forces de l'ordre dans toute cette province du sud de la Serbie, peuplée à plus de 80 % d'Albanais de souche. M. Ibrahim Rugava, qui dirige l'Alliance démocratique du Kosovo, a en effet annoncé vendredi, à Pristina, que, si la Croatie et la Slovénie quittaient la Yougoslavie, le Kosovo ferait de même. « Les Albanais n'ont que faire de ce qui restera de la Yougoslavie », a indiqué M. Rugava, l'un des principaux leaders de l'opposition. « La CEE, a-t-il ajouté, a dessein de compromettre l'intégrité de l'Etat yougoslave ne pouvant plus être maintenue par la force. »

FLORENCE HARTMANN

### « La négociation avec Belgrade est encore possible »

nous déclare le président slovène, M. Milan Kucan

**LJUBLJANA**  
de notre envoyé spécial

Pas ou peu de coups de feu pendant la journée, de nombreux barages levés, le blocus des casernes fédérales par la garde territoriale slovène plus ou moins levé lui aussi, 2 000 soldats fédéraux « prisonniers de guerre » libérés et renvoyés chez eux par trains spéciaux, un tiers des 30 000 hommes de la garde slovène en armes démobilités sur ordre de Ljubljana : à l'heure où la troïka européenne s'approprie, dimanche matin, à reprendre le chemin de Belgrade, les signes de détente se multiplient en Slovénie.

Les avenues de la capitale, Ljubljana, avaient d'ailleurs repris, vendredi 5 juillet, le rythme traditionnel : magasins ouverts, foule de passants et embouteillages à tous les feux rouges. Seul le quartier des administrations continuait d'évoquer un Fort-Chabrol, toutes les voies d'accès demeuraient bloquées par des barages et des hommes en armes. Détente sur le terrain donc, mais la guerre des mots, de la désinformation et de la propagande se poursuivait allégrement entre Ljubljana et Belgrade, les deux capitales multipliant les accusations réciproques de mauvaise foi et de trahison des accords de cessez-le-feu.

Dans un entretien au Monde, le président de la République slovène, M. Milan Kucan, un petit homme calme et mesuré dans ses propos, tentait de rattacher les tourmentes déclaratoires de certains de ses ministres. Pour cet ancien apparatchik du Parti communiste slovène - à cinquante ans, M. Kucan a fait sa carrière dans le parti et n'a jamais exercé d'activité professionnelle autre que syndicale ou politique, - « la négociation avec Belgrade est encore possible ».

Le président, toujours impeccable dans ses costumes gris, nous annonçait d'ailleurs la rencontre « au plus haut niveau » samedi 6 juillet, entre des représentants de la République fédérale et les dirigeants slovènes, c'est-à-dire lui-même. Deux envoyés spéciaux du pouvoir central à Belgrade sont arrivés vendredi soir à

Ljubljana pour mettre au point le programme de la réunion ainsi que l'endroit où elle devait se tenir. M. Kucan nous précisait seulement qu'elle ne pouvait avoir lieu « ni à Belgrade ni à Ljubljana, mais seulement en terrain neutre ».

Signe de la méfiance qui s'est installée entre les deux capitales ? Oui, « après la guerre qui nous a été imposée », ajoute le premier président démocratiquement élu de Slovénie, rien ne sera plus jamais comme avant entre nous. Le modèle de relations envisagées pour l'avenir par M. Kucan, « le seul réaliste », insistait-il plusieurs fois pendant l'entretien, est ni plus ni moins celui de la CEE : « Une communauté économique d'intérêt entre Républiques souveraines avec possibilité d'intégration lente au niveau politique ». Pes d'un unique privilège « avec la Croatie ou qu'une autre République (...) ». De la même manière que le peuple slovène s'est associé aux autres pour former la Yougoslavie, il souhaite aujourd'hui se dissocier (...). Il faut que la communauté internationale comprenne que la Yougoslavie ne sera plus jamais ce qu'elle était, qu'elle ne peut plus exister sur ses fondements idéologiques et structurels d'aujourd'hui. Il est encore possible de négocier les termes d'une dissociation par consensus et d'annoncer l'instauration de cette communauté d'intérêt économique que nous appelons de nos vœux (...). Mais qu'on ne nous envoie pas la force ! »

Le président est sûr, de toute façon, que « la Slovénie ne peut pas être brisée par les armes. Son indépendance est inéluctable puisqu'elle est fondée sur le droit à l'autodétermination des peuples ». « J'espère », ajoute-t-il toutefois, conscient du risque que toujours présent d'un dérapage politique suivi d'une invasion militaire en règle, que nous ne partagerons pas le sort des Kurdes et que la communauté internationale n'attendra pas qu'on nous écrase de bombes à fragmentation et de missiles pour faire quelque chose. » Déjà, les morts (une cinquantaine au total), les blessés, les dommages économiques infligés à la petite République - évalués à environ 25 milliards de francs par l'Assemblée slovène, - tout cela

laisse des traces profondes. Le président slovène ne croit pas à la division de l'armée sur la question de l'intervention. « L'état-major est uni et idéologiquement solidaire », affirme-t-il, il ne croit pas non plus à l'hypothèse du coup d'Etat militaire de la semaine dernière quand l'armée est intervenue en Slovénie sans autorisation de la présidence collective. Pour lui, « l'armée a toujours été ainsi, autonome dans ses décisions. C'est à la fois une arme idéologique et une force politique qui s'estime digne de jouer les arbitres. »

On n'est pas loin de la théorie soutenue par la presse de Ljubljana selon laquelle la présidence collective plus faible que jamais, est aujourd'hui l'atout des militaires. Une situation qui expliquerait la durée de l'ultimatum lancé jeudi par Belgrade à la Slovénie (le Monde du 4 juillet). Cet ultimatum, en tout cas, n'a pas arrangé les choses. « J'ai qualifié ce nouveau chantage », demande M. Kucan. « Que je sache, nous n'avons pas été militairement vaincus. Nous ne sommes pas non plus une province de Belgrade. Alors ? A-t-on voulu avec ce langage martial transformer une défaite militaire en victoire ? Il faut savoir que certains des huit points de l'ultimatum avaient déjà été proposés par nous-mêmes. »

**L'accord avec la troïka**

Sans se départir de son calme, le président laisse entendre que les autres exigences du pouvoir fédéral sont inacceptables. « Pour nous, il reste un seul point à résoudre, et c'est celui de la reconnaissance de notre indépendance. De cela, martèle-t-il, nous sommes prêts à discuter avec la Yougoslavie et avec les Douze européens dans le cadre de l'accord canel avec la troïka. » Mais cet accord ne prévoyait-il pas de geler pendant trois mois tout le processus d'accession à l'indépendance, lui-même renoué ? Comment, dans ces conditions, justifier la prise de contrôle des postes-frontières avec l'Italie et l'Autriche par des gardes territoriaux slovènes ? Comment interpréter la déclaration de son

ministre de l'information selon laquelle la fédération yougoslave n'a plus, aujourd'hui, de frontière commune avec ces deux pays ? M. Kucan hésite un quart de seconde. « Sur le plan formel, il est effectivement difficile d'affirmer cela puisque la Yougoslavie est encore une entité internationale. »

L'accord conclu sous l'égide de la troïka peut, selon lui, être interprété de manières diverses. « Belgrade finit de croire que notre déclaration d'indépendance, notre acte même d'indépendance serait ainsi suspendu. D'autres laissent entendre que c'est l'entrée en vigueur de notre loi constitutionnelle de souveraineté qui est annulée. La bonne interprétation, celle que nous avons soumise à la troïka, et qui a été acceptée par elle, c'est que l'accord suspend pour trois mois toute nouvelle mesure de mise en œuvre de notre indépendance. Un point, c'est tout. »

Contrairement à ce que beaucoup croient, poursuit le président, « les postes-frontières n'ont jamais été contrôlés par l'armée fédérale. Celle-ci était contenue un peu plus loin dans ce qu'on appelle la bande verte (NDLR : à 1 ou 2 kilomètres de la ligne de front d'hier). Les postes de douane ont toujours été tenus par des Slovènes et par des policiers slovènes. Nous n'avons pas créé de situation nouvelle. C'est l'armée fédérale qui a tenté de changer les choses en essayant de prendre le contrôle des postes-frontières. Ainsi, la question de la souveraineté yougoslave, disparue des douanes depuis quelques semaines, est-elle habilement éludée par notre interlocuteur. »

M. Kucan accepterait éventuellement de reverser à Belgrade les droits prévus sur les biens à destination de la Fédération yougoslave, mais la Slovénie conserverait évidemment les revenus sur les échanges qui lui sont propres. Pas question, en revanche, d'envisager le retour de l'état rouge, symbole du communisme défilé mais aussi du fédéralisme moribond, sur les uniformes des douaniers de Slovénie...

PATRICE CLAUDE



## EUROPE

URSS : rencontre en Ukraine

## Le chancelier Kohl se déclare prêt à aider M. Gorbatchev « par tous les moyens »

Le plus ardent défenseur de la perestroïka au sein du G7, M. Helmut Kohl, n'était guère optimiste, vendredi 5 juillet, à l'issue d'une rencontre de travail de cinq heures, avec le président Gorbatchev, près de Kiev, en Ukraine. Non seulement des manifestations indépendantistes ont accueilli les deux hommes, mais la crise yougoslave et la situation de l'URSS ont été au centre de leurs préoccupations. Le ralentissement du retrait des troupes de Moscou de l'ancienne RDA était également au menu de ces entretiens.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Un membre de la délégation au sein de la commission mixte supervisant le retrait des troupes soviétiques de l'ex-RDA a annoncé, au moment même où le chancelier arrivait en URSS, que le retrait des troupes soviétiques était reporté, parce que les Allemands tardaient à construire les appartements qu'ils avaient promis pour ces soldats en Union soviétique. En juillet, seuls 13 800 militaires parviennent, soit 30 % de moins que prévu, à déclarer le colonel Vladimir Sirelnikov, cité par l'agence allemande ADN. Il confirmait ainsi des menaces déjà proférées, le 24 juin, par l'«*en-tête*» soviétique qui ont été analysées par des sources gouvernemen-

tales à Bonn comme une pression des militaires sur M. Gorbatchev. L'ambassadeur d'URSS en Allemagne, M. Vladimir Terechov, s'était en effet déclaré «*surpris*» par l'initiative des militaires. Le chancelier n'a pas évoqué la question lors de sa conférence de presse commune avec M. Gorbatchev. Ce dernier a fait remarquer que la question n'était pas simple «*sur le plan humain*», que l'URSS apprécie la «*compréhension*» allemande, le «*respect*» manifesté en Allemagne pour ses soldats et que Moscou «*respecte le traité signé*». Le chef de l'Etat soviétique avait pourtant écrit, en juin, à M. Kohl pour l'informer que le coût du retrait de ses troupes (22 milliards de dollars) était beaucoup plus élevé que ce qui avait été prévu lors de la signature du traité germano-soviétique. Il demandait aussi une aide urgente des banques allemandes. Une aide difficile à accorder pour l'Allemagne, en raison du coût de l'intégration de l'ex-RDA. Bonn souhaite que les travaux de construction bénéficient à des entreprises allemandes et non turques, qui sont moins chères.

M. Kohl, seul dirigeant du G7 à rencontrer M. Gorbatchev avant le sommet des pays industrialisés à Londres, a bien évoqué l'espoir de voir l'URSS admettre comme membre associé au FMI à la suite de ce sommet. Mais il a précisé, en forme d'aveu, que la seule présence du président soviétique à Londres, le 17 juillet, sera déjà importante en soi. Il a déclaré qu'il soutiendrait le président soviétique «*par tous les moyens*»,

mais a reconnu ne pas pouvoir être «*plus concret*». Le chancelier a évoqué ni le fonds de stabilisation que Moscou souhaite voir créer pour son plan de convertibilité du rouble, ni les autres formes d'aide répertoriées pour la mise en œuvre des réformes.

En effet, quelle que soit la valeur des lois adoptées par les divers Parlements en URSS - et celle sur les investissements étrangers votée, vendredi 5 juillet, par le Soviet suprême soviétique - ces réformes sont suspendues à la signature d'un traité de l'Union par les Républiques. C'est pourquoi M. Kohl s'est «*survenu*» à dire, a-t-il dit, M. Gorbatchev, à l'état des négociations sur le traité. Celles-ci n'avancent pas vite, même si le Soviet suprême de Russie a provoqué une surprise en approuvant, juste après la fin des entretiens Kohl-Gorbatchev, et à la demande de M. Boris Eltsine, le projet de traité.

L'ombre de la Yougoslavie

Il l'a fait sous une forme ambiguë et avec des réserves, mais un pas a été réellement franchi. Il est maintenant évident que le grand problème - pour la survie de l'Union soviétique - est la position de l'Ukraine, dont le Parlement n'a pas accepté le projet qui sera examiné en septembre.

Cette république européenne de plus de 50 millions d'habitants est celle qui peut à juste titre estimer qu'elle n'a pas intérêt à rester an-

sein d'un «*marché unique soviétique*». Le président du Parlement de Kiev, le «*communiste-national*» Leonid Kravtchouk, se prononce pour une monnaie ukrainienne et compte sur la division des mouvements indépendantistes radicaux pour se faire élire président au suffrage universel lors d'un scrutin qui a été fixé, vendredi, au 1<sup>er</sup> décembre. M. Kravtchouk a rencontré M. Gorbatchev, avant les discussions avec M. Kohl, et a eu ensuite des entretiens, qui n'étaient pas prévus au programme, avec le chancelier allemand. L'ombre de la Yougoslavie a aussi plané sur ces entretiens et a placé M. Kohl dans une situation délicate, son pays ayant pris une position en pointe au sein de la CEE, allant jusqu'à envisager «*pour l'avenir*» une reconnaissance de la Slovanie et de la Croatie.

Ironie tragique de l'Histoire enfin, comme lors de la visite de travail précédente d'un dirigeant européen venu assurer M. Gorbatchev de son «*soutien total*» - celle de M. François Mitterrand, le 6 mai - les attaques conjuguées de l'armée soviétique et des OMON (forces de police spéciales) azerbaïdjanais ont repris avec vigueur depuis quelques jours contre des villages arméniens situés en Azerbaïdjan. Des centaines d'Arméniens ont été déportés en hélicoptères militaires vers l'Arménie, mais les moins chanceux ont été emprisonnés et les récits de tortures subies dans ces prisons se multiplient.

SOPHIE SHIHAB

ALLEMAGNE

## Le siège du Bundesrat restera provisoirement à Bonn

BONN

de notre correspondant

Après la décision du Bundestag de se transférer avec le gouvernement à Berlin, les Bonnais ont eu le droit, vendredi 5 juillet, à une petite revanche. La deuxième Chambre du Parlement, le Bundesrat, où chacun des 16 Länder allemands dispose d'un nombre de mandats proportionnel à sa population, s'est donné quelques années pour fixer définitivement son siège, mais celui-ci est maintenant pour le moment officiellement à Bonn.

La motion en faveur de Bonn a été adoptée par 38 mandats contre 30. Elle était défendue, au nom du fédéralisme, par les Rhénans de Rhénanie du Nord-Westphalie et

de Rhénanie-Palatinat, les Sarrois, la ville-Etat de Brême et Schleswig-Holstein. Elle a reçu l'appui, à l'ouest, du Bade-Wurtemberg ; à l'est de Berlin, du Brandebourg et de la Saxe-Anhalt. Les adversaires de la résolution, conduits par les Bavarois et le ministre-président de Saxe, le professeur Biedenkopf, un transfuge de Rhénanie, ont tenté de faire prévaloir l'impossibilité de séparer le siège du Bundesrat de celui du Bundestag et du gouvernement. La décision des chefs des Länder ne doit pas faire illusion car avant l'achèvement du transfert compliqué des principaux organes de l'Etat à Berlin, le Bundesrat - qui n'a pas à déplacer un appareil très important - a tout le temps de revoir sa décision.

H. de B.

PAYS-BAS

## Quatre membres présumés de l'IRA acquittés du meurtre de deux touristes

Quatre Irlandais, membres présumés de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), et soupçonnés d'avoir tué au cours d'un attentat le 27 mai 1990, à Roermond, deux touristes australiens qu'ils avaient pris par erreur pour des militaires britanniques, ont été acquittés, vendredi 5 juillet, par le tribunal de Den-Bosch statuant en appel sur cette affaire.

Le procureur avait requis dix-huit ans de prison

Selon cette décision, il n'a pas été prouvé légalement et d'une manière convaincante que ces quatre Irlandais, Paul Hughes (vingt-sept ans), Gerard Hart (vingt-sept ans), Sean Hick (trente ans) et

Donna Maguire (vingt-quatre ans) ont été impliqués dans cet attentat revendiqué à l'époque par l'IRA.

Le procureur général avait requis des peines de dix-huit ans de prison contre Gerard Hart, Sean Hick et Donna Maguire estimant qu'ils avaient été les coauteurs du meurtre de Nick Spanos (vingt-quatre ans) et Stephen McElroy (vingt-quatre ans) et réclamé douze ans de la même peine contre Paul Hughes pour complicité.

Le 2 avril, le tribunal de Roermond avait acquitté trois des quatre inculpés. Seul Gerard Hart avait été reconnu coupable du meurtre et condamné à dix-huit ans d'emprisonnement. Le ministère public avait alors décidé d'interjeter appel de cette décision. - (AFP)

## EN BREF

■ CAMEROUN : une importante manifestation neutralisée par le pouvoir. - De grands déploiements de force et l'arrestation momentanée des principaux dirigeants ont empêché, vendredi 5 juillet, l'opposition de manifester en masse dans les rues de Yaoundé pour contraindre le pouvoir à organiser une conférence nationale. Vingt-quatre responsables ont été arrêtés, dont dix-neuf ont été interpellés par la police. L'appel à manifester a été également suivi dans les autres villes camerounaises. - (AFP, AP)

■ CENTRAFRIQUE : un minia vingt-quatre responsables syndicaux interpellés. - Le pouvoir a fait procéder, jeudi 4 et vendredi 5 juillet, à une «*rafle*» dans les milieux syndicaux, dont au moins vingt-quatre responsables ont été arrêtés, apprend-on de sources diplomatiques. Ils sont accusés d'entretenir un mouvement politique, et non plus social, selon le président Kolingba, qui pense que ce mouvement engage «*un processus de régression*». D'autre part, le président a indiqué mercredi, pour la première fois en public, qu'il ne redoutait pas la réunion d'une conférence nationale, demandée par l'opposition. - (AFP)

■ COTE-D'IVOIRE : onze étudiants arrêtés pour un lynchage. - Un communiqué du procureur de la République a indiqué, vendredi 5 juillet, que onze étudiants ont été arrêtés, accusés d'avoir participé au lynchage d'un de leurs camarades (le Monde du 19 juin). Par ailleurs, la Ligue ivoirienne

des droits de l'homme a protesté contre de récentes interpellations d'étudiants, s'inquiétant «*de la poussée progressive du pays vers un Etat policier*». - (AFP)

■ LIBERIA : échec des négociations de paix. - Les représentants du Front national patriotique du Liberia (FNPL) de M. Charles Taylor ont quitté vendredi 5 juillet le sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) à Abuja, au Nigeria. Outre qu'il ruine l'espoir de paix après dix-huit mois de guerre civile, ce départ risque de remettre en cause l'accord conclu le 30 juin dernier entre le président par intérim, M. Amos Sawyer, et M. Taylor. - (Reuters)

■ MAROC : scission au sein du mouvement berbere. - M. Mahjoubi Ahardane, ancien ministre d'Etat et porte-drapeau de l'identité berbère, vient de créer le Mouvement national populaire dont il a été nommé secrétaire général. Il avait fondé, en 1957, le Mouvement populaire avant d'être évincé, en 1986, de sa direction. - (AFP)

■ ISRAEL : M. Arens réclame une augmentation de l'aide militaire américaine. - Le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a demandé, vendredi 5 juillet, aux Etats-Unis d'augmenter de 40 % leur aide militaire annuelle à Israël, soit un accroissement de 700 millions de dollars. M. Arens, qui s'adressait aux représentants d'une organisation sioniste américaine, a estimé que l'aide actuelle, 1,8 milliard de dollars, avait été entamée par l'inflation et devait être portée à 2,5 milliards

de dollars «*si l'on veut garantir la supériorité quantitative*» de l'armée israélienne au Proche-Orient. - (AFP)

■ HAITI : Annulation officielle de la dette envers la France. - Haiti et la France ont officiellement signé jeudi 4 juillet à Port-au-Prince les documents annulant la dette d'environ 55 millions de dollars contractée par le gouvernement haïtien. L'annulation a été décidée par Paris dans le cadre de sa politique en faveur des pays les moins avancés (PMA). - (AFP)

■ MEXIQUE : assassinat d'un journaliste. - Victor Manuel Oropeza, médecin et éditeur de la revue médicale connue pour ses diatribes contre le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir à Mexico, a été poignardé jeudi 4 juillet à son cabinet médical. Selon un des dirigeants du journal *El diario de Juárez*, où il dénonçait notamment la fraude électorale du PRI, cet assassinat serait l'œuvre «*d'un professionnel*». - (AP)

■ AFGHANISTAN : précision. - L'entrevue avec le commandant Massoud, publiée dans nos éditions du 6 juillet, n'avait pas été recueillie à Peshawar, comme indiqué par erreur, mais depuis Peshawar, au cours d'une liaison radio avec ce chef de la rébellion, qui se trouve dans sa zone d'opération à l'intérieur de l'Afghanistan.

■ PAKISTAN : arrestation du premier ministre de l'Azad Cachemire. - Des troupes ont été déployées, vendredi 5 juillet, dans l'Azad Cachemire la partie pakistanaise du Cachemire - après le limogeage et l'arrestation, le

même jour, du premier ministre sortant de cette province, M. Munir Rathore. Cette double décision est survenue après que M. Rathore, dirigeant du Parti du peuple pakistanais (PPP) de M. Benazir Bhutto, eut de nouveau rejeté les résultats des élections du 29 juin menant au renouvellement de l'Assemblée de l'Etat, qui donnaient la victoire à son principal adversaire, M. Sardar Abdul Qayyum. - (AFP)

■ PHILIPPINES : démission du principal collaborateur de M. Aquino. - Le secrétaire exécutif de la présidence, M. Oscar Orbes, a brusquement démissionné, vendredi 5 juillet, révélant la division du gouvernement sur les moyens d'affronter la crise économique aggravée par l'éruption du volcan Pinatubo. A moins d'un an de l'élection présidentielle, ce départ prive M. Aquino d'un collaborateur jeune et dynamique, favorable à un relâchement de la discipline financière exigée par le Fonds monétaire international. - (AFP)

■ Deux membres de Médecins sans frontières brièvement détenus par la gendarmerie. - Les deux Européens, membres de l'organisation humanitaire Médecins sans frontières, qui avaient été enlevés, vendredi 5 juillet, par des guerilleros musulmans dans l'extrême sud des Philippines ont été relâchés samedi. Selon l'armée, les deux hommes - un Belge et un Néerlandais - sont sains et saufs. - (Reuters)

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : à la conférence nationale de Durban

## M. Mandela est devenu le président en titre de l'ANC

Vingt-quatre heures avant la fin de leur conférence nationale, les deux mille délégués du Congrès national africain (ANC) réunis à l'université de Durban-Westville se sont donné, vendredi 5 juillet, une nouvelle direction. Comme prévu, M. Nelson Mandela prend - cette fois en titre - la tête du mouvement.

DURBAN

de notre envoyé spécial

L'ANC joue l'efficacité. Candidat unique au poste de président, M. Mandela est maintenant seul aux commandes de l'organisation anti-apartheid à laquelle il a consacré sa vie. Peu après sa sortie de prison, le 11 février 1990, la direction de l'ANC réunie à Lusaka, en Zambie, lui avait confié sur mesure un poste de vice-président qui lui permettait, en fait, d'agir en véritable chef et de représenter son mouvement au cours des nombreux voyages qu'il a effectués à l'étranger.

M. Oliver Tambo, victime d'une attaque cérébrale il y a deux ans, très diminué physiquement, n'est pas devenu président d'honneur, comme cela avait été initialement envisagé, mais «*président national*», un «*poste actif*», précise-t-on. Celui qui présidait aux destinées de l'ANC depuis la mort d'Albert Luthuli en 1967 ne voulait pas déserter son poste. Sa principale fonction consistait désormais à diriger les réunions du comité exécutif national (NEC), la plus haute instance de l'ANC.

M. Walter Sisulu, chef de l'ANC «*intérieur*» depuis sa libération le 15 octobre 1989, succède à son vieux compagnon de route, M. Mandela, comme vice-président. Il a été élu sans difficulté avec plus de 1 500 voix contre seulement 412 à son adversaire malheureux M. Harry Gwala, le représentant de l'ANC pour l'ANC des régions du Natal, qui passe pour être l'un des derniers piliers «*purs et durs*» du mouvement communiste en Afrique du Sud. Deux autres candidats galonnés mais plus jeunes, M. Chris Hani, le chef d'état-major d'Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation), la branche armée de l'ANC, et Thabo Mbeki, le responsable des affaires internationales, s'étaient retirés de la compétition.

ALGÉRIE : le retour au calme

## La fête nationale a été célébrée dans la morosité

ALGER

de notre correspondant

L'Algérie a fêté le vingt-neuvième anniversaire de son indépendance dans un climat morose, sans solennité ni autre faste que les drapeaux accrochés sur les bâtiments et les places publiques. La situation politique et les difficultés économiques ont contribué à faire de ce 5 juillet, une journée chômeuse quasi ordinaire, à peine marquée par les cérémonies du souvenir devant les tombes des combattants de l'indépendance.

Important service d'ordre

Les pouvoirs publics redoutaient cette journée, premier jour de grande prière depuis l'arrestation des deux principaux dirigeants du Front islamique du salut (FIS), MM. Abassi Madani et Ali Benabdjalil. Un important service d'ordre avait été mis en place autour de la mosquée Es Sunna, à Bab-el-Oued, où, en temps ordinaire, les deux dirigeants emprisonnés seraient venus prier. La foule des fidèles était au rendez-vous, mais il n'y a eu aucun incident. Bien au contraire, les remplaçants des deux

dés mercredi. Sans que cela soit non plus une surprise, l'événement le plus significatif de ce scrutin reste l'élection de M. Cyril Ramaphosa au poste de secrétaire général, aux dépens de M. Alfred Nzo, qui occupait la place depuis 1982 à la tête de l'Union nationale des mineurs (NUM), le plus puissant syndicat sud-africain. Agé de trente-neuf ans, il incarne l'ANC de demain.

M. Ramaphosa, un adjoint d'avenir

C'est l'un des poulains de M. Mandela, qui a pu apprécier l'homme à sa juste valeur dès sa libération. Car M. Cyril Ramaphosa fut le grand organisateur du Comité national de réception du «*camarade Nelson*» lorsque celui-ci quitta la prison de Robben.

Ovationné par les délégués, qui l'ont porté en triomphe à la tribune, où il a reçu l'accolade de MM. Tambo et Mandela, M. Cyril Ramaphosa est l'un des dirigeants noirs les plus appréciés du moment. Au sein de sa communauté d'abord, où il jouit de l'estime de l'«*ensemble des travailleurs*», des militants du Parti communiste (SACP) et, plus généralement, des défavorisés, qui voient en lui un «*Robin des Bois des temps modernes*». Chez les Blancs ensuite, où ses qualités de négociateur sont crues et respectées dans le monde des affaires.

Petit et râblé, M. Ramaphosa, l'enfant de Soweto, est aussi l'homme providentiel pour M. Mandela, qui cherchait depuis plusieurs mois quelqu'un capable de prendre en mains l'organisation et la reconstruction de l'ANC. Les premiers mots de M. Ramaphosa, en tant que secrétaire général, sont sans équivoque. «*Il faut retrouver nos manches et nous mettre à la tâche pour faire de l'ANC une organisation bien huilée*», a-t-il déclaré vendredi soir. Le nouveau président peut être confiant. Les «*élections démocratiques*» - organisées et supervisées par une commission indépendante - ont porté à la tête de l'ANC «*les hommes qu'il faut à la place qu'il faut*». M. Mandela aura la haute main sur la politique, M. Ramaphosa contrôlera l'appareil.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

responsables détenus ont prêché la modération à des auditeurs qui, en plein désarroi, semblaient d'ailleurs ne pas vouloir sortir de leur calme.

Les discours ont réclaté la levée de l'état de siège, la fin des poursuites contre les militants islamistes, la libération des détenus avant de mettre en garde le gouvernement contre une répression qui, si elle se poursuivait, risquerait de fortifier les tenants du Djihad.

Devant les fidèles assemblés, MM. Abassi Madani et Ali Benabdjalil ont été symboliquement reconduits dans leurs fonctions respectives de président et vice-président du FIS, mais c'était bien le moins que pouvait faire la direction rescapée de l'organisation, en pleine négociation avec le gouvernement pour ramener le FIS dans le giron des partis fréquents. Apparemment la direction intégriste ne tient pas à verser de l'huile sur le feu, bien au contraire. Pour leur part, les militants semblent confiants dans l'évolution de la situation puisqu'ils ont quitté la situation prisonnière le dimanche 4 juillet, le couvre-feu sera repoussé d'une heure.

GEORGES MARION

Le Monde ÉDITIONS

PLANTU REPROCHI ORIENT

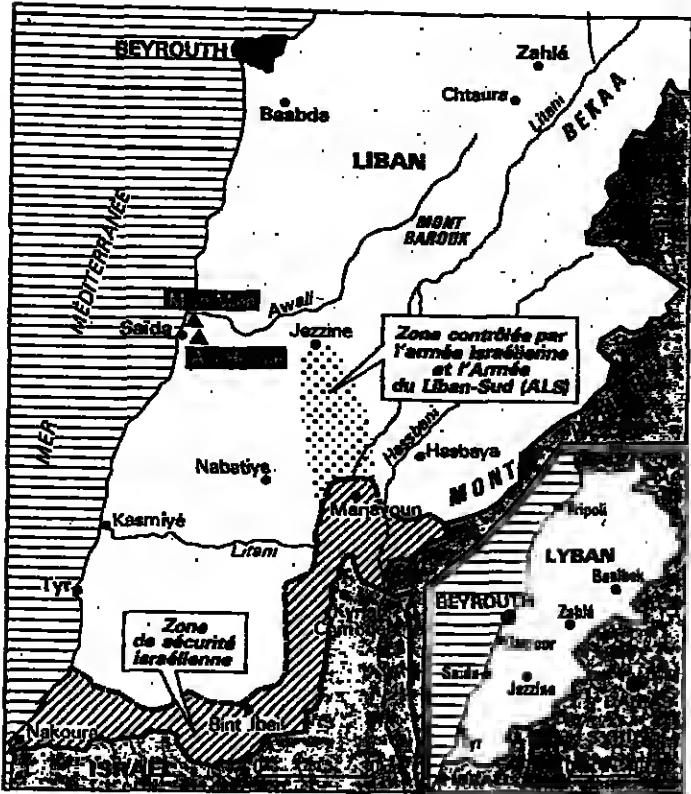
EN VENTE EN LIBRAIRIE

كتاب النمل



## PROCHE-ORIENT

### Le grand désarroi des Palestiniens du Liban



Suite de la première page

« On traverse rapidement et on n'est pas sûr de la terre », dit un officier à la tête d'une quinzaine de blindés. « Tout le monde à terre », dit l'un d'eux, et un soldat à quelques mètres vient accueillir cette armée, dont, dit l'un d'eux, « on espère qu'elle sera juste ». Déployés jusqu'aux limites des camps qui, depuis quarante ans, s'étaient quelque peu étendus, l'armée a rejoint à l'intérieur de ceux-ci des milliers de civils qui ne savent où s'installer.

A Mieh-Mieh, deux une dizaine de familles s'étaient dans les sous-sols. Habitants du village qui jouxtait le camp, ils ne peuvent regagner leur foyer. « Quels nous laissent au moins récupérer nos affaires », implore Salim, quarante-cinq ans, dont c'est le cinquième exil, mais même cela, ils nous le refusent. A une vingtaine de mètres, un soldat confirme : « Il est interdit de les laisser rentrer ». Plus bas, quelques uns de ses camarades tentent de briser à coups de crosse une porte cadavérique. Géo, l'officier assure : « C'est un

dépôt d'armes. Des armes et des munitions, les Palestiniens en ont abandonné beaucoup sur leurs positions, évacuées très vite.

#### Contacts avec Washington

Dans le camp d'Aïn-Helwan, le responsable de l'OLP, M. Zaid Wahbi, s'exprime : « Ils se sont trompés. Ils croient que c'est Jazine (sous contrôle israélien) et c'est la zone de sécurité israélienne. L'armée d'occupation israélienne n'a pas été forcée d'accepter jeudi soir, pour éviter un nouveau massacre, précise-t-il - d'envoyer aux Palestiniens jusqu'à samedi 6 juillet, soit moins de quarante-huit heures, pour rassembler à Sabra, sous contrôle de l'armée, les réfugiés, les familles et les vieillards. « C'est-à-dire, précise M. Wahbi, restant la propriété de l'OLP, qui pourra les transporter où elle veut. » Les armes, ajoute-t-il, ne sont pas un gros problème. La présence des hommes est plus importante pour nous.

Sur ce point toutefois, rien n'est encore clair. L'armée, a-t-on dit, ne démantelait pas dans les

camp, mais la présence de ces six mille combattants environ ne servait pas de nouveau point de départ à un responsable. Déjà, selon M. Moustapha Saad, leader politique libanais et qui ne sont pas palestiniens seront expulsés. « La solution, ajoute-t-il, doit être trouvée pour ceux qui ne sont pas de Sabra. » Mais où peuvent-ils aller, puisque nombre d'entre eux sont venus à la suite de la guerre des camps de Beyrouth ? Or Chabla et Borj-Brajneh n'ont jamais été, malgré les promesses et l'argent offert, réoccupés. Au contraire, leur accès est quasiment interdit.

« Tout ce règlement n'est qu'à son début », assure M. Wahbi, qui poursuit : « Nous faisons face à une décision américaine israélienne, et nous sommes bien conscients que la décision ne dépend pas de Beyrouth. C'est toute la présence palestinienne au Liban qui est en jeu, et la meilleure preuve en est que lorsque l'armée israélienne a bombardé Sabra il y a un mois - l'un des plus violents bombardements depuis 1982 - l'armée libanaise n'a pas tiré une balle. » « Nous attendons maintenant la position de l'Etat sur Jazine », affirme M. Wahbi, puisque tous les réfugiés de l'occupation israélienne ont été livrés. « L'armée doit poursuivre son déplacement sur Jazine, qui n'est pas inclus dans la résolution 425 du Conseil de sécurité, renchérit Moustapha Saad. Nous espérons que les Etats-Unis honoreront leurs promesses, maintenant qu'ils ont formellement fait tout ce qu'ils voulaient. »

Des jeudi soir, indiquent-on à Beyrouth, le gouvernement libanais a pris contact avec Washington pour régler un problème qui engage avant tout Israël, puisque la milice du général Lahad, officiellement en charge de Jazine, est totalement inféodée à l'Etat libanais. En attendant, malgré le calme revenu à Sabra, l'atmosphère reste tendue, tant côté libanais que palestinien : l'inquiétude reste vive. « N'importe qui peut encore mettre le feu aux poudres, n'importe quel incident peut tout déclencher », affirme Moustapha Saad, qui n'est pas loin d'estimer que l'armée israélienne est en train de remanier totalement ses promesses américaines pour l'exécution de ce déplacement au sud, à un prix qui porte de nouveaux conflits si celui-ci ne se réalisait pas.

Isolés dans leurs camps, dont ils n'ont sorti, les Palestiniens se sentent pas, trop ce qui les attend, « un massacre », affirme une vieille femme en pleurs qui vient d'émigrer : « Nous sommes fatigués, nous ne voulons qu'une place pour vivre. Pourquoi, se lamentent-elles, les résolutions de l'ONU appliquées pour les uns ne restent-elles pour nous que de l'encre séchée sur une feuille de papier ? »

FRANÇOISE CHIPAUX

### Le « hadj » du siècle

Suite de la première page

On y rencontre aussi des gens hors du commun. Abdallah Siradj elin Lanterne, alias Serge Bard, cinéaste français d'avant-garde de la fin des années 70, est aujourd'hui « volontaire » (moudjahid) de la police religieuse et tienne d'affaires à ses heures. Les musulmans abyssins, affectés au bon déroulement de la prière autour de la Kaaba, vaquent à leur pieuse occupation.

#### Un océan de tentes

Que de pitié et d'angoisse chez ce million et demi de pèlerins, rassemblés dans un océan de tentes, dans la plaine désertique d'Arafat, avant leur départ collectif vers le ravin de Mina où ils vont vivre ensemble trois jours durant, lapidant les stèles qui incriment le Petit, le Moyen et le Grand Satan, puis procédant au sacrifice rituel à la manière d'Abraham. Chaque pèlerin ayant préalablement acheté un « bœuf » de sacrifice, une bête sera immolée, à son bénéfice spirituel, dans des stades ultramodernes. La viande sera offerte aux pays islamiques nécessiteux, tandis que les industriels français du cuir de Mazamet (Tarn) récupéreront les peaux.

Mina, le forum de l'oumma. Les Palestiniens de Galilée, citoyens d'Israël, y tombent dans les bras de leur frère émigré au Brésil. L'unité politique marocaine y retrouve ses parents. Le Chinois fraternise avec le Togoais, le Yougoslave avec le Turc. Et, au sommet des collines rocheuses dominant ce ravin populaire, trône le petit Versailles du roi Fahd, où il reçoit les officiels et les journalistes.

#### Les soviétiques miraculés

S'y retrouvent le sultan de Brunei, Nahih Berri le chef de la tribu chite libanaise Amal, en costume de parrain latino-américain, les mufis de Tachkent et de Constantinople (Ruhman) et l'ancien champion de boxe Mohamed Ali, l'incroyable et l'incroyable tant de parades. Discours de bienvenue par le prince héritier.

Un hadj exceptionnellement fraternel. S'il fallait ajouter une dernière touche de concordance à cet unanimisme sans précédent depuis 1924, date de la prise de La Mec-

que par les forces saoudiennes, ajoutons que quatre cents Irakiens étaient également du voyage, aux frais du souverain de Ryad.

Le hadj de l'an 1411 du calendrier lunaire musulman se sera déroulé le plus ordinairement du monde. Tous ceux - et ils étaient légion - qui prédisaient au mieux une annulation de ce rassemblement mondial de l'islam, pour cause de boycottage par les fidèles d'une Terre sainte « envahie par les wahabites hérétiques et leurs alliés américains, nouveaux croisés », au prétexte d'un soulèvement des pèlerins, se sont avérés pour le moins faux.

Aucun chemin ne mène plus à Bagdad. Tous les chemins mènent désormais à La Mecque. Ce pèlerinage devait rebouter des millions de musulmans en rupture de ban avec les pétrocrates du Golfe ; il aura - coïncidence providentielle - vu seulement drainer des « invités d'Allah » de tous les recoins de la « umma » de l'Islam (Dar el Islam, l'ensemble des terres où retentit chaque jour l'appel du muezzin), mais également battu le rappel de musulmans oubliés, un demi-siècle durant, derrière le rideau de fer et sous la chepe infernale des paradis socialistes.

Aux yeux de ces miraculés, il n'y a qu'un libérateur, le roi Fahd Ben Abdelaaziz, « serviteur des Lieux saints » de son état depuis le 7 octobre 1986, lorsqu'il décida de troquer le titre de « Majesté » contre cette pieuse charge inaugurée par le grand Saladin (mort en 1193), celui-là même dont Saddam Hussein se présentait comme l'héritier et le continuateur.

#### Le poids de l'Asie

Les Saoudiens ne manquent pas de reprocher aux Etats musulmans, comme l'Algérie, la Libye, la Syrie et l'Irak, de s'être abstenus, naguère, d'user de leur « amitié » avec l'ours russe pour le prier de désarmer les griffes sur les croquis soviétiques. Ils rappellent aujourd'hui qu'ils n'ont eu aucun effort pour s'opposer à l'air et de l'argent frais, afin de rendre à l'Islam Tachkent, Samarcande et Boukhara, la patrie de l'imam El Boukhari, le plus illustre collationneur des hadiths (les dires et gestes du Prophète).

Il ne s'agit pas là, il s'en faut, que de charité islamique. Mieux avertie que jamais du mélange de

convoitise et d'avarice que son opulence, comme sa mainmise sur les Lieux saints, nourrissent singulièrement dans le monde arabe, la dynastie saoudienne s'acharne à élargir le champ d'extension de l'islam en direction de l'Asie, qui en forme désormais le centre de gravité démographique.

La seule île d'Indonésie emplit autant de fidèles du Coran que la totalité des pays arabes, soit près de deux cents millions d'âmes. L'islam, une religion asiatique ? Absolument. Il n'y a qu'à se promener à La Mecque ou à Médine pour toucher du doigt, à chaque pas, cette réalité. Chauffeurs de bus, ouvriers du bâtiment, restaurateurs, hôteleurs, mais surtout pèlerins proveniend, pour la plupart, de la Malaisie, de l'Inde, du Bangladesh et du Pakistan. Sans parler des réfugiés accourus depuis le Caucase, la Daguestane et la Turkménistan juste avant que le rideau de fer léniniste ne tombe.

Deveurs de prospères capitalistes - les milliardaires mequitos Adnan Keshoggi en est issu - ces immigrants, aujourd'hui détenteurs de la nationalité saoudienne, renouent, avec une joie bouleversante, des liens de famille radicalement coupés pendant soixante-dix ans. Grâce et les médias saoudiens seront en permanence là pour le rappeler, aux efforts du « serviteur des Lieux saints ».

Celui-ci prend en charge, personnellement, les frais de pèlerinage de 4 774 Soviétiques et algériens. A ces derniers, il fait également don de 250 000 exemplaires du Coran. Le tout pour la somme de 35 millions de riyals (1 ryal = 2 F). Le presse saoudienne se trouve pas assez de colonnes pour louer la royale prodigalité de Fahd. Une dizaine de quotidiens, dont trois en anglais, en célèbrent chaque matin les largesses. Après quoi, s'éclatent les discours, les communiqués et les annonces.

Ayant finalement en raison de toutes les idéologies rivales (nassisme, kadhafisme, baasisme, éhisme et communisme), les Saoudiens triomphent, avec une modestie de façade : « Cela découle de la volonté d'Allah ». Il ne restait plus qu'à multiplier, dit Djamel Afssa, le directeur de la rédaction du quotidien égyptien El Akhbar (les Nouvelles), qu'à inviter les journalistes présents en Arabie saoudite à soutenir la candidature du roi Fahd pour le prochain prix Nobel de la paix !

SUMANE ZEGHIDOUR

### Kermesse de la paix dans les ruines de Beyrouth

BEYROUTH  
de notre correspondant

« Chantons la paix » : il n'existe pas au Liban de slogan plus mobilisateur. Lancé par une station de radio et une chaîne de télévision de ce qui fut le « réduit chrétien », il a effectivement attiré une foule nombreuse, venue de toute la capitale, sur la place des Canons - ou des Martyrs. On ne pouvait trouver de feu plus symbolique de la guerre. Remoitié par le mitraillage en un champ de ruines surréalistes, surmonté de son cadavre rouillé et criblé d'éclats, mais toujours debout, l'endroci n'est si inécessaire durant seize ans que le souvenir n'en était estompé. Ce n'était plus qu'un cadavre postiche. Il a été rebaptisé pour la circonstance place de la Paix.

L'émotion était bien au rendez-vous pour quelques vingt mille à vingt-cinq mille personnes. Les gens venus des quartiers musulmans étaient présents en aussi grand nombre que ceux des quartiers

chrétiens. On a agité des drapeaux libanais, mais la kermesse de la paix a tourné court. La foule fit preuve de bonne volonté, mais, populaire, imprégnée de musique arabe, elle ne vibra pas aux chansons qu'on lui offrit, comme celle des Beatles, alors qu'elle se sentait exotisée aux complètes de Fekrou, Zaid Nassef, Medhi Sefi ou autres chanteurs. Des brutalités policières, afin d'éviter des débordements vers l'enclos des officiels - où se trouvaient ministres, députés, ambassadeurs et l'épouse du président de la République - ont aussi beaucoup contribué à refroidir l'enthousiasme des spectateurs.

On peut néanmoins retenir le mouvement spontané des Beyrouthins, même si, finalement, ils furent déçus et déçus. Jamais, à l'époque de sa splendeur, la place des Canons n'avait rassemblé tant de monde.

LUCIEN GEORGE

#### IRAN

### L'accord sur le contentieux avec Paris devra être conclu avant la visite de M. Mitterrand

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a assuré, vendredi 5 juillet, qu'une grande partie du contentieux entre l'Iran et la France avait été réglée. Il a déclaré qu'il ne restait plus qu'un point sur lequel s'entendre, et que cela devrait être fait avant la visite en Iran de M. François Mitterrand, à l'automne.

M. Velayati, qui a regagné Téhéran jeudi soir après une visite de quarante-huit heures à Paris, a précisé qu'un « accord en seize points a été rédigé, dont quinze ont été acceptés par les deux parties, le septième devant être réglé probablement avant la visite à Téhéran, au

mois de septembre, de M. Mitterrand ». Selon les termes de cet accord, les relations franco-iraniennes « prendront une allure plus régulière et les ministres des affaires étrangères des deux pays se rencontreront annuellement », a ajouté M. Velayati, selon qui l'accord prévoit également « la formation d'une commission économique mixte entre les deux pays ».

La conclusion d'un accord n'a échappé sur une demande iranienne de prélèvement d'uranium enrichi dans le cadre de la participation de Téhéran à Eurodif, rejetée par Paris (Le Monde du 5 juillet). - (AFT.)

« Le monde développé se trouve aujourd'hui dans la même situation que l'Empire romain au III<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ. » Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et historien de formation, M. Alain Vivien aime bien les références au passé, même lointain.

Sous l'autorité de M. Raled Dumas, il a notamment en charge les Français de l'étranger mais s'occupe aussi - avec d'autres - des étrangers en France. Et, en tant qu'« élu local » - maire de Combs-la-Ville et administrateur de la ville nouvelle de Melun-Sénart - il affronte sur le terrain les problèmes de l'immigration. Autant de raisons pour réfléchir, avec quelque recul, sur le racisme et la xénophobie.

« Nos sociétés vivent un double phénomène : d'un côté, une richesse considérable, et sans cesse accrue ; de l'autre, une dépression démographique en aggravation constante. Les pays en voie de développement sont donc tentés d'occuper le « vide riche » que nous constituons à leurs yeux. Faut-il, comme l'Empire romain jadis, dresser un mur ? Une frontière juridique ? Faut-il envoyer des canonniers ? Nous avons des dispositifs juridiques pour contenir les mouvements de population ? Rien de tout cela ne suffit à endiguer les flux migratoires. Que faire ? D'accord, agir à la source, en intensifiant l'aide au développement, en particulier de l'Afrique noire et du Maghreb, mais sur la base d'un vrai partenariat, purifié de tout paternalisme. M. Alain Vivien fait

partie de ceux qui souhaitent dépassionner les relations entre la France et ses anciennes colonies d'outre-mer.

#### Coopération décentralisée

« Je suis venu à la politique avec la guerre d'Algérie. J'avoue une émotion personnelle quand je vais à Alger, que je traverse Bab-el-Oued. Pourtant, il n'y a aucune raison de traiter sur le mode affectif les relations entre les deux rives de la Méditerranée. La France et l'Algérie sont deux grands Etats aux histoires entremêlées. Il faut voir ce que l'on peut faire ensemble avec calme et sérénité. (...) Toutes les bases sont posées. Après tout, nous n'avons jamais parlé français en Afrique du Nord ni jamais autant accueilli de Maghrébins en France. Mais nous n'avons pas à nous accorder des privilèges mutuels. C'est pourquoi j'ai toujours dit, à propos de l'achat par la France du gaz algérien à un prix préférentiel, que c'était une mauvaise méthode de ne pas laisser jouer les lois du marché. »

L'idée chère à M. Vivien, c'est la coopération décentralisée, indispensable complément, selon lui, de l'effort entrepris par l'Etat. « Il s'agit d'aller au-delà des jumelages traditionnels qui permettaient aux maires de se rencontrer et de bavarder aimablement. Il faut à la faveur de ces contacts entreprendre des opérations de développement. On peut passer des accords de partenariat avec les pays où règne un minimum de démocratie et d'usage

ainsi, au-delà du discours, des milliers de liens techniques, concrets entre les collectivités françaises et les régions, villes ou villages étrangers. (...) Cela doit se faire en complément du travail des ONG (organisations non gouvernementales) qui sont sur place, mais n'ont pas toujours beaucoup de moyens. Définitions des thèmes d'intervention, puis associations l'Etat, les collectivités et les ONG. Cette concertation permettra d'éviter des opérations contradictoires ou de « faux développement ».

#### Triple rigueur

Cette farime de partenariat, constate M. Vivien, induit favorablement, en France même, sur les mentalités. « C'est une arme efficace contre le racisme. Dans ma propre ville, à Melun-Sénart, vit une population étrangère non négligeable. Mais nos jumelages avec des villes de Mauritanie et d'ailleurs y privent le Front national de son terrain habituel. Il ne fait que 0,6 % aux élections. Chez nous, il n'y a pas de résurgence du racisme. Je voudrais donc encourager en ce sens les échanges internationaux. »

Tout cela n'empêche pas M. Vivien de précher la fermeté contre l'immigration clandestine, pourvu qu'on s'entende sur ce terme. « Les clandestins sont ceux qui arrivent chez nous sans papier, sans base culturelle, ni professionnelle, uniquement attirés par l'appât d'air démocratique. »

Le secrétaire d'Etat veut att-

### DIPLOMATIE

#### Un entretien avec le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères

## « Les frontières fortifiées et les dispositifs juridiques ne suffiront pas à endiguer les flux migratoires » nous déclare M. Alain Vivien

« Le mal à sa racine : les clandestins doivent être reconduits aux frontières. Mais il faut aussi être très rigoureux à l'encontre de ceux qui font appel à eux, les exploitent sans les déclarer, les tiennent pour des esclaves. C'est le rôle d'un gouvernement socialiste. Pour liquider le dispositif scandaleux que tout le monde connaît au Sentier, nous avions proposé d'installer un centre du textile à Marne-la-Vallée. Nous nous sommes heurtés aux intérêts du Sentier et au laxisme - sinon à la complaisance - de la mairie de Paris. » M. Vivien préconise aussi une meilleure gestion des agences de l'emploi. « Dans ma ville, observe-t-il, le secteur du bâtiment offre des emplois qui ne retiennent pas l'intérêt des ressortissants français disponibles sur le marché. Cela s'explique par le jeu combiné des aides publiques maintenues au-delà du raisonnable, de la complaisance des collectivités publiques et du travail au noir, ce qui régule par l'empêche l'explosion. Il faut dire : « Cela suffit, on ne joue plus avec les faux chômeurs. »

Traiter le problème de l'immigration appelle donc, selon M. Vivien, une triple rigueur : vis-à-vis des « clandestins sauvages », du patronat et la justice trop laxiste des propositions d'embouche. « Si on ne fait qu'une chose, ou seulement deux sur trois, on manquera le tout. »

Propos recueillis par JEAN-PIERRE LANGELE

هكذا من النضال



## POLITIQUE

Le bilan de la session parlementaire

## Le gouvernement n'a été contraint d'engager sa responsabilité que sur un seul projet de loi

La session extraordinaire du Parlement s'est terminée vendredi 5 juillet. Vingt-cinq projets et cinq propositions de loi ont été adoptés de façon définitive par le Parlement au cours de la session de printemps et des deux courtes sessions extraordinaires qui l'ont encadrée. Le gouvernement de M. Cresson s'en est sorti mieux que prévu : il n'a engagé sa responsabilité, à trois reprises, que sur un seul texte.

En dépit de l'atmosphère souvent très passionnelle des débats à l'Assemblée nationale, deux des quinze textes les plus importants (1) adoptés depuis le 19 mars dernier l'ont été à l'unanimité. Il s'agit de la proposition de loi déposée par M. Laurent Fabius et coignée par les présidents des groupes RPR, UDF, UDC et PS sur la publicité des audiences des commissions d'enquête parlementaires, et d'autre part, d'un projet de loi visant à favoriser l'accès aux personnes handicapées des lieux d'habitation et de travail.

Un autre, portant sur la réforme de l'aide juridique, a bénéficié de l'abstention des trois groupes d'opposition et du PC. Un seul, en revanche, a dû faire l'objet, à chacune de ses lectures qui lui ont été consacrées, d'une application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : le projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, qui procure au total près de 11 milliards de recettes supplémentaires à l'Etat.

Entre ces deux extrêmes, quatre textes seulement, toujours parmi les quinze les plus importants, ont été adoptés grâce à l'abstention du groupe communiste : le statut de la Corse, la loi d'orientation sur la ville, le soutien au bénévolat dans les associations et le projet portant diverses mesures d'ordre social, qui inclut notamment la revalorisation des retraites.

Les députés communistes, en revanche, se sont opposés à cinq textes : la réforme hospitalière, celle

des procédures civiles d'exécution, la réglementation des écoutes téléphoniques, l'ouverture de la fonction publique aux ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne et la ratification des accords de Schengen. A l'exception de la réforme hospitalière, ces textes ont donc été adoptés grâce à l'abstention ou au vote favorable d'un ou de plusieurs groupes de droite.

## La radicalisation de la droite

Au sein de l'opposition, les trois groupes RPR, UDF et UDC ne se sont séparés qu'en trois occasions : lors de la réforme de la fonction publique, le RPR s'est abstenu tandis que l'UDF et l'UDC votaient pour ; le groupe UDC s'est abstenu sur la réforme des caisses d'épargne, alors que le RPR et l'UDF ont voté contre ; et enfin, à l'occasion du projet de loi instituant une solidarité financière entre les communes, lors de la session extraordinaire de mars, une majorité de députés UDF et UDC s'était abstenue, en première

lecture, laissant le RPR isolé dans son opposition au texte. Après l'accord du 10 avril concernant l'union de l'opposition sous l'égide de l'UPF, les velléités d'indépendance du groupe centriste se sont cependant heurtées à la pression de ses partenaires RPR et UDF.

C'est ainsi qu'après le vote acquis à une voix de majorité, celle de M. Edmond Cresson (UDF, Haut-Rhin), sur le projet de loi relatif à l'administration territoriale - dont l'adoption définitive n'est prévue qu'à la prochaine session d'automne - l'intéressé a tenu à rectifier son vote. Mais, surtout, au terme de l'examen du projet de réforme hospitalière, mercredi 5 juillet, deux députés centristes, MM. Gérard Vignoble et Jean-Jacques Jegou, ont été exclus de l'UDC pour avoir enfreint les consignes de vote données par leur groupe.

En dressant le bilan de la session parlementaire du printemps, le ministre des Relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, s'est plaint, jeudi 4 juillet, des « manœuvres d'obstruction » développées à l'initiative des groupes de droite et du cen-

tre. « Dépit d'amendements répétitifs ou sans intérêt, abus des motions de censure, dépassement des temps de parole, demandes de suspension de séance en série, multiplication des rappels au règlement en ont été les principales manifestations », a-t-il jugé sévèrement.

Si, pour l'essentiel, l'analyse du travail parlementaire est exacte, il faut cependant souligner qu'il n'y a eu, au cours des deux semaines de session, que deux motions de censure : l'une, le 11 avril, sous le gouvernement de M. Michel Rocard, déposée à l'initiative de l'opposition sur « la confusion des pouvoirs » ; l'autre, le 17 juin, après la nomination de M. Edith Cresson comme premier ministre, en réaction à l'engagement de responsabilité du gouvernement sur le projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

L'une et l'autre ayant échoué, M. Poperen a pu conclure son bilan de la session en affirmant que « si les évolutions constatées se confirment, on pourra considérer que le gouvernement, non seulement ne renverse pas de majorité pour le renverser, mais qu'il bénéficie d'un concours réel de la part du Parti communiste, sans perdre pour autant l'appui occasionnel des voix d'un nombre non négligeable de députés centristes auxquels la radicalisation de la droite ne convient manifestement pas ».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Notre échantillon, forcément un peu arbitraire, des quinze textes jugés les plus importants, comprend : le projet de loi relatif à la réforme de l'aide juridique, la réforme de l'aide juridique, la réglementation des écoutes téléphoniques, la réforme des procédures civiles d'exécution, le soutien au bénévolat dans les associations, l'accroissement des lieux d'habitation et de travail aux personnes handicapées, le projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, et, enfin, la ratification des accords de Schengen.

## Les derniers textes adoptés

- Soutien au bénévolat dans les associations. - L'Assemblée nationale a adopté définitivement, vendredi 5 juillet, le projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations. Ce texte ouvre aux salariés membres d'une association la possibilité de bénéficier d'un congé de représentation et permet le contrôle de la Cour des comptes sur l'utilisation des fonds collectés par des organismes faisant appel à la générosité publique. Le groupe PS a voté pour, les communistes se sont abstenus, l'UDF, le RPR et l'UDC se sont prononcés contre.

- Publicité des commissions d'enquête parlementaire. - L'Assemblée nationale a adopté définitivement et à l'unanimité, vendredi 5 juillet, la proposition de loi de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, coignée par les présidents

des groupes RPR, UDF, UDC et PS, qui établit le principe de la publicité des commissions d'enquête parlementaire (le Monde du 5 juillet). Ce texte, qui entrera en application dès sa promulgation, permettra notamment de rendre publiques les auditions de la commission d'enquête en cours, sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales.

Cette commission devrait se réunir, mardi 9 juillet, pour fixer le nouveau calendrier des auditions et elle pourrait décider, à cette occasion, de réexaminer publiquement l'ensemble des personnes déjà convoquées, afin de respecter le principe d'égalité devant la loi. Les députés devront en outre, déposer une proposition de résolution, afin d'obtenir la prolongation de trois mois de la durée de la mission de la commission sur le financement des partis.

L'université d'été des adhérents directs de l'UDF

## M. Giscard d'Estaing plaide pour un mandat présidentiel réduit à cinq ans

LA BOURBOULE

de notre envoyée spéciale

Avec la formule « la Bourboule, j'en ai rien à cirer », M. Edith Cresson avait inauguré un parler familier, voire crû, tranchant avec celui réputé vrai de son prédécesseur. Le nouveau premier ministre fait des états. Devant les militants UDF d'Auvergne, qui avaient rejoint, vendredi 5 juillet, les adhérents directs réunis à La Bourboule (Puy-de-Dôme), pour leur université d'été, M. Valéry Giscard d'Estaing a jugé que « la France est dans la panade » et que « tout se déginge ». Le résultat en est, à ses yeux, que « après une année dure de crises, les Français ont envie de prendre des vacances et de mettre le gouvernement en grandes vacances pour un grand moment ».

Pour sortir de cette situation de « morosité » et d'« anxiété », l'ancien président de la République mise sur l'union de l'opposition, qui « se porte mieux », et sur l'unité de l'UDF. Cette unité doit, a-t-il rappelé, respecter la diversité de ses composantes, s'accompagner d'un positionnement politique « clair » au centre et au centre droit, développer la démocratie interne et exprimer « la vocation européenne de la France ». Selon lui, il manque en France ce « grand parti de gouvernement au centre et au centre droit » qui assure chez nos voisins européens « la continuité de l'action gouvernementale, le renouvellement régulier des générations et le déroulement paisible de l'alternance ».

Pour le président de l'UDF, même si la France est « un pays où l'on vit bien », les Français ne sont heureux « ni individuellement, ni collectivement », à cause du chômage. Et mai, on a compté, a-t-il calculé, « un chômeur de plus toutes les deux minutes » (1). Il a ajouté comme motifs à cette situation « l'exaspération devant une

politique de l'immigration qui fait alterner immigration clandestine et régularisation, après coup, de la présence sur notre sol des intéressés, contre la volonté majoritaire de l'opinion publique que l'on refuse obstinément d'écouter ; l'insécurité dans les banlieues et la solitude des agriculteurs que « le désespoir accule (...) par dizaines de milliers à la faillite et au départ ». M. Giscard d'Estaing voit la raison du malaise dans le fait que « nous ne sentons pas suffisamment (...) qu'il y a des choses à entreprendre pour tenir notre place, défendre nos chances et affirmer notre identité française ». La solution pour remédier à cet état moral des Français est « la fermeté sans la fermeté », a-t-il affirmé avant de recommander la mise à profit de l'été « pour nous dérouiller les articulations ankylosées par le système socialiste ».

Aparavant, devant les adhérents directs, M. Giscard d'Estaing avait plaidé pour le quinquennat (alors qu'il s'était jusqu'à présent prononcé pour un mandat de six ans), la possibilité d'organiser des référendums sur les questions de société, notamment sur le code de la nationalité, après son adoption par voie législative et pour qu'il soit mis fin à « l'abus insupportable et à la perversion » du recours au 49-3, qui permet au gouvernement de faire adopter un texte sans vote au Parlement ar, estimé-t-il, le 49-3 à répétition est « un scandale constitutionnel » (2).

ANNE CHAUSSEBOURG

(1) Il y a eu 52 200 chômeurs de plus en mai. Le calcul de M. Giscard d'Estaing aboutit à 22,20.

(2) Sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, le 49-3 a été appliqué avec le gouvernement de M. Raymond Barre (1976-1981) sur cinq textes. De 1981 à 1986, il l'a été sur six textes. Pendant la cohabitation entre 1986 et 1988, le gouvernement de M. Jacques Chirac y a recouru pour sept projets. Depuis 1988, quinze textes ont été ainsi adoptés.

## EN BREF

□ Mairie de Grenoble : garde à vue levée. - Les mesures de placement en garde à vue prises à la suite de la perquisition opérée à l'hôtel de ville de Grenoble (le Monde du 6 juillet) ont été levées, vendredi 5 juillet, sans qu'aucune inculpation ait été prononcée. Au total, quatre personnes, exerçant ou ayant exercé des fonctions de la ville, ont été entendues, dans le cadre de cette affaire, par la brigade financière de la police judiciaire de Grenoble.

□ Réforme hospitalière : saisine du Conseil constitutionnel. - Cent vingt-quatre sénateurs appartenant aux groupes de la majorité sénatoriale ont déposé devant le Conseil constitutionnel, mercredi 3 juillet, le projet de loi portant réforme hospitalière adopté définitivement par l'Assemblée nationale le jour même. Les signataires de cette saisine estiment notamment que l'article 7 du texte viole le principe de l'égalité de traitement dans le déroulement de la carrière des praticiens hospitaliers et le principe de leur égal accès aux emplois publics.

□ Incident en conseil régional Rhône-Alpes. - L'intervention de M. Bruno Collinich (FN, Rhône), vendredi 5 juillet devant le conseil régional Rhône-Alpes, a provoqué de vives réactions. Les élus socialistes et communistes ont quitté la salle, tandis que M. Charles Millon, président (UDF-PR), lui a coupé le micro. M. Collinich avait demandé le « respect de la liberté d'expression pour les enseignants qui exercent un regard critique sur l'histoire de la seconde guerre mondiale », notamment pour MM. Robert Faurisson et Bernard Notin, deux universitaires lyonnais, auteurs de thèses révisionnistes.

□ M. Fiterman ne conduira pas la liste PCF aux régionales dans le Rhône. - M. Charles Fiterman a décliné, pour « des raisons personnelles », l'invitation qui lui avait été faite publiquement par des responsables de la fédération de conduire la liste communiste dans le Rhône aux élections régionales. Il a notamment expliqué que « son

choix personnel n'inquivout nullement à un refus d'être candidat du parti » mais était lié aux priorités de l'organisation de sa vie et de ses activités. C'est M. René Chevallier, conseiller municipal de Lyon, suivi de M. Mirille Elman, député européen, membre du comité central, qui emmèneront les quarante-deux candidats communistes du Rhône. - (Corresp.)

□ Immigration : le PCF « tient le langage de la franchise ». - M. Claude Billard, membre du bureau politique du Parti communiste, a estimé, vendredi 5 juillet, à propos de la controverse sur le dernier tract du PCF consacré à l'immigration, que son parti « tient le langage de la franchise de la vérité, de la solidarité et de la fraternité, alors que le FN et la droite développent des thèmes d'exclusion et de haine. Nous opposons des réponses aux vraies questions qui sont posées sur la justice sociale et l'égalité, la fraternité », a-t-il déclaré, sur la Cinq, en réponse aux critiques formulées, notamment, par les communistes « refondateurs », et en particulier par M. Anicet Le Pors (le Monde du 30 juin-1<sup>er</sup> juillet).

□ Attentats en Corse. - Une voiture piégée par une charge de forte puissance, coupée à cinq bouteilles de gaz, a explosé sans faire de victimes, samedi à 3 h 30 du matin à Bastia, devant les locaux de la direction départementale de l'équipement (DDE). L'explosion a provoqué des dégâts importants. D'autre part, quatre attentats à l'explosif avec des charges de puissance moyenne, ont provoqué de légers dégâts, vendredi vers 23 heures à Ajaccio, sur des bâtiments administratifs (central téléphonique des Télécoms, services techniques de la direction départementale de l'équipement, de l'inspection du travail et de la conservation des hypothèques). Des tracts signés « R » (Résistenza, groupe clandestin dissident du FLNC), ont été retrouvés à la DDE. Enfin, un bureau de change à Portofino, près d'Ajaccio, a été la cible d'un attentat dans la nuit de vendredi à samedi. Les dégâts sont légers et aucune revendication n'a été laissée.

## L'été silencieux de Michel Rocard

Suite de la première page

A peine terminée l'escapade - le jour même de la traditionnelle garde party de Matignon, donc pour la première fois par M. Edith Cresson, et à laquelle il ne s'est pas montré - l'ancien premier ministre est redevenu présidentiable à plein temps. Avec tout ce que cela suppose, notamment ses bureaux personnels, élément de standing obligatoire pour qui aspire aux plus hautes fonctions. Rendu à la vie civile, l'homme qui, à Matignon, s'était assigné un « devoir de grisaille », est resté fidèle lui-même. Le trait, d'abord sous toutes ses nuances, est la couleur dominante de son antenne présidentielle, à un jet de pierre de Matignon. Il s'y est installé avec quelques proches, dans un rez-de-chaussée vaste, lumineux, au mobilier desig très mode, un peu sombre, tristounet.

## L'orage éteint

Les rocardiens, en fait, ne sont pas au diapason de cet environnement austère. Ils placent plutôt sur de petits ouages rose vif. Impavides sous les critiques - qu'ils jugent peu crédibles, voire écotardières - qu'adresse à leur champion son successeur à Matignon, ils s'intéressent aux oscillations des « baromètres » très particuliers qui ont renseigné les hommes politiques en partance, sur la force du vent qui peut les pousser. Or cette météo-là est au beau fixe : cité Vanneau, on soupçonne la satisfaction discrète du gégé qui compte son or devant les offres de services accumulées, y compris, semble-t-il, les facilités matérielles et financières, pour l'organisation de la campagne présidentielle.

Le courrier, lui aussi, s'accumule. M. Rocard a reçu quelques milliers de missives d'encouragement et autres félicitations. Il a décidé de répondre personnellement à quelques centaines de ces lettres et il y passe une partie de ses journées. Quant aux demandes d'audience émanant de visiteurs étrangers de passage à Paris, elles sont, dit-on, si nombreuses qu'il faut opérer parmi elles une sélection « assez dure ».

Il est vrai que M. Rocard - il se flatte d'avoir eu la « baraka » depuis le début de sa carrière politique - a encore eu un coup de chance en quittant Matignon à la mi-mai. Au point que l'on peut s'interroger sur l'attitude du président de la République, lorsqu'il s'est séparé de son premier ministre.

Il est évident que les mauvais chiffres du chômage, qui rendent encore plus difficiles les débuts de M. Cresson, auraient été les mêmes si M. Rocard était resté à Matignon. Il est clair que la baisse de la gauche dans les sondages sur les intentions de vote de date pas de l'arrivée de M. Cresson, mais qu'elle avait commencé sous M. Rocard et qu'elle est, sans doute, imputable en partie à sa politique. Bref, à quinze jours ou un mois près, M. Rocard a été forcé de donner l'impression de l'avoir fini, puisqu'il a donné l'apparence d'un premier ministre qui souhaitait rester à son poste.

## Des zones d'ombre

Pour les proches de M. Rocard, l'étape de Matignon a été joliment franchie. « Il en a beaucoup profité pour densifier son image : nous considérons qu'il a gagné ses galons d'homme d'Etat, y compris dans la gestion des crises », souligne son entourage. Quant aux rocardiens de base qui, secrètement, se demandaient parfois si leur chef de file ne serait pas trop « fragile » ou trop « léger » - comme le disaient ses adversaires - ils sont probablement rassurés sur ce point. Mais M. Rocard ne pourra pas se contenter d'attendre que les Français le regrettent, en espérant

que les critiques que lui adresse M. Cresson d'auront pas prise sur lui. Le passage à Matignon est une médaille qui a son revers. Les proches de M. Rocard soulignent eux-mêmes l'aspect « asséchant » d'une fonction qui, tout en donnant l'occasion de faire ses preuves dans la gestion quotidienne, ne permet guère de tracer des perspectives à long terme.

Le problème auquel M. Rocard sera confronté va, en réalité, bien au-delà. En 1987-1988, il suffisait qu'il parle pour qu'on l'écoute. Homme politique encore « vierge », pour l'essentiel, il ne pouvait pas être critique pour son action passée. On le croyait sur sa bonne mine et, précisément, parce qu'il était l'homme qui avait dit un jour : « Je promets peu ». Dans la perspective de l'élection présidentielle de 1995 (si les échéances sont respectées), sa situation est bien différente.

## Rencontres, réseaux, voyages

Désormais, l'opposition - elle a déjà commencé - pourra s'employer à attaquer un bilan qui a ses zones d'ombre. M. Rocard devra, de surcroît, faire des efforts pour incarner un espoir original. Si le principal satisfait qui lui est accordé est d'avoir géré la France dans une atmosphère globalement calme et consensuelle, en corollaire, le principal reproche qui lui est adressé est le manque de souffle et d'avoir contribué au déshébergement de l'électorat populaire. Sur le point crucial du chômage, il a montré qu'il ne suffisait pas d'aligner les démonstrations économiques ostensiblement arides et impécablement logiques pour faire mieux que les autres. Il a montré aussi qu'on peut se bâtir l'image d'un homme - incarnant un courant de pensée - immergé dans la « société civile », sans pour autant convoquer, une fois confronté à l'action, sur les terrains de la vie quotidienne, de la ville par exemple ou de l'éducation nationale.

M. Rocard, en somme, doit profondément renouveler son corps de doctrine et pour cela, dit l'un de ses proches, ouvrir « une phase où l'on va mobiliser les intelligences et les énergies ». Il s'y emploie. A peine rentré de vacances, il a recommencé à rece-

voir représentants des forces sociales, chefs d'entreprise, etc. Ses « réseaux » d'experts sont en train de se reconstituer. Pour alimenter sa réflexion, il prévoit des voyages en province qui n'en sont qu'un stade de l'esquisse, qui devraient être « l'antithèse des déplacements de premier ministre » et dont la presse ne devrait être informée qu'après coup. Il s'agit de rencontrer tous azimuts, assez longues pour permettre une vraie discussion. Quant aux déplacements internationaux, ils ne constituent pas pour lui une « priorité », dans la mesure où M. Rocard juge aujourd'hui qu'il n'a plus besoin de se forger une image internationale. Mais il serait étonnant qu'il renonce à bien longtemps aux voyages, alors qu'il nourrit pour les questions internationales une passion que, par définition, il n'a pas pu assouvir à Matignon.

Reste la politique hexagonale. Le premier objectif est toujours, évidemment, d'être désigné comme candidat des socialistes à l'élection présidentielle. M. Rocard s'occupera donc du PS, mais à son niveau. « Son rôle, dit son entourage, n'est plus celui d'un chef de motion. Cela explique notamment la dualité de lieux » (entre l'antenne présidentielle, citée Vanneau, et l'état-major de courants, boulevard Saint-Germain). En revanche, les contacts avec les responsables de haut niveau sont de son ressort. Ainsi, il s'est entretenu avec MM. Pierre Mauroy, Lionel Jospin, Laurent Fabius, de « l'architecture » du comité directeur des 6 et 7 juillet.

Ensuite, hormis une apparition - théoriquement silencieuse - à l'université d'été des rocardiens, fin août à Chambéry, M. Rocard devrait être absent de la vie publique pendant tout l'été. L'un des conseillers de sa petite équipe souhaite même qu'il garde carrément le silence jusqu'aux régionales de mars 1992. Mais il semble plus réaliste de penser qu'à partir de la rentrée d'automne, l'ancien premier ministre mènera de nouveau de front toutes ses activités. Dans la société surmédiatisée - comme dirait M. Rocard - les traverses du désert ne sont plus ce qu'elles étaient...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

محاذم النحل



## POLITIQUE

Constituant une coordination nationale

### Les jeunes gaullistes se regroupent

Une coordination nationale constituée le 2 juillet sous le titre «Renouveau républicain» rassemble deux organisations de jeunes qui se réclament du gaullisme: Jeunes RPR, dont le secrétaire national est M. Hervé Mechen, adjoint au maire de Paris, et l'Union des jeunes pour le progrès (UJP), que préside M. Philippe Juvin, interne en médecine. Les deux mouvements apportent leur appui à M. Chirac. Cette association lancera à l'automne une campagne nationale destinée à préparer «le nouveau contrat social pour la jeunesse de France» et organisera un colloque sur les problèmes des jeunes des banlieues.

Dans un communiqué, les fondateurs du Renouveau républicain, qui ont établi un secrétariat commun (1, rue Tristan-Tzara, 75013 Paris), écrivent: «Depuis dix ans, s'aggrave chaque jour la marginalisation des jeunes: faillite de l'enseignement, chômage et emplois précaires, racisme, pauvreté, crise du logement, banlieues tristes et sans vie, drogue, sida et exclusion...»

Le mouvement gaulliste, comme la plupart des partis politiques, a toujours entretenu avec ses jeunes adhérents des relations mouvementées, ponctuées d'impatiences réciproques, de crises brutales et de réconciliations passionnées. Après le mouvement des jeunes du RPR, fondé par de Gaulle en 1947, c'était particulièrement actif dans les meetings, dans la croisade anticomuniste et dans la contestation de la

IV<sup>e</sup> République, le gaullisme au pouvoir n'a pas renouvelé cette expérience avec l'UNR en 1958. Ce n'est qu'en 1963 qu'est créée une «délégation à la jeunesse», animée par un jeune conseiller municipal de Strasbourg, M. Robert Grossmann. Deux ans plus tard celui-ci fonde l'Union des jeunes pour le progrès, plus autonome par rapport au parti adulte et que Georges Pompidou, alors premier ministre, encourage discrètement.

Très vite, l'UJP se développe et revendique en 1969 plus de dix mille adhérents. Toutefois, se plaignant d'être trop souvent considérée comme de simples «scoutistes d'adhésion», les jeunes de l'UJP prennent quelque distance avec l'UDR en lançant une campagne accentuée pour la participation, la régionalisation, et en critiquant vivement les «alliés» giscardiens.

Mais certains dirigeants de l'UDR, comme le secrétaire général Alexandre Sanguinetti - qui rappelle souvent que «la jeunesse est un être éphémère», - acceptent mal cette volonté d'autonomie. Les jeunes doivent donc s'aligner, ce qui provoque certains départs plus à droite, en direction de l'UNI (Union nationale interuniversitaire), et d'autres vers la gauche, en faveur du FIP (Front des jeunes progressistes).

En 1972, à trente et un ans, Robert Grossmann quitte la présidence de l'UJP et deux ans plus tard lance l'éphémère mouvement Réforme et Participation pour sou-

tenir l'action de M. Jacques Chirac, alors que l'UJP fait campagne pour M. Chaban-Delmas à l'élection présidentielle. Un certain désarroi s'empare alors de l'UJP qui, tout à tour, se rapproche de M. Michel Jobert et soutient M. Barre, tandis que certains cadres rejoignent l'UDR de M. Chirac, comme MM. Michel Bernier et Alain Carignon.

C'est en 1975 qu'est créé à l'UDR puis en 1976 au RPR un secrétariat national à la jeunesse, à l'initiative de M. Chirac, confié tour à tour à M. Grossmann et à M. Sarkozy, tandis que l'UJP tente de survivre et soutient la candidature de M. Debré à la présidentielle de 1981.

Les Jeunes RPR en profitent pour se développer en organisant chaque année des universités d'été qui connaissent un succès d'affluence grandissant et où M. Chirac recrute quelques cadres pour soutenir sa politique de rajeunissement du RPR. L'UJP qui, entre-temps, a renouvelé ses dirigeants, devient un mouvement associé au RPR, se rapprochant un peu plus du parti gaulliste qui lui a donné le jour il y a vingt-sept ans et dont il n'arrive toujours pas à s'affranchir totalement. Aujourd'hui, c'est dans la complémentarité plus que dans l'émancipation que les jeunes «chiracquiens» espèrent - comme pour les autres formations politiques - trouver un rôle à jouer.

ANDRÉ PASSERON

ANDRÉ LAURENS

### Premier cycle et recyclage

pièges», et le nazisme comme «une pensée de mort, un cynisme fier de ses propres crimes». Les diverses formes de corporatisme et de fascisme ont, explique-t-elle, refusé la réalité sociologique de l'individualisme moderne, et le socialisme libéral est voué, par rejet du socialisme dit réel, à se transformer en réformisme et, par impossibilité de préserver la singularité des individus dans une gestion communautaire, à s'affirmer en pensée humaniste.

En dehors des tentatives de fonder l'Etat sur une humanité nouvelle, sur le racisme, sur la société dite naturelle, ou sur l'égalitarisme, le vingtième siècle a consacré le progrès des formes constitutionnelles garanties par l'Etat de droit. C'est le système politique du moindre mal, celui qui tente de gérer ses imperfections en connaissances de cause, en corrigeant les effets pervers des pressions ou dérives auxquelles il est soumis. «Il se donne pour vocation, estime l'auteur, de respecter et de garantir l'homme réel qu'il trouve sous son regard, sans le camoufler à aucune norme construite. C'est ce qu'il appelle l'humanisme...»

L'Etat de droit n'a jamais fini de se faire, d'autant plus qu'il est porté à fluctuer entre le statut subsidiaire que lui attribuent les néo-libéraux et celui, plus envahissant, de l'Etat-providence que tend à promouvoir la version moderne du socialisme. Malgré ses faiblesses intrinsèques, il s'est imposé face aux totalitarismes qui le menaçaient, mais, conclut Chantal Millon-Delso, l'universalité ne lui est pas naturellement acquise, car «il ne peut se concrétiser que dans des sociétés individualistes et laïques», alors que se définit à travers l'individualisme «la première pensée totalitaire qui ne soit pas un produit européen».

Cette brillante introduction incite à penser la politique pour lui déceler une certaine logique, n'apparaît pas au premier abord, mais le politique, il faut aussi le faire et y prendre part, quand bien même elle semble en crise ou suspecte. «Ce qui nous intéresse», écrit Marc Abélès en présentant un travail collectif sur le thème «Faire la politique - Le chantier français», c'est de mieux comprendre pourquoi la politique est entrée dans l'ère du soupçon, ce qui a facilité dans notre représentation de la politique, dans notre écoute de ses discours...»

D'un ouvrage à l'autre, on

passé de l'évolution des grands courants de pensée à l'étude sur le terrain, près de l'actualité quotidienne du fonctionnement de la politique. Et, plus précisément, à l'examen des déceptions et de la désaffection qui ont marqué les années 80, après une période d'extrême politisation. D'où, souligne Marc Abélès, l'emploi du terme «chénier» qui «fait un peu désordre». Un chantier, c'est aussi le lieu où se construit, ou se reconstruit, quelque chose: le mot n'est donc pas inopportun.

Une vingtaine de personnes, spécialistes reconnus des sciences sociales, observateurs de la politique française, techniciens de la gestion publique, responsables politiques, tels Simone Veil et Jean-Pierre Cot qui traitent de l'enjeu européen, s'emploient à cette tâche, chacun apportant les connaissances et le regard de sa spécialité. On ne saurait résumer autant de contributions si diverses, qu'il s'agit, au reste, de ne présenter pas déboucher sur une conclusion unique. Disons qu'elles permettent de saisir des impressions superficielles et de décoder, dans la confusion dominante, les défauts et dérives du système politique, dans son fonctionnement comme dans sa production sociale, et à partir de là, d'envisager des perspectives d'action.

S'il s'agit encore de se ré-inscrire par dessus l'épave des plus jeunes, on ne négligera pas le brochure qu'Yves Lacoste a rédigée à leur intention pour leur fournir des éléments de réflexion sur la guerre du Golfe. En une trentaine de pages, illustrées, bien sûr, par de nombreuses cartes, ce géographe, éminent spécialiste de géopolitique, explique, en partant du présent - c'est-à-dire la guerre du Golfe, sans oublier les cinq autres conflits précédents dans la région - la question d'Orient: conflits de nations et de religions, fragilité des frontières, importance stratégique du Koweït, origine, intérêt et profits du pétrole arabe, quête de l'unité du monde arabe et rôle de l'Irak, enfilé israélo-palestinien, guerre civile du Liban...

Toutes les données de base d'une information sérieuse sont réunies et permettent de mieux saisir la complexité du système qui vient de se produire au Moyen-Orient. Pour en savoir plus sur la question et sur la manière géopolitique en général, il y a, rappelons-le, la revue *Hérodote*.  
► Les idées politiques au XX<sup>e</sup> siècle, de Chantal Millon-Delso, PUF, collection «Premier cycle», 257 pages, 79 F.  
► Faire la politique. Le chantier français, de Marc Abélès. Autrement, 219 pages, 95 F.  
► Système au Moyen-Orient, de Yves Lacoste, Magnard, 32 pages, 35 F.

Alors que les actions se durcissent sur le terrain

### Le premier ministre invite à la discussion les enfants des anciens harkis

Le durcissement des actions en cours sur le terrain alarmant les bénéficiaires des départements méri-dionaux, l'Hôtel Malignan a invité, vendredi soir 5 juillet, les enfants des anciens harkis à accepter le dialogue avec le gouvernement qu'ils avaient refusé d'engager après le maintien en prison des quatre jeunes gens incrimés depuis les incidents des 23 et 24 juin à Narbonne. Le service de presse du premier ministre a fait savoir que M. Pierre-Louis Rémy, conseiller social de M<sup>me</sup> Edith Cresson, se tiendra, lundi 8 juillet, à la disposition des délégués de la communauté.

De nombreux barrages entourent de perturbation la circulation, surtout dans les Bouches-du-Rhône, où la RN 96 reste bloquée et où les enfants d'anciens harkis ont tenu, vendredi soir, à Faveau, une réunion de coordination. A Saint-Laurent-des-Arbres (Gard), une bagarre a éclaté, vendredi, sur la place du village, entre une trentaine de jeunes fils de harkis et d'autres habitants de la commune après qu'une voiture eut été endommagée en tentant de forcer le barrage établi sur la RN 580. Les gendarmes ont dû intervenir.

C'est dans ce contexte qu'est survenue, jeudi soir, la mort, à l'hôpital d'Arles, à la suite d'un malaise cardiaque, de M. Ali Boualem, cinquante-cinq ans, fils du bachebaga Boualem, ancienne figure emblématique de la communauté rapatriée du Mas-Thibert.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 5 juillet:

DES DÉCRETS  
- n° 85-857 du 13 août 1985 modifiant le décret n° 82-819 du 27 septembre 1982 modifié relatif aux conditions d'accès à l'Ecole nationale d'administration et au régime de la scolarité et le décret n° 83-229 du 22 mars 1983 modifié pris pour l'application de la loi n° 83-26 du 19 janvier 1983 modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (extraits d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat);  
- n° 85-1140 du 28 octobre 1985 modifiant le décret du 12 mars 1981 portant statut des services extérieurs de l'éducation surveillée (extraits d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat);  
- n° 82-926 du 29 octobre 1982 relatif aux dates d'ouverture et de modification du droit aux prestations familiaales (extraits d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat).

### Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES

486 suppressions d'emplois dans la chaîne publique

### Les syndicats de FR 3 critiquent l'absence de «justification économique» du plan de rigueur

Les syndicats de FR 3 ont vivement réagi, vendredi 5 juillet, à l'annonce par M<sup>me</sup> Dominique Alduy, directrice générale, de 486 suppressions de postes sur 3 640 d'ici à la fin 1992 (*le Monde* du 6 juillet).

Ils accusent le gouvernement et les dirigeants de la chaîne publique d'avoir délibérément créé un «déficit artificiel» et ne voient «aucune justification économique aux licenciements». Débat pendant tout l'été, ce projet de restructuration sera examiné au comité central d'entreprise et au conseil d'administration de FR 3 des 23 et 24 juillet. Les listes nominatives des licenciés, dont le nombre ne dépasserait pas la centaine, ne seront pas connues avant l'automne.

Après plusieurs semaines de folles rumeurs, ceux qui redoutaient le pire sont un peu rassurés. Il n'y aura pas mille, ni 800, ni même 500 réductions d'emplois à FR 3. Mais 486 «seulement», étalées jusqu'à fin 1992 après un ultime arbitrage de Maignon. Un chiffre qui correspond en réalité à la suppression de 536 emplois, partiellement contrebalancée par la création de 50 nouveaux postes. «Ceux-ci seront proposés en priorité aux salariés occupant des fonctions supprimées», précise M<sup>me</sup> Dominique Alduy, qui ajoute: «Nous avons travaillé au plus juste pour limiter au minimum les licenciements.»

Avec 179,8 millions de francs de déficit en 1990 et des perspectives encore plus sombres cette année, FR 3 s'est engagée auprès des pouvoirs publics à réaliser 280 millions de francs d'économies par son (10,6 % de son budget de fonctionnement) en échange, notamment, d'une aide exceptionnelle de 500 millions en 1992. Selon sa directrice générale, FR 3 s'est efforcée de réaliser le maximum des économies demandées avant de toucher à la masse salariale.

Ainsi, la réduction des charges générales (fraîs de diffusion, frais généraux, etc.) devrait permettre à la chaîne d'économiser 81 millions; l'amélioration de la rentabilité des filiales, la valorisation d'un important patrimoine immobilier et un effort particulier de la régie publicitaire, Espace 3, devraient dégager 40 millions supplémentaires. Enfin, la réduction du temps d'antenne à seize heures quotidiennes rapportera encore 10 millions.

«Moins de la moitié des économies qui nous ont été demandées affectera le personnel», explique ainsi M<sup>me</sup> Alduy, qui espère limiter à moins d'une centaine le nombre des licenciements. La pyramide des âges des salariés permet de recourir massivement aux préretraites (270 sont envisagées). De nombreux contrats à durée déterminée ne seront pas renouvelés et les départs volontaires «encouragés» (la direction en espère de 60 à 80).

Malgré la priorité affichée par la chaîne pour l'information, les journalistes devront payer un tribut relativement élevé au plan de redressement: 67 des 700 emplois actuels seront supprimés, à Paris notamment, où se feront sentir les effets du rapprochement avec la rédaction nationale d'Antenne 2. Dans les régions, priorité sera donnée à la télévision de proximité par une multiplication des correspondances locales grâce à la mise en place d'équipes légères et polyvalentes.

### «Faire le lit du privé»

Les efforts devraient, en revanche, être équitablement partagés entre les trois grands pôles d'activité de la société: le siège, où chaque direction devra dégager une économie de fonctionnement de 15 % d'ici fin 1992; les directions régionales, chargées notamment de mettre un terme au sous-emploi de certaines catégories professionnelles et la filière autonome de production (voir encadré). «Au terme de son plan d'entreprise, estime en conclusion la direction, FR 3 doit trouver une organisation, des méthodes de travail et de production modernes qui lui permettent d'offrir une programmation innovante et de qualité ainsi que de développer sa politique régionale et européenne.»

C'est bien évidemment à une tout autre analyse qu'aboutissent les organisations syndicales. Réagissant violemment, la CGT dénonce «le volontarisme de casse du service public pour faire le lit du privé», alors que FO affirme que «c'est l'ensemble du secteur public qui est menacé dans ses œuvres vives». Tout aussi critique mais plus nuancée, la CFDT estime que «loin de présenter un projet de développement en matière d'objectifs et de moyens (...), la direction de FR 3 n'assure même pas ce plan social d'hypothèses de restructuration; au mépris de toute logique».

La CFDT, majoritaire dans la chaîne, souhaite depuis des années la récomposition de FR 3 autour de véritables chaînes régionales. Une conviction partagée par bien des directeurs et responsables régionaux. Encadré par le projet stratégique - relativement centralisateur - du président Hervé Bouges, le plan de reorganisation de M<sup>me</sup> Alduy ne leur paraît pas répondre à cette attente.

PIERRE-ANGEL GAY

### La restructuration de l'outil de production

«Loi d'antenne à l'outil de production, nous le confortons», Mme Dominique Alduy se veut rassurante sur l'avenir de la production régionale de FR 3. Son projet de reorganisation, il est vrai, parachève en les amplifiant les réformes engagées ces dernières années. C'est ainsi qu'il prévoit notamment le passage de dix centres à six «unités régionales» réunies dans une «filiale» dotée d'une comptabilité d'exploitation autonome et baptisée FR 3 Production. La création d'une unité régionale (1) n'entraînera pas forcément la disparition des centres qui n'auront pas été retenus. C'est ainsi, explique-t-on à FR 3, que «la gestion du centre de Toulouse restera sur place, même si le centre de coordination devra être Bordeaux». Le centre de Limoges où l'on réalisait «Sandymania» est cependant en voie de suppression et celui de Dijon devra réduire très sensiblement son activité. Ces nouvelles unités qui offrent toujours une gamme complète de prestations techniques continueront à éliminer en programme les antennes nationales et régionales, mais devront concentrer les sociétés privées dans la recherche de nouveaux débouchés.

(1) Nord-Pas-de-Calais (Lille), Méditerranée (Marseille), Rhône-Alpes-Auvergne (Lyon et Dijon), Grand-Est (Nancy et Strasbourg), Sud-Ouest (Bordeaux, Toulon, Limoges), Ouest (Rennes).

**Le Monde**  
**L'ÉDUCATION** JUILLET/AOÛT 1991

**UNIVERSITÉS**  
**LES INSCRIPTIONS**  
**EN PREMIÈRE ANNÉE**

**FAC par FAC**  
**LES TAUX DE RÉUSSITE**  
**AUX DEUG**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Interpellés pour trafic de drogue et détention d'armes

## Les « Anges de l'enfer » au purgatoire

La descente aux enfers des Hell's Angels les a conduits tout droit dans les sous-sols de la police judiciaire. Un purgatoire revu et corrigé en garde à vue après l'interpellation de neuf membres de cette confrérie de motards parisiens, mercredi 3 juillet, par la brigade de répression du trafic des stupéfiants. A l'image de leurs trois chefs — Michel Ruiz, Joël Yann et Christian Busque, respectivement surnommés « la Flèche », « Dynamite » et « Fred », — cette bande d'« Anges de l'enfer » va devoir expier les crimes de son existence terrestre.

A l'origine de cette expiation se trouve, mercredi 3 juillet, l'intervention de la brigade des stupéfiants au quartier général des Hell's. Soigneusement préparée, l'opération avait été précédée par l'interception de deux membres de la bande, en pleine livraison d'une quinzaine de kilos de cannabis. Les inapareurs fonçaient aussitôt vers la Q.G. de la rue Louis-Blanc (dix-neuvième arrondissement), au rez-de-chaussée d'un immeuble tranquille, sous l'enseigne du Hell's Angels Moto Club Paris France. Déguisé d'un blouson en cuir et d'un casque de moto, un policier se faisait ouvrir la porte du saint des saints.

Dans ce vaste hangar aménagé à grand soin, tenant à la fois du dépôt de voitures, du garage à motos et de la salle de sport, l'équipe des stupéfiants fait de multiples découvertes. Elle repère notamment une panoplie de fusils à pompe, chargés et conservés à portée de main derrière un bar. Ils trouvent aussi, camouflés derrière un panneau mural, un système automatique permettant d'actionner à dis-

tance une « chasse d'eau », à la moindre alerte, afin d'évacuer la cocaine placée dans un tuyau. Montant une souricière, les policiers finissent par interpellier les principaux chefs de la bande.

Dans la foulée, ils opèrent une série de perquisitions qui vont révéler fructueuses : 11 kilos de cannabis, quelque 700 grammes de cocaïne et 200 000 F en billets. Sans oublier un arsenal digne du grand banditisme : un fusil-mitrailleur monté sur trépied, une dizaine de fusils à pompe et de carabines, deux pistolets-mitrailleurs, des armes de poing, des scierettes, un millier de cartouches. Les enquêteurs ne doutent pas d'avoir démantelé une organisation criminelle de dimension internationale.

## Des habitués du show-biz

Rien à voir avec l'image des « bars gros motards », tentés mais serviables, souvent associée aux Hell's français. Louent leurs gros bras pour protéger des réunions politiques, au rez-de-chaussée d'un immeuble tranquille, sous l'enseigne du Hell's Angels Moto Club Paris France. Déguisé d'un blouson en cuir et d'un casque de moto, un policier se faisait ouvrir la porte du saint des saints.

Constitué en SARL, régulièrement déclaré, en 1987, au registre du commerce, le Moto Club Hell's Angels dispose d'une façade officielle offrant diverses prestations de services (sécurité, prévention et même... gestion immobilière). Depuis dix ans, le chapitre parisien des « Anges » s'est vu reconnaître son affiliation à une confrérie internatio-

nale des Hell's qui serait née en Californie, au tournant des années 50. Cette intransecton donne aux Hell's français l'honneur de porter les « couleurs » de la bande, le blouson en cuir lacé sur le côté et logo à la tête du mort profilé sur un écu bleu blanc rouge.

En tout et pour tout, le nœud dur de la bande parisienne ne serait composé que d'une dizaine de membres. Mais des candidats plus nombreux, les « prospects », sont chargés des besognes banales : ils doivent accomplir toute une série d'épreuves initiatiques à la seule fin de prouver leur valeur. Depuis longtemps, la police française soupçonnait la bande de se livrer au trafic de drogue, à l'intrusion de ses homologues étrangers. Au Canada, les Hell's constituent une organisation de type mafieux, selon les policiers, qui règne sur le trafic de drogue, le racket et la prostitution. Aux Etats-Unis, la réclame amateur de ces motards a souvent ensanglanté la chronique.

L'Europe compte, elle, des branches hollandaises, allemandes, et françaises (à Paris et dans le Loiret) qui sont nettement moins structurées. Si certains des Hell's parisiens étaient, à l'origine, issus de l'extrême gauche (certains viennent de la Gauche prolétarienne), le vent semble avoir tourné. Au siège social de la rue Louis-Blanc, on pouvait récemment remarquer, entre mille symboles fascistes, le sigle nazi des SS. Et des discussions provocatrices, collées sur la porte d'entrée, interdisaient l'accès des lieux aux Noirs et aux Arabes.

ERICH INCIVAN

TENNIS : les championnats de Wimbledon

## Une finale allemande

Pour la première fois en cent six éditions depuis 1877, la finale du simple messieurs des championnats de Wimbledon sera 100 % allemande : Boris Becker, vingt-trois ans, vainqueur du tournoi en 1985, 1986 et 1989, doit être opposé dimanche 7 juillet à son compatriote Michael Stich, vingt-deux ans, tête de série numéro six. Demi-finaliste des récents internationaux de France, celui-ci a créé la surprise en éliminant à la faveur de trois tie-breaks le tenant du titre, Stefan Edberg.

LONDRES

de notre envoyé spécial

La révélation de Wimbledon s'appelle Stich, ou « Chitich » comme n'a pas cessé de répéter l'arbitre pendant tout le match. Presque inconnu, discret, cet Allemand de vingt-deux ans rencontrera donc son compatriote Boris Becker en finale. Les deux hommes se connaissent pour avoir déjà fait équipe en Coupe Davis. Ils ne seraient ni amis ni ennemis, assurent les journalistes allemands. L'unique match qui les a opposés, lors du Tournoi de Bercy en novembre 1990, avait donné une victoire facile à Becker (6-2, 6-4). Mais la performance que Michael Stich vient de réaliser vendredi face au numéro un mondial, deux fois vainqueur à Wimbledon, devrait plutôt lever ses dernières inhibitions face à un Becker idéalement dans son propre pays.

Grand échelon au visage passe-partout, Stich se sent à l'aise partout, à la différence de son futur adversaire, par des manifestations de sympathie en faveur des écologistes ou des écologistes. Michael Stich a, malgré ses vingt-deux ans, l'allure adolescente de la « boi génération », aimant jouer au foot-

ball, écouter les Scorpions et regarder le « Cosby Show » à la télévision.

Il est ce fils studieux et sérieux au point de s'aventurer très tardivement dans le tennis professionnel, en 1985, par peur de ne pas avoir un métier plus tard. « Après je me suis dit : O.K., je vais essayer juste pendant deux ans. Et j'ai eu beaucoup de chances quand j'ai commencé. En six mois, je suis passé de la 150<sup>e</sup> place à la 130<sup>e</sup>. J'ai travaillé très dur pour ça, mais je ne pense pas qu'on doit commencer à seize ans pour devenir un bon champion. Regardez tous les joueurs, ils atteignent leur top niveau à vingt-cinq ou vingt-six ans ».

Malgré sa réserve et celles qu'il mettrait la presse allemande, il y a plusieurs années, sur sa « fragilité psychologique », Michael Stich n'a cessé de surprendre. Demi-finaliste malchanceux contre Courier à Roland-Garros cette année, il prend sa revanche sur l'Américain, ici, à Wimbledon après avoir auparavant battu le Soviétique Yevgeny Kafelnikov. Ses performances du Grand Chelem accablent son entrée dans le club des grands. Classé 42<sup>e</sup> en 1990, il atteignait le septième rang mondial après Roland-Garros, cette année.

## Un service monstrueux

Son atout ? « Un service monstrueux » expliquait jeudi Jim Courier. « Il a l'un des meilleurs services. Il frappe aussi fort que Boris (Becker), confirme Stefan Edberg après sa défaite. S'il peut conserver cette force, il a nettement ses chances face à Becker ». Stich, lui, s'ajoute une deuxième qualité : « J'ai beaucoup travaillé l'aspect psychologique du jeu ».

Et il est vrai que le match qui a opposé l'outsider au tenant du titre a plutôt ressemblé à une partie de roulette russe entre deux excellents serveurs, chacun gardant ses jeux de services comme des

prêts carrés. Edberg a bien tenté d'augmenter la pression, accumulant les points de break. Mais Stich avait à chaque fois se prémunir du danger, se rétablissant par des services gagnants. Stich a mené à bien sa stratégie de temporisation, conduisant son adversaire à l'épreuve de trois tie-breaks, ces balles d'intensité qui remontent à la surface d'un match trop indécis, ces fins de manche en sept points inventés il y a vingt et un ans par Jim Van Allen (1) pour écarter les parties.

Une épreuve de feu, aussi horrible que les tirs en but d'un match de football. Un moment de fiction qui n'a pas fait perdre la tête au jeune Allemand, impitoyable devant les erreurs du numéro un mondial. « Le match a changé au troisième tie-break », explique lui-même Edberg. Je gagnais 4-2 et je lui ai laissé une balle sur mon second service. Et quand j'étais à 5-4, il frappa deux services que je n'ai pas pu retourner. J'ai ensuite manqué une balle facile. Je ne pouvais pas me permettre ces fautes, dit-il, en précisant devant l'étonnement des journalistes : « Manifestement, je n'ai pas vu la balle, c'est aussi simple que ça ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

(1) Fondateur du Musée du tennis à Newport (Rhode-Island), l'Américain Jim Van Allen, né en 1903, vient de décéder. Il avait proposé en 1970 d'écarter les parties de tennis pour les rendre plus télévisuelles en faisant disputer lorsque les joueurs sont à 6-6 un jeu au meilleur des sept points (« short set ») qui est devenu un jeu au meilleur des deux points (« short game »).

## LES RÉSULTATS

Messieurs

demi-finales

B. Becker (A.L. n° 2) b. D. Wheaton (E.U.) 6-4, 7-6 (7/4), 7-5 ; M. Stich (A.L. n° 6) b. S. Edberg (Sué. n° 1) 4-6, 7-6 (7/5), 7-6 (7/2).

## FOOTBALL : une décision de la ligue nationale

Brest, Nice et Bordeaux rétrogradés en deuxième division

Le calendrier du championnat de France de football, dont l'ouverture est prévue le 20 juillet, est enfin connu. La ligue nationale l'a rendu public, à l'issue de son conseil d'administration, vendredi 5 juillet, à Paris. Après plusieurs semaines de polémiques et de rebondissement, le « gouvernement » du football professionnel a décidé de faire preuve d'une inattendue fermeté : les équipes de Brest, Nice et Bordeaux — sans avoir démerité du point de vue sportif — joueront en seconde division en raison de leurs difficultés financières. Deux clubs de seconde division, Lens et Rennes, sont, au contraire, promus parmi l'élite.

En se montrant aussi autoritaire sur des dossiers qui duocent lieu à un interminable feuilleton (le Monde du 25 juin), la Ligue nationale se lance dans un match à haut risque qu'elle n'est pas assurée de gagner. C'est ainsi qu'elle rétrograde les Girondins de Bordeaux (déficit estimé à 300 millions de francs) alors que leur cas est encore enclavé dans les procédures judiciaires et devrait passer devant le Conseil d'Etat vers le 10 juillet (le Monde du 4 juillet).

Quant aux clubs de Brest (déficit évalué à 70 millions de francs) et de Nice (57 millions), ces sanctions pourraient les inviter à engager, eux aussi, une procédure judiciaire, même s'ils n'ont jamais été capables, ces dernières semaines, de présenter des plans de relance crédibles devant la direction nationale de contrôle et de gestion (DCNG), une instance créée afin d'étudier les finances des clubs.

Le championnat de France de deuxième division commencera également le 20 juillet, les clubs d'Orléans, Louhans-Cuiseaux et Dunkerque, étant rétrogradés à la place de Niort, Chamois et Reims, rétrogradés en troisième division.

Ph. B.

La première journée de championnat (samedi 20 juillet) : Montpellier-Monaco ; Sochaux-Nîmes ; Toulon-Caen ; Saint-Etienne-Toulon ; Lens-Metz ; Auxerre-Rennes ; Nantes-Paris-SG ; Marseille-Lille ; Le Havre-Lyon ; Nancy-Cannes.

## ENVIRONNEMENT

L'application de la loi littorale

## Le tribunal administratif de Nice annule deux importantes opérations d'aménagement dans le Var

Dans deux jugements rendus jeudi 4 juillet, le tribunal administratif de Nice vient d'annuler les documents d'urbanisme servant de support à deux importantes opérations d'aménagement en cours de réalisation dans le Var par le même promoteur, le groupe Pierre et Vacances : celles de Cap Esterel (10 000 lits) au cap Dramont, sur la commune de Saint-Raphaël et celle du golf international de Gassin (deux cents villas).

NICE

de notre correspondant régional

Ces deux jugements sont fondés sur l'application de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, dite loi littorale. Venant après deux autres décisions semblables, ils sont susceptibles, s'ils sont confirmés par le Conseil d'Etat, de donner un coup d'arrêt aux grandes opérations d'aménagement sur la Côte d'Azur portant une atteinte « excessive » à la qualité des sites et des paysages.

Dans son jugement concernant Cap Esterel, le tribunal a fait droit à la requête présentée par une association locale de défense des sites tendant à l'annulation d'un arrêté du préfet du Var, en date du 18 juillet 1988, qui approuvait le plan d'aménagement de zone de la ZAC du cap Dramont. Il a souligné, qu'aucune pièce du dossier ne révèle le souci de préserver les atteintes portées au rivage comme à la qualité du paysage, l'état des fonds marins proches du rivage et notamment des massifs de posidonies très développés sur cette partie du littoral restée sauvage (...).

A la suite d'un recours déposé par une autre association, le tribunal a, de même, annulé deux délibérations du conseil municipal, en date du 2 décembre 1987, portant création de la ZAC du golf international de Gassin et approbation de son plan d'aménagement de zone. La première de celles-ci était intervenue en application du POS

révisé le 30 décembre 1985 qui avait, en particulier, modifié le classement de terrains pour rendre possible la ZAC. Le tribunal a considéré que ce POS était entaché d'une « erreur manifeste d'appréciation », puisque « seule une urbanisation légère des lieux proches du rivage » pouvait, « sous réserve de la préservation des milieux naturels, y être légalement envisagée ».

Les deux décisions du tribunal administratif de Nice ont pour première conséquence de geler les opérations ininterrompues. Celle de Cap Esterel, conçue sur le modèle des plus récentes stations intégrées de sports d'hiver, prévoyait, sur 210 hectares, la construction, en plein maquis, de plusieurs hameaux et d'un ensemble d'équipements (commerces, hôtels, golf, piscines, tennis, etc.) représentant 105 000 mètres carrés de placers pour un investissement de 1,5 milliard de francs.

Il s'agit de la plus importante opération d'aménagement en cours sur la côte méditerranéenne pour la réalisation de laquelle le groupe Pierre et Vacances, numéroté un français de l'immobilier, est associé au Crédit agricole (le Monde du 8 avril 1989). Le programme est actuellement achevé aux deux tiers. Le PDG du groupe Pierre et Vacances, M. Gérard Brémont, a annoncé qu'il en suspendait la troisième tranche en attendant la décision du Conseil d'Etat, devant lequel il a fait appel.

Le projet du golf international de Gassin (43 000 mètres carrés de plancher habitables) est moins avancé puisque soixante villas, sur deux cents, ont pour le moment, été construites. Dans la mesure où les maires concernés n'ont pas intérêt à agir, le préfet du Var est tenu de prendre, en leur lieu et place, un arrêté interrompant des travaux et, éventuellement, si cet arrêté n'était pas respecté, de décider d'autres mesures coercitives (apposition de scellés sur les chantiers, saisie de matériels).

GUY PORTE

## DÉFENSE

## Les coûts de certains programmes d'armement sont rendus publics par l'Etat

Pour la première fois, la dérogation générale pour l'armement (DGA) a rendu public le coût de certains programmes militaires français. Il s'agit de canots glorieux, par systèmes d'armes, ce qui veut dire que ces estimations données — en francs 1990 — sont dites « budgétaires » et donc facturées aux armées, par opposition au prix avancé par l'industriel à la sortie d'usine d'un matériel. Outre le paiement des taxes auxquelles les armées sont soumises, à la différence d'un client à l'exportation qui en est exonéré, ces évaluations recouvrent les dépenses de mise au point (études, recherche et développement), l'industrialisation, la production en série et les recharges nécessaires pendant la durée de mise en service.

Le coût total du char Leclerc est, dans ces conditions, estimé à 83 milliards de francs, pour un prix à l'exemple de 33 milliards sur la base de huit cents véhicules. L'avion de combat Rafale coûte 155 milliards de francs, pour un prix à

l'unité de 250 millions sur la base de trois cent trente appareils. L'hélicoptère armé Tigre/Gerfaut, dans ses versions anti-chars et anti-hélicoptères, revient à 35 milliards de francs, pour un coût de 93 millions l'exemplaire sur la base de deux cent quinze « machines ». La sous-marin nucléaire lance-missiles de nouvelle génération, de la classe le Triomphant, est évalué à 89 milliards de francs, pour un prix à l'unité de 9 milliards sur la base de cinq exemplaires. Le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle est estimé à 15 milliards de francs et le satellite d'observation Hélios à 7,2 milliards.

Pour l'essentiel, ces canots glorieux figurent, à quelques détails près, dans les rapports de l'Assemblée nationale et du Sénat sur le programme militaire sur les budgets annuels. Mais c'est la première fois que la DGA, qui est chargée de suivre l'exécution de ces divers programmes pour le compte de l'Etat, joue le « transparence » en la matière.

## FAITS DIVERS

Dans le Puy-de-Dôme

## Sept morts dans une collision entre un camion et un autocar

Sept personnes ont été tuées, dont un enfant d'une douzaine d'années, et quarante autres blessées dans un autocar qui a été heurté samedi 6 juillet, près de Ruchefort-Montagne (Puy-de-Dôme), par la remorque d'un poids lourd. Le car à deux étages transportait près de quatre-vingts personnes, membres des familles du personnel de l'hôpital de la Selette (Corrèze) qui revenaient d'une excursion dans un parc de loisirs.

## M. Joxe instaure une indemnité de départ pour certains engagés

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, vient de créer un pécule de départ qui pourra être attribué à des sous-officiers et à certains engagés qui voudraient partir entre huit et onze ans d'activités au terme de leurs contrats. Cette indemnité de départ est égale à quatorze mois de la solde brute versée aux intéressés durant leur temps actif. Par ce moyen, le ministre de la défense, comme il l'a expliqué récemment devant le Conseil supérieur de la fonction militaire, a cherché à améliorer l'avenir professionnel de certains sous-officiers et engagés en leur permettant au terme d'une carrière courte — d'une dizaine d'années — de préparer une reconversion dans le civil. Le coût d'une telle mesure est estimé à 120 millions de francs d'ici à la fin de l'année.

مكتبة الأمل











## Le Monde

# HEURES LOCALES

### Magny-Cours met la Nièvre en première ligne

Grâce aux largesses du conseil général et à l'influence du président de la République  
Nevers accueille dimanche son premier Grand Prix de formule 1

NEVERS

de notre envoyé spécial

**D**IMANCHE 7 juillet, des millions de téléspectateurs vont suivre le Grand Prix de France de formule 1 couru pour la première fois sur le circuit de Nevers-Magny-Cours dans le département de la Nièvre. Un des principaux objectifs d'une vaste opération de promotion lancée voici moins de cinq ans, est ainsi atteint.

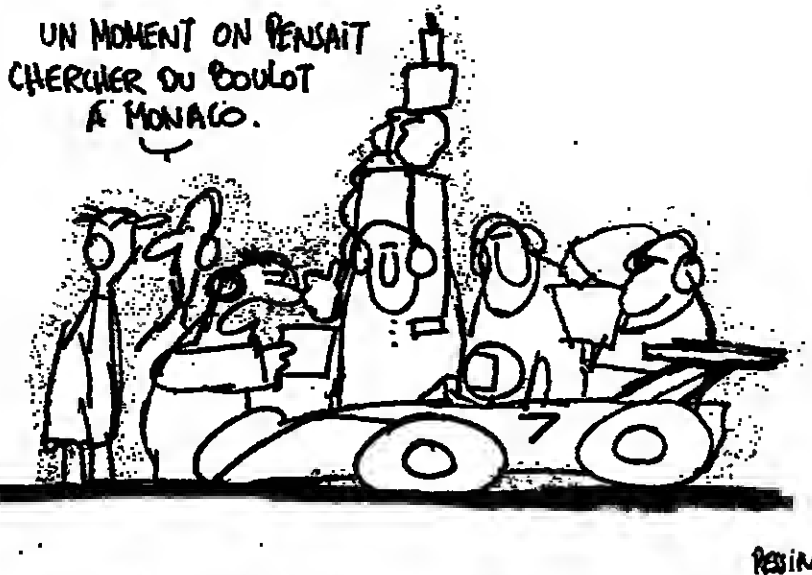
C'est à la fin de 1986 que le conseil général de la Nièvre se porte acquiescent d'un circuit quasiment à l'abandon depuis la disparition de son fondateur, M. Jean Bernigaud. Dans la période de cobabitation qui vient alors de s'amorcer, les membres du gouvernement ne sont guère favorables au projet, et c'est à un président du conseil général de la Nièvre, M. François Mitterrand, que l'on doit cette « suggestion ».

M. Bernard Bardin (PS), qui vient de prendre la présidence du conseil général, a alors « l'intime conviction » que le développement de la Nièvre ne peut plus passer par le « sauve-qui-peut » - cette politique d'aides diffuses - mais doit s'appuyer sur un « moyen fort ». Avec deux cent trente-quatre mille habitants, le département a perdu un tiers de sa population en moins d'un siècle. Cette réflexion est loin de faire l'unanimité au sein de l'assemblée. M. Lucien Perrot, conseiller général communiste, qui fut maire d'Imphy de 1971 à 1989, rappelle par exemple que son groupe a toujours soutenu au contraire « la nécessité d'investir en priorité dans le réseau routier et de retarder le retard dans le domaine de l'éducation ». Les communistes jugent à l'époque disproportionnée l'investissement engagé pour racheter le circuit.

**Hausse du coût des travaux**

De nombreux conseillers généraux partagent alors cette opinion. Et il faut beaucoup de diplomatie à M. Bernard Bardin pour faire voter les subventions successives de ce qui devient rapidement un gigantesque chantier. Le 18 novembre 1988, le président de la République visite les lieux et exprime le souhait que le circuit puisse accueillir le Grand Prix de France de formule 1 dès 1991. M. Jean-Marie Balestre, le président de la Fédération française de sport automobile, répond favorablement à une demande venue d'aussi haut et confie le 20 décembre 1990 le Grand Prix de France à Magny-Cours, pour les cinq années à venir.

Le cahier des charges imposé pour accueillir les bolides est très lourd. Le tracé de la piste doit être modifié. Il faut construire des tribunes de 45 000 places, prévoir des moyens de télécommunication, des salles de presse, un hôpital, des équipements hôteliers, des infrastructures routières et électriciennes. Tout doit être revu à la hausse, le devis dépasse 250 millions de francs et le département va investir globalement 90 millions de francs, alors que son budget n'atteint pas



1 milliard de francs. M. Bernard Bardin avoue que les années de cobabitation ont été la période la plus difficile à franchir.

L'inquiétude de nombreux conseillers généraux devant les risques du projet se trouve renforcée lorsque le ministre de l'Agriculture de l'époque, M. François Guillaume, déclare, à la Charité-sur-Loire, que « le circuit de Magny-Cours ne se fera pas ». Mais les socialistes reviennent au pouvoir en 1989. M. Pierre Bérégovoy regagne son bureau du ministère des finances. Maire de Nevers depuis 1983, il n'a aucun mal à convaincre ses collègues du gouvernement de subventionner largement des travaux dont le coût va finalement dépasser 500 millions de francs.

Le Fonds interministériel d'aménagement du territoire apporte 115 millions de francs. Le ministère de l'Agriculture, 10 millions de francs, l'équipement prend en charge la part du département pour l'élargissement de la route nationale 7. Le lycée agricole qui doit quitter les abords du circuit pour échapper aux nuisances sera reconstruit sur un terrain fourni par le département mais avec des fonds de l'Etat.

A sa place doit s'édifier une école supérieure d'ingénieurs de l'automobile. Enfin, la Casse des débris, qui a mis 20 millions de francs dans l'opération, a jointé des entreprises à rejoindre la Société anonyme d'exploitation du circuit présidée par M. Jean Glavany, l'ancien chef de cabinet de M. François Mitterrand à l'Elysée. Ces quatre « partenaires officiels », parmi lesquels Bouygues, Peugeot, Renault, Michelin, Elf, la Scia, apportent les 50 millions de francs qui manquent encore.

De sa mairie de Nevers, M. Pierre Bérégovoy justifie ce qu'il a manifestement encouragé le ministre de l'économie et des finances : « L'Etat accorde bien 15 millions de francs de subventions pour les Jeux olympiques d'Albertville. Il prend actuellement en charge la trésorerie de la société textile YEV et lui accorde 255 millions de francs de remise de dettes. » Il rappelle que le département de la Nièvre a beaucoup souffert d'avoir été jusqu'en 1981 le « fief » du principal chef de l'opposition : « Nous rattrapons le temps perdu. »

**Un millier d'emplois induits**

M. Bernard Bardin insiste : « L'autoroute Paris-Clermont-Ferrand passe par Bourges et Montluçon, alors que les études proposaient le tracé du Val-de-Loire. Nous n'avons pas un mètre d'autoroute. Regardez la région Auvergne. » Un constat que le département de la Nièvre a beaucoup souffert d'avoir été jusqu'en 1981 le « fief » du principal chef de l'opposition : « Nous rattrapons le temps perdu. »

Plus encore pour ses bœufs charolais, ses côtes de pouilly, ses forêts, le Musée du septennat à Châteauneuf-Chinon et même le pèlerinage à la chapelle de sainte Bernadette, le département compte pourtant 80 entreprises de dimension nationale et internationale. L'industrie, qui emploie 23 % de la population active, est orientée pour plus d'un quart

vers l'automobile avec Valéo, Peugeot Equipements, Kléber... Et, bien entendu, Ligier. L'écueil de formule 1 de l'ami du président est installé dans des locaux flambant neufs sur la technopole construite à côté du circuit.

Déjà 30 hectares de zone industrielle ont été viabilisés et 177 autres le seront prochainement par une Société d'économie mixte (SEM) liée au département, qui loue les bâtiments à des entreprises proches du secteur de l'automobile. C'est le cas de la société Snoeck, qui prépare des voitures de compétition. En 1986, « Dany » Snoeck était sur le point de quitter ses locaux vétustes de Magny-Cours pour s'installer près du circuit du Castellet, quand le conseil général a annoncé ses projets. Il ne regrette pas aujourd'hui d'avoir changé ses plans : « Je suis satisfait d'être resté dans un département où, comme la plupart des salariés de l'entreprise, je suis sentimentalement attaché. L'image de la technopole m'a permis de considérablement augmenter notre activité, puisque nous sommes passés de quinze salariés en 1986 à cinquante aujourd'hui. »

Un constat dont se réjouit le maire de Nevers, qui souhaite s'appuyer sur la technopole pour créer les milliers d'emplois qui devraient permettre à l'agglomération nivernaise de passer d'ici à dix ans de quatre-vingts mille à cent mille habitants. M. Pierre Bérégovoy estime déjà à un millier le nombre d'emplois induits par la relance du circuit, chiffre qu'il oppose aux 150 emplois qui risquent d'être perdus si rien n'avait été fait. Les 30 millions de francs investis par la ville devraient, selon lui, être rapidement récupérés grâce à l'augmentation des ressources de la taxe professionnelle, même partagée avec le département. La ville apportera également sa garantie pour un tiers du déficit éventuel de la société d'exploitation du circuit.

Malgré la légère amertume de ne pas voir le nom de la Nièvre figurer dans la dénomination officielle du circuit, M. Bernard Bardin se félicite des résultats déjà enregistrés depuis l'ouverture du chantier : « Si la Nièvre réussit à transformer à l'extérieur son image, ce sont surtout les mentalités des Nivernais eux-mêmes qui ont été changées. Il fallait leur redonner confiance en leur montrant qu'ils avaient la volonté et le savoir-faire de se lancer dans une telle aventure. » Les deux cents maires du département, sur trois cent douze, qui ont visité le circuit et les quinze mille Nivernais qui se sont pressés aux essais libres, et gratuits, à la mi-mai paraissent effectivement fiers de cette réalisation spectaculaire.

Il est vrai que les dieux n'ont pas fini de se pencher sur la Nièvre puisque au mont Beuvray, dans le sud-est du département, un grand chantier archéologique est actuellement en cours de fouilles pour retrouver l'oppidum gaulois de Bibracte. Un projet de 200 millions de francs dans le cadre des grands travaux dont l'Etat prendra 160 millions de francs à sa charge.

CHRISTOPHE DE CHENAY

### Les villes en force

**L**e ministre d'Etat qui s'est surtout illustré depuis quelques semaines comme celui des villes mal à l'aise et des banlieues chaudes, va progressivement ramasser au fur et à mesure de son titre officiel, l'aménagement du territoire. C'est d'ailleurs une discipline qu'il connaît bien, par expérience et par goût personnel.

Axés par nécessité sur les quartiers défavorisés, l'action et le discours gouvernementaux à propos des villes ont été jusqu'ici indubitablement réduits. Désormais, en la replaçant dans le cadre plus général de l'aménagement régional, du développement local, de l'avenir des métropoles européennes, des réseaux de TGV, Michel Delebarre veut donner à la politique urbaine un tour plus dynamique. Brat, s'il y a des richesses à mieux répartir sur le territoire, si l'Île-de-France doit « décompresser » au profit de la province c'est d'abord sur une poignée de grandes villes à statut international qu'il faut que prenne appui la politique gouvernementale.

Dans la préparation des futurs contrats de plan qui devront être précédés par de larges et libres débats dans les provinces, les villes seront plus que par le passé associées aux discussions avec l'Etat pour définir les priorités.

Inutile en effet de signaler que les contrats de plan cinq ans ont les conseils régionaux et le gouvernement si un ou deux ans plus tard les maires des grandes villes vont de leur côté trouver les ministres et troubler la disposition établie.

Une meilleure coordination des différents élus locaux est également nécessaire lorsqu'il s'agit, pour une ville ou une région, de se déclarer candidate à l'accueil d'une usine étrangère, d'une administration parisienne, ou d'un grand centre de recherche.

Voilà pour le moyen terme. Dans l'immédiat, Michel Delebarre est confronté à un dossier européen alarmant. La Commission exige de la France, comme l'ont fait l'Allemagne et les Pays-Bas, qu'elle réduise la liste des départements bénéficiaires des primes aux créations d'emplois. Elus du tout acabit, députés, sénateurs, ministres ont prévenu : « Touche pas à ma prime ». L'aménagement du territoire est un ministère éminemment politique...

FRANÇOIS GROSCHARD

Un entretien avec M. Paul Graziani

### « Boulogne est une ville de province aux portes de Paris »

**Successeur de M. Georges Gorse à la tête de la mairie de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), M. Paul Graziani tient à mener de front ses responsabilités de premier magistrat de la deuxième ville d'Île-de-France après Paris et celles d'avocat du pouvoir local. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Graziani évoque le nouveau visage qu'il veut donner à sa ville à l'occasion du départ de la région Renault et le nouvel élan que, en tant que rapporteur du projet de loi d'orientation relative à l'administration territoriale - dont l'examen a repris le 2 juillet au Sénat - il souhaite donner à la décentralisation.**

**« Vous êtes, depuis huit semaines, maire de Boulogne-Billancourt. C'est un changement au milieu du gué. Traduit-il aussi un changement de politique ? »**

« Chaque homme a son style. Georges Gorse - dont j'ai été, toutes ces dernières années, le premier adjoint - avait le sien. J'ai le mien. Mon action s'inscrit dans le cadre d'une continuité. »

**« J'ai cependant l'intention de conduire dans tous les domaines de l'action municipale une politique très volontaire, autour d'une ligne de force : la qualité de la vie par la mise en œuvre d'un urbanisme humain. »**

« Nous sommes arrivés, jusqu'à présent, à maîtriser le développement de la ville, à l'empêcher de devenir anarchique. Boulogne a sa spécificité : ce n'est ni une ville de banlieue ni le vingt et unième arrondissement de Paris. C'est une ville de province aux portes de Paris. Elle a des frontières naturelles ; elle est bien desservie, en particulier par deux lignes de métro. »

« Nous conduisons, en ce moment, quatre grandes opérations de rénovation, dont le centre-ville. Elles contribueront à améliorer le visage de la ville ; mais nous devons prendre garde aux dangers d'un urbanisme trop « professionnel » qui risquerait, dans dix ans, de faire de Boulogne une ville composée de magnifiques objets architecturaux et de quelques centres commerciaux. Ce n'est pas mon objectif ! Pour conserver à Boulogne son caractère d'humain », il est indispensable de développer une politique d'aménagement axée d'une part sur la qualité de la vie, en préservant les commerces de proximité qui sont autant de lieux de convivialité, d'autre part sur une meilleure régulation de la circulation de surface, que favorisera la construction de nouveaux parkings souterrains. »

**« C'est la fin de la construction de bureaux ? »**

« Non. La ville est confrontée à de nouveaux besoins en matière de ressources fiscales. Mais il est nécessaire d'établir un nouvel équilibre. Nous avons été l'une des premières com-

munes à signer avec l'Etat la convention qui subordonne la création de bureaux au respect de la règle de deux nouveaux mètres carrés de logements pour un mètre carré de bureaux. Ces logements sont indispensables pour maintenir la diversité sociologique de la commune. La charge foncière, c'est un fait, est élevée à Boulogne - ce qui ne nous a pas empêchés de construire des logements sociaux. Le problème qui se pose aujourd'hui est plutôt celui du logement intermédiaire. Je serai très attentif à l'accueil des jeunes ménages, afin de ne pas laisser partir les forces vives de demain. »

**« Le départ annoncé des usines Renault va vous obliger à repenser toute une partie de la ville. Dans quelles perspectives ? »**

« Boulogne tourne trop le dos à la Seine. La vente des terrains de la Région sera l'occasion de mieux ouvrir la ville sur le fleuve. Renault a déjà reconstruit, il y a quelques années, à certaines emprises, ce qui nous a permis d'aménager la ZAC du Point-du-Jour, où se trouvent le nouveau siège de TFI et celle du Parc, au cœur de Billancourt, avec des logements qui donnent sur un espace vert. »

Propos recueillis par  
ALAIN FOURMENT  
et CHARLES VIAL

Lire la suite page 12

### Le tunnel sous la Manche facteur d'union

Trois régions belges, le Nord - Pas-de-Calais et le Kent  
souhaitent préparer ensemble les échéances de 1993

LILLE

de notre correspondant

**C**INQ régions - le Kent (Grande-Bretagne), les trois régions belges (la Flandre, la Wallonie, Bruxelles-capitale) et le Nord - Pas-de-Calais - ont signé, par la main de leur président le 21 juin à Lille, une charte de coopération qui se veut l'acte de naissance d'une Eurorégion. Il s'agit, selon la déclaration d'intention, de préparer, dans l'intérêt des quinze millions d'habitants, la triple échéance de 1993 : le marché unique, le tunnel sous la Manche et le TGV nord-européen.

Avec le marché unique vont s'effacer les frontières, contre lesquelles s'adossent encore dans leur développement et leur vie quotidienne les régions signataires, même si les relations entre elles, naturelles ou encouragées par des accords bilatéraux, existent. Réduisant les parcours, le TGV amènera les grandes capitales - Londres, Paris, Bruxelles - aux portes mêmes de ces régions, ou l'inverse. Le tunnel sous la Manche, qui participe des deux évolutions (effacement des frontières, réduction des temps de parcours) attire les regards sur une région où l'œil d'un Japonais ou d'un Américain se pose indifféremment, sur la partie belge, française ou britannique.

Dès lors, les cinq régions concernées ont voulu avoir un rôle à jouer et une place à défendre dans la construction européenne. Elles ont voulu symboliquement surmonter leurs divergences d'intérêts et leurs rivalités, retrouvant ainsi le dessin commun qui fut le leur, à tel ou tel moment de l'histoire, pour renforcer leurs positions, leur portée économique et leur identité, face aux grandes mégapoles que sont Paris ou Londres.

**Une influence de poids**

Il existe déjà nombre d'accords bilatéraux, en particulier entre le Nord - Pas-de-Calais et chacune des autres régions. Il s'agit, cette fois, d'aller plus loin en créant une conférence permanente de l'Eurorégion, animée par un secrétariat. Le premier objectif sera, bien sûr, l'Europe et ses institutions : « La partie européenne ne peut se jouer sans nous », assure M. John Gibney, l'un des responsables de cette coopération. Certes, cette conférence permanente n'a aucune existence juridique reconnue, ni au niveau européen, ni au niveau des Etats. D'ailleurs, les signataires précisent bien qu'ils agissent dans le respect de leurs législations respectives. « Cinq présidents de région portent ensemble des dossiers identiques à la Commission européenne, devraient produire un certain effet », espère John Gibney.

Les cinq partenaires prévoient de renforcer leur coopération dans le domaine des technologies, de l'industrie, du développement économique, de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de la formation. Mais, s'il peut paraître facile de s'accorder sur la création, à Boulogne-sur-Mer, avec l'appui de la CEE, d'un observatoire européen des fonds marins et littoraux de la Manche et de la mer du Nord ou encore sur la mise en place de bornes touristiques transfrontalières multilingues - premier dossier concret - les choses deviennent certainement plus ardues quand on aborde des questions comme celle de la sauvegarde des nappes phréatiques (dans lesquelles on puise ici ou là, parfois allègrement) ou le tracé du TGV, dont les propriétaires du Kent ne veulent pas sur leurs terres alors que Wallons et Flamands se déchirent pour obtenir la ligne.

Cette conférence permanente sera présidée à tour de rôle pour un an par chacune des régions signataires : M. Tony Hart, président du Kent Council est le premier à en prendre la charge, qu'il laissera, en janvier 1992, à M. Noël Joseph, président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais.

JEAN-RENÉ LORE



## HEURES LOCALES

## REPERES

AQUITAINE  
Le Musée  
de l'histoire régionale  
est désormais complet

LES 2 500 mètres carrés abritant les collections d'ethnographie régionale, de l'âge de pierre à la fin du dix-septième siècle, ont été inaugurés le 10 juin au Musée d'Aquitaine de Bordeaux. Les salles consacrées à la région, du dix-huitième au vingtième siècle, étant ouvertes depuis 1987, ce sont maintenant toutes les périodes de l'histoire régionale que peuvent admirer les visiteurs.

Le musée recèle des pièces rares : la *Vénus de Laussel*, sculptée 20 000 à 23 000 ans avant J.-C., un extraordinaire *Hercule* de bronze du III<sup>e</sup> siècle après J.-C., découvert par hasard dans un égoût de Bordeaux, un trésor de pièces romaines en aurichalque repêchées par miracle dans les eaux de la Garonne. Ces objets de première valeur voisinent avec des pièces plus ordinaires : vaisselle romaine ou collections de silex. « Il ne s'agit pas uniquement de rappeler les événements importants qui se sont déroulés dans la région mais aussi de présenter l'évolution du mode de vie des Aquitains au fil du temps », indique Mme Chantal Orgogozo, conservatrice en chef du musée.

Installé dans l'ensemble de la faculté des lettres de Bordeaux entièrement rénovée, le Musée a hérité du fonds du Musée municipal lapidaire, qui accueillait autrefois les vestiges romains mis au jour par les travaux d'urbanisme. Les collections se sont enrichies du produit de nouvelles fouilles archéologiques, notamment dans le centre de Bordeaux. En 1985, la reconstruction d'un immeuble commercial et le creusement d'un parking souterrain ont notamment permis la découverte simultanée d'un sanctuaire de culte oriental dédié à Mithra et la rosace d'un couvent des carmes muré pendant la Révolution.

« Une ville de province  
aux portes de Paris »

Suite de la page 11

« Nous avons beau écouler le bois de Boulogne — qui, d'ailleurs, comme son nom ne l'indique pas, appartient à Paris et non à Boulogne — j'attache beaucoup d'importance aux espaces verts, dont nous avons multiplié la surface par huit en quelques années. A ce titre, l'extinction de Roland-Garros nous préoccupe.

« Non loin de là, nous essayons d'agrandir le parc Rothschild, en ajoutant à ses 14 hectares les 2 hectares du terrain des Caodians qui longent le Bois, dépendances du château, qui n'appartient pas à la ville.

« Mais ce château tombe en ruine... »

« Qui, mais il est en vente. Nous savons qu'il y a deux acquéreurs potentiels : Bernard Arnault, pour y créer une Fondation Christian-Dior, et la Chine, pour y installer son ambassade. D'après les informations en notre possession, l'offre du gouvernement chinois, nettement supérieure, semble avoir les préférences du vendeur. Pour notre part, nous attendons de connaître le nouveau maître des lieux pour envisager la suite avec lui. Je précise que la ville exigera la remise en état ou la reconstruction du château à l'identique et la cession du terrain des Caodians.

« Dans un peu plus d'un an, Renault libérera donc 50 hectares à Billancourt, dont l'île Seguin. Que fera la ville ?

« Les premiers terrains, libérés à la mi-92, seront les 11 hectares de l'île et les 14,5 hectares et demi de la rive gauche, sur le territoire de Meudon. La plus grosse partie, que l'on appelle « le trapèze », sur la rive droite, et qui couvre plus de 30 hectares, le sera ultérieurement.

« En décembre 1989, nous avons rencontré Michel Rocard pour lui exprimer notre vision de

l'aménagement de cet espace exceptionnel : l'île Seguin comme un « lieu de mémoire » — celui d'où est partie la révolution industrielle — et projetée dans le troisième millénaire... Nous avons aussi précisé au premier ministre que nous ne voulions pas que l'opération soit, par le biais d'un établissement public, comme celui de la Défense, entre les mains de l'Etat, mais qu'elle soit confiée à une société d'économie mixte.

« M. Rocard a demandé alors un rapport à M. Jean-Eudes Rouiller sur l'aménagement des terrains de Renault. Que pensez-vous de ce rapport ?

« Ce rapport était intéressant, mais il n'était pas fondé sur des considérations financières. Il avait même un certain côté « politique ». Il précisait toutefois que plusieurs formes de partenariat pouvaient être envisagées, dont une société d'économie mixte — ce qui nous convient tout à fait ! Je souhaite pour ma part aujourd'hui la création d'une SEM de programmation regroupant l'Etat, la Régie et les villes concernées : Boulogne, Meudon et Issy-les-Moulineaux. J'ajoute qu'un syndicat mixte du Val de Seine est en cours de constitution, comprenant ces trois villes plus Vanves, Stures et Saint-Cloud, ainsi que le département et la région. Son objet sera l'établissement d'un schéma directeur pour tout ce secteur, notamment dans le domaine des grandes infrastructures. Par exemple, le prolongement de la ligne 12 du métro de la mairie d'Issy jusqu'à la station Billancourt, avec un arrêt sur l'île Seguin.

« Les choses sérieuses ont commencé avec la mission confiée récemment par M. Bérégovoy à deux inspecteurs généraux des finances, en vue d'évaluer le prix des terrains. Et l'on comprend à

cet égard que Renault n'ait guère envie de brader son patrimoine. Quand ces hauts fonctionnaires auront terminé leur expertise, ces jours-ci, nous pourrions travailler sur une base plus solide. Toutes les conditions sont maintenant réunies pour aller vite.

« ... Aller vite aussi parce que la fermeture de la Régie privera la ville des revenus de la taxe professionnelle, et que, d'ailleurs, elle sera épuisée d'une part de ses ressources ?

« Renault souhaite finalement garder plus de terrains qu'initialement. Pour ce qui touche la taxe professionnelle, nous devrions



doit nous en sortir. Mais la réforme de la fiscalité des communes se traduit, dès 1991, par une amputation de notre budget de 30 millions, au titre de la dotation de solidarité urbaine. Cette position considérable correspond à une augmentation très sensible de la pression fiscale. Je vais donc être obligé de prendre des mesures drastiques d'économie dans tous les domaines.

« Fondateur et président de l'Institut de la décentralisation, vous êtes un ardent défenseur du « pouvoir local ». En quoi vous voyez-vous participer, dès maintenant, à la réforme de l'Etat ?

« Dès le début de la réforme, j'ai considéré la décentralisation comme une grande ambition pour la France et comme une véritable réforme de l'Etat. Aujourd'hui, il

faut lui donner un nouvel élan. Et particulièrement, affirmer et réaliser plus nettement la décentralisation. Mais, à mon sens, le fait que les préfets deviennent les chefs hiérarchiques de tous les services extérieurs de l'Etat a pour conséquence la nécessité de les placer non plus sous l'autorité de l'un des ministres, — le ministre de l'Intérieur, — mais sous la responsabilité du premier ministre, comme le sont déjà les administrateurs civils. La question de fond est en fait de savoir s'il y a encore, dans un Etat décentralisé, place pour un ministre de l'Intérieur conçu pour un Etat fortement centralisé ? Pour ma part, je ne le crois pas, et j'ai la conviction que l'Intérieur devra à l'avenir se recentrer sur ses missions de sécurité. Philippe Marchadon lui-même m'a confirmé tout récemment encore dans cette analyse : lors de son passage à l'émission « 7 sur 7 », il est surtout intervenu en tant que ministre de la police, et il n'a pas été question, une seule fois, des collectivités territoriales.

Régionaliser  
l'Université

« Lors du débat au Sénat sur la loi d'orientation de l'administration territoriale de la République, vous n'avez pas évoqué cette question.

« J'ai retiré mon amendement en séance, biao que suivi par la commission des lois, car, à l'évidence, les esprits ne sont pas encore prêts à une telle remise en cause ; mais la question reste d'actualité. Il faudra bien, un jour, y répondre. Je vais avancer sur la voie de la modernisation de l'Etat. Pour le reste, je reste convaincu que la décentralisation est une réforme essentielle. La commune, le département et la région ont toujours leur place dans notre système politico-administratif, à condition que l'Etat considère leur rôle comme complémentaire du sien, accepte de s'alléger et accepte également de se pencher sur le problème capital de la clarification des compétences entre les divers niveaux d'administration et de gestion.

« Le chômage des jeunes augmente, une réforme des universités est en cours. Quelles aides les collectivités locales peuvent-elles apporter dans ce domaine ?

« Les collectivités locales ont très bien maîtrisé le transfert des collèges et des lycées. Je constate par ailleurs que, dès qu'un gouvernement cherche à s'attaquer aux problèmes de l'enseignement, il y a des milliers de personnes dans la rue ! Il est donc peut-être temps d'aborder et de tenter de résoudre ces problèmes autrement. D'autant que la formation est une priorité nationale. Je crois qu'il est nécessaire, aujourd'hui, de mobiliser l'ensemble des acteurs et de démultiplier, à la base, l'action de l'Etat. Cette dynamisation passe par la constitution de liens contractuels entre les entreprises, les collectivités locales, la recherche et les universités. Ce qui implique — et j'ai été le premier parlementaire à déposer une proposition de loi dans ce sens — d'avancer sur la voie d'une véritable régionalisation de l'université.

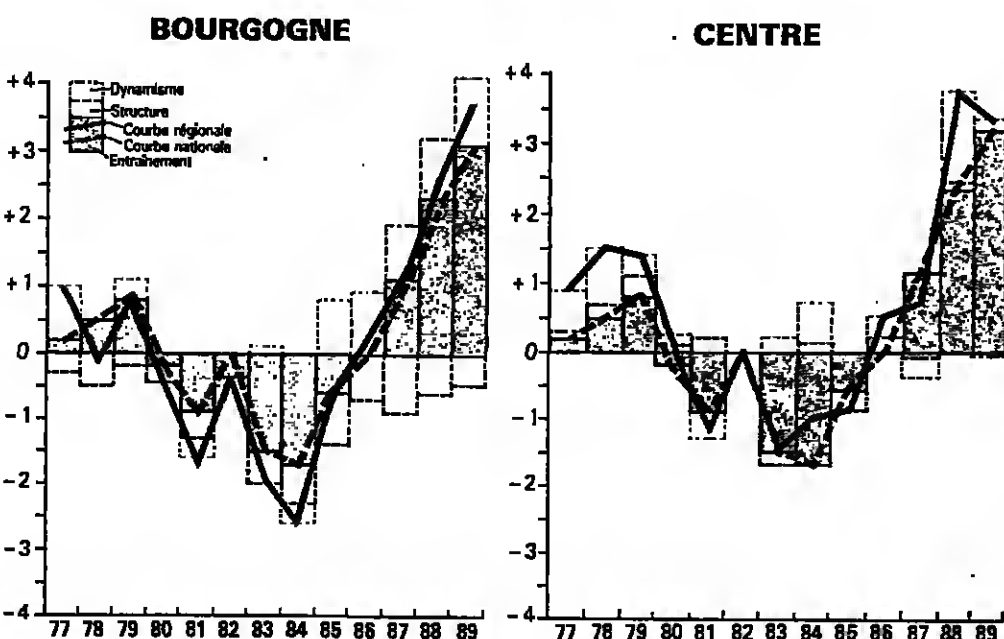
« Il ne s'agit en aucun cas de remettre en cause les responsabilités fondamentales de l'Etat dans le domaine de l'enseignement, mais de lui donner un souffle nouveau. Aiosi pourrait-on parvenir à terme à de meilleures adéquations entre les formations et les besoins de nos économies régionales — ce qui n'implique pas de renouer à un enseignement national et à des formations de qualité. J'ai eu tout ça la profonde conviction — et je remarque avec satisfaction qu'elle est désormais de plus en plus partagée par des élus de toutes sensibilités politiques — que c'est par cette concertation permanente, sur le terrain, entre tous les acteurs locaux, que nous pourrions à l'avenir plus efficacement contre le chômage. »

Propos recueillis par  
ALAIN FOURMENT  
et CHARLES VIAL

## L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

## « LE MONDE » EMPLOI/UNEDIC

Comment mesurer l'évolution de l'emploi dans une région par rapport à l'évolution nationale ? L'UNEDIC a créé un indicateur qui tient compte de la structure des emplois et du dynamisme régional. La courbe régionale (trait noir plein) exprime le point d'équilibre par rapport à la tendance nationale. Nous avons déjà publié Nord-Pas-de-Calais et Ile-de-France (le Monde daté 18-19 novembre), Bretagne et Languedoc-Roussillon (le Monde daté 16-17 décembre), Basse-Normandie (le Monde daté 20-21 janvier), Rhône-Alpes et Aquitaine (le Monde daté 17-18 février), Lorraine et Midi-Pyrénées (le Monde daté 17-18 mars), Poitou-Charente et Picardie (le Monde daté 14-15 avril), Auvergne et Pays-de-la-Loire (le Monde daté 12-13 mai), Alsace et Lorraine (le Monde daté 9-10 juin).



## Coup de pouce

EN Bourgogne, la structure des emplois et donc des activités constitue un handicap qui vient accentuer les mouvements nationaux. De 1978 et jusqu'en 1987, l'évolution régionale est constamment plus défavorable que celle de l'ensemble du pays, avec trois pics importants, 1978, 1981 et 1984. Il doit falloir voir l'influence du Creusot et de sa terrible éclipse. Fort heureusement, on constate un timide redressement depuis.

Pourtant, ces implantations industrielles vieillissantes ou cette présence dans des domaines exposés n'empêchent pas la Bourgogne de manifester un vif dynamisme qui semble traduire une grande capacité de réaction. A partir de 1985, celle-ci est même très forte : ce qui coïncide avec les opérations de développement économique local lancées sur les décombres du groupe Schneider. D'une évidence prodigieuse, les actions en faveur de la reconversion du bassin d'emplois ont peut-être porté leurs fruits.

## L'emprise du milieu

BIEN sûr, la région Centre ne fait pas partie des « poids lourds », et ses résultats s'expliquent aussi par sa taille. Mais être « moyen » n'a pas que des inconvénients. Quand les secteurs d'activité sont également répartis, et les caractéristiques pas trop marquées, on subit moins d'écarts.

D'abord, la structure des emplois n'est pas défavorable, loin s'en faut. A part en 1983, 1985 et 1987, elle ne constitue pas un handicap. Ensuite, la région fait preuve d'un dynamisme certain, seulement démenti en deux occasions. Grâce à cela, la forte décade des années de reconstruction industrielle 1983-1984 l'a relativement épargnée. Et de façon plutôt exceptionnelle, en comparaison de la chute nationale et de celle d'autres régions.

Sur toute la période, le Centre affiche d'ailleurs une courbe qui, en moyenne, est située fréquemment au-dessus de l'indice général. Cette vitalité se traduit même par une excellente reprise, ces dernières années.

## BLOC-NOTES

## AGENDA

Salon du livre maritime à Concarneau. — La septième édition du Salon du livre maritime, organisée avec l'appui de la municipalité, aura lieu à Concarneau du 11 au 17 juillet. Une exposition « Hommage aux hommes de la mer » se tiendra à partir du 5 juillet à l'hôtel de ville. Le public pourra rencontrer écrivains, éditeurs, navigateurs. Il sera possible de faire expertiser gratuitement les livres anciens de marine.

8, rue Lapérouse, BP 334, 29183 Concarneau Cedex. Tél. : 98-97-52-72.

## NOMINATIONS

M. Jean Poullit directeur de l'équipement d'Ile-de-France. — M. Jean Poullit a été nommé directeur régional de l'équipement d'Ile-de-France, avec rang et prérogatives de préfet. Il remplace M. Michel Rousselet.

Se nomination intervient à un moment important. Comme son prédécesseur, M. Poullit devra jouer le rôle de maître d'œuvre dans la préparation du nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France, sous l'autorité du préfet de région. Or, depuis que ce chantier a été ouvert, à l'initiative du premier ministre, en juillet 1989, Michel Rocard a quitté Matignon, et le préfet de région, M. Olivier Philip, a été remplacé, en décembre dernier, par M. Christian Sauter, ancien conseiller de M. Mitterrand.

Le prédécesseur de M. Poullit, M. Michel Rousselet, véritable auteur du Livre blanc sur l'Ile-de-France publié en février 1990, venait d'être nommé directeur de cabinet de M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports, de l'espace et du tourisme, lorsqu'il a été victime d'un accident qui l'écarte, pour quelque temps, de toute responsabilité. (Né le 20 août 1937 à Arzeglou (Pyrénées-Alpes), M. Jean Poullit, ancien élève de l'École nationale supérieure d'architecture, est ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Responsable de division et directeur de service à la direction des routes, dans les années 70, il est considéré comme le père du Livre blanc. Depuis 1982, il occupe la fonction de directeur général de l'établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée (SPAMARNE) et de l'établissement d'aménagement d'aéroport d'Evry. Il a été élu député de l'Yonne le 12 avril 1991.)

Les primes des agents  
territoriaux

## Des estimations divergentes

Le projet de décret sur le régime indemnitaire des agents territoriaux approuvé par 5 voix socialistes mais rejeté par 26 représentants du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (le Monde daté 30 juin-1<sup>er</sup> juillet) a-t-il de quoi satisfaire le personnel concerné ?

Pour la direction générale des collectivités locales (DGCL), il apporte effectivement un plus. La prime des ingénieurs, de 40 %, pourrait désormais atteindre 42 %, voire 48 %, pour les subdivisions de 59 % pour les ingénieurs en chef. « Faux ! », s'écrit M. Jean Gayas, président de l'Association des ingénieurs des villes françaises. Ces pourcentages s'appliquent au traitement brut moyen du grade et non au salaire brut de l'agent. En fait, les décrets se retrouvent avec une prime de seulement 36 %, c'est-à-dire encore moins qu'avant. Est-ce ainsi que l'on va résoudre la crise du recrutement, alors que, l'en dernier, nous n'avons trouvé que cent candidats pour deux cents postes ?

## Inégalités

entre grades et filières  
M. Gérard Combe, président du Syndicat national des secrétaires généraux, ne décolère pas, bien que le décret accorde aux administrateurs une indemnité de 37 %. Celle-ci peut d'ailleurs se cumuler avec la prime de responsabilité de 15 % accordée aux cadres qui occupent des emplois fonctionnels. « Certes, avant, il n'y avait rien. Mais nous voulions être alignés sur les administrateurs civils du ministère de l'Intérieur, dont la prime atteint 44 % du salaire brut. La nôtre serait, dans le meilleur des cas, égale à 37 % du traitement moyen du grade. Est-ce ainsi que l'on récompense une disponibilité constante, des compétences égales à celles des énarques, des responsabilités énormes et un siège éjectable ? »

Les attachés sont, de l'évis de tous, les moins favorisés, dans la mesure où leurs indemnités seront alignées sur celles des agents préfectoraux, et non sur celles des agents de l'Etat. « Dans les administrations cen-

trales, les attachés touchent, en plus, une prime de rendement, edmet un spécialiste de la DGCL. Mais elle ne fait que compenser le coût de la vie à Paris ! La rémunération occasionnelle d'un débutant de deuxième classe serait de 5 % au lieu de 4,35 % et elle pourrait atteindre 10 % au lieu de 8,7 %.

Associations professionnelles, syndicats et élus estiment que le projet de Jean-Pierre Sueur accorde les inégalités entre grades et filières. « Pourquoi ne pas avoir accordé le même régime à tout le monde ? Ce décret sème le zénith des services, proteste André Lefebvre, président des secrétaires généraux des grandes villes. Comment un administrateur pourra-t-il réclamer une prime de 74 000 francs par an, sachant que celle de son collaborateur, attaché ou directeur, n'est que de 11 500 francs ? Un chef doit aussi penser à ses troupes ! A contrario, est-il admissible que ce même administrateur touche une indemnité inférieure à celle de l'ingénieur qu'il commande ? »

Peu d'enthousiasme, enfin, pour l'enveloppe indemnitaire introduite par le ministre, afin de rémunérer en sus les attachés, les rédacteurs, les adjoints administratifs et tous les autres agents de catégorie C — qui représentent 80 % de la fonction publique territoriale. Dans une petite commune où travaillent un attaché, deux rédacteurs et sept agents de catégorie C (rémunérés au SMIC), cette enveloppe supplémentaire serait de 8 000 francs par an, calculé la DGCL. Encore faudrait-il que le conseil municipal le vote, puisqu'elle n'est pas obligatoire...

Bien que ça soit à dose homéopathe, le secrétaire d'Etat, M. Jean-Pierre Sueur (rocardien), introduit la notion de mérite dans les collectivités, puisque la répartition de cette enveloppe serait confiée au libre arbitre du maire. Cette disposition ne choque évidemment pas les associations professionnelles mais elle irrite profondément la CGT et la CFDT.

RAFAËLE RIVAIS

محاضرات الأسفل



## HEURES LOCALES

# La préfecture du Tarn innove

Grâce au programme informatique imaginé par l'un de ses directeurs  
l'administration départementale délivre les cartes d'identité en cinq minutes

ALBI

de notre correspondant

**A**VEC sa barbe et son air pointu, Etienne Pau, responsable de la première direction de la préfecture du Tarn, fait penser à un personnage des débuts de la III<sup>e</sup> République. Mais ses yeux rieurs comme sa façon de le classer pas dans la catégorie des fonctionnaires en manches de lustrine de l'univers courtésien, et surtout, la passion qu'il s'est découverte il y a plus de vingt ans pour l'informatique en font un personnage en rupture avec le cliché facile des « fonctionnaires fonctionnant ».

C'est dans le secret de son bureau et de ses heures de loisirs qu'il a conçu des programmes informatiques appliqués à tout ce que l'administration peut avoir en charge, depuis les budgets des directions départementales aux résultats électoraux en passant par

l'établissement des cartes d'identité, que le bureau d'Albi peut désormais délivrer en cinq minutes grâce au logiciel qu'il a mis au point en huit mois. Faut-il des délais d'attente et le dépôt des dossiers au maître ou au commissaire ? Il suffit de se présenter tout seul au guichet avec son dossier de renouvellement complet, un timbre fiscal, deux photos, l'attestation de résidence ou la fiche d'état civil... Le temps de saisir les données, et le citoyen repart avec son document tout neuf. En prime, le « système Pau », du nom de son inventeur, permet de reconstituer toutes les données d'une carte perdue ou déchirée, à partir d'un fragment retrouvé.

Pourquoi cette accélération de la procédure n'a-t-elle pas été imaginée plus tôt et pourquoi fallait-il un programme informatique spécifique ? Avec son sourire plein de malice, Etienne Pau raconte : « Quand le plan de modernisation du ministère de l'Intérieur Pierre Joxe est sorti en 1989,

j'ai cru que la circulaire concernant l'amélioration et l'accélération des relations avec le public n'avait été écrite que pour moi. Jusque-là, l'administration s'est débrouillée avec un micro par-ci, un micro par-là... Désormais, je pourrais espérer faire accepter mon plan d'ensemble pour l'informatisation de ma direction avec un ordinateur central, vingt-cinq terminaux et quinze imprimantes. J'ai préparé un plan de charges et un calendrier. Le préfet a approuvé, et le matériel est arrivé en octobre dernier. Dès janvier, nous avons mis en œuvre les programmes préparés sur les deux applications les plus intéressantes dans l'immédiat : la règle des recettes, qui n'est pas encore tout à fait opérationnelle, et la délivrance des cartes d'identité - qui fonctionne bien depuis avril-mai ».

Depuis, Albi fait figure de préfecture pilote dans ce domaine et, aussi bien au ministère de l'Intérieur que chez Bull, on suit avec attention les expériences de M. Etienne Pau et de

son équipe, qui pourraient être étendues à l'avenir. Et pourquoi pas d'ailleurs à Castres, la sous-préfecture, qui n'est pas encore informatisée ? A 50 kilomètres d'Albi, les Tarnais du Sud - éternels spoliés depuis qu'ils ont perdu la préfecture sous l'Empire - restent soumis à l'ancien système, qui demande dix à douze jours pour l'obtention des cartes d'identité.

Mais en fait, pour M. Etienne Pau, cette première avancée n'est qu'une revanche sur le temps. C'est en 1968 qu'il a découvert l'ordinateur et cela fait dix ans qu'il rêvait de voir les services de l'Etat se doter des véritables outils informatiques nécessaires à leur mission. « En 1968, j'étais chef du bureau du budget départemental, et l'ordinateur était surtout un mot qui intrigait. Mais le préfet de l'époque m'a envoyé en stage et ça m'a passionné. » Avec un sourire ému, il se souvient de son premier GE 55 Bull, carte perforée. On n'en était pas encore au disque dur et aux disquettes.

« Une équipe s'est constituée, nous avons lancé la multiprogrammation au service de la collectivité départementale... Et puis la décentralisation est arrivée... Pour nous, c'est la circulaire Joxe qui a tout relancé. »

Et depuis, M. Etienne Pau a multiplié ses heures de réflexion. « Je travaille surtout à mon bureau puisque, chez moi, je n'ai pas d'ordinateur. Alors il m'arrive de revenir souvent le samedi matin. J'écris mes programmes très vite... Mais c'est la mise au point qui est plus longue », commente-t-il dans un grand rire. Et toujours malicieux, il ajoute : « Actuellement je mets au point un programme pour les résultats électoraux. En 1981, j'avais donné le pourcentage de Mitterrand au centième près... Dès 19 h 50 ! »

Peut-être que les renseignements généraux n'ont pas encore connaissance des capacités de leur collègue fonctionnaire. Mais d'ici les prochaines échéances, ses prouesses pourraient les intéresser.

JEAN-PIERRE BARJOU

## REPÈRES

### HAUTE-NORMANDIE

Un projet pour supprimer un méandre de la Seine

**L'**IDÉE que certains gardaient pour un « poisson d'avril », Henry de Rochebaudt, ancien président du Port autonome de Rouen, actuel vice-président de la chambre de commerce et d'industrie de Rouen, vient de la proposer dans la revue officielle du port : supprimer un des méandres de la Seine entre Le Havre et Rouen pour raccourcir la distance qui sépare les deux ports.

Evocant les diverses possibilités d'amélioration de cette voie fluviale maritime empruntée en 1990 par 3 300 navires de haute mer qui ont embarqué et débarqué 23 millions de tonnes de marchandises, Henry de Rochebaudt suggère de creuser un canal de dérivation coupant la bauce de Jumèges, située à 30 kilomètres en aval de Rouen. Entre les deux points à raccorder « il n'y a guère que 3 à 4 kilomètres de terrain relativement plat. Le creusement du canal de dérivation raccourcirait d'une vingtaine de kilomètres et d'une heure et demie à deux heures le franchissement de cette bauce », explique l'ancien président du port de Rouen.

Le canal tracerait sa voie dans le lit d'une rivière en partie disparue, la Sainte-Austreberthe. Le coût d'une telle entreprise n'est pas évoqué. Actuellement les navires remontent de la mer jusqu'à Rouen en six heures, dans les meilleures conditions.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration d'Alain Lebaube et de nos correspondants Etienne Banzat (Rouen) et Ginetta de Matha (Bordeaux).

# Ballet aéronautique en Alsace

Des travaux cet été sur les pistes de Strasbourg et de Mulhouse vont obliger les avions à faire escale à Colmar

STRASBOURG

de notre correspondant

**L**ES compagnies aériennes qui utilisent les deux principaux aéroports alsaciens, Strasbourg-Entzheim et Bâle-Mulhouse, vont devoir faire preuve d'immagination cet été. En effet, le premier sera fermé du 1<sup>er</sup> au 10 août, puis du 20 au 31 ; le second - partiellement - du 11 au 19 août. A Strasbourg, il s'agit de réover les chaussées aéronautiques et, surtout, de remettre aux normes le balisage lumineux de l'axe de la piste. A l'EuroAirport de Bâle-Mulhouse, aéroport binationnel franco-suisse, c'est la piste nord-sud qui doit être réifiée.

Ces chantiers sont coûteux. A Strasbourg, plus de 19 millions de francs ont déjà été investis depuis trois ans pour les espaces de stationnement des avions, et le programme de travaux engagés cet été coûtera près de 34 millions. Les collectivités locales alsaciennes et la chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg en supportent d'ailleurs une bonne moitié. Elles se désolent de ne pas pouvoir donner un coup de pouce supplémentaire au nom du rôle européen de Strasbourg, dans le cadre de la convention triennale spécifique qui les lie à l'Etat.

Des Fokker à la place des Airbus

Pour autant, il était impossible de retarder ces travaux. Au début du mois de janvier, la commission consultative de l'aéroport avait noté que le risque à Strasbourg-Entzheim était le déclassement de la plateforme. Actuellement, c'est par dérivation provisoire que les avions peuvent atterrir avec une marge restreinte de visibilité. Est-ce la crainte qu'une période de brouillard pendant l'une des sessions du Parlement européen ne détourne des vols ? Toujours est-il que les élus alsaciens ont demandé et obtenu l'accélération des travaux et ont accepté de les financer très largement.

Ce mois de travaux risquait de sérieusement désorganiser le trafic aérien estival. Les compagnies vont donc employer des « aéroports-tiroirs » en démenageant leurs escales, mais le choix proposé, qui était l'alternance entre les deux aéroports, n'a pas été complètement suivi. Air Inter, par exemple, a choisi de s'installer au mois d'août sur le petit aéroport de Colmar-Houssen plutôt qu'à Bâle-Mulhouse, pour que les navettes routières n'aient que 60 kilomètres à faire au lieu de 135.

L'escale de Colmar devra être montée dès en main pour ces deux courtes périodes. Le matériel d'enregistrement et les équipements informatiques accompagneront le personnel. En revanche, pas question d'employer les Airbus habituels : les installations de Colmar, inadéquates,

RECTIFICATIF. - L'architecte Manolo Nunez, auteur d'un projet pour aménager les remparts d'Avignon, est bien né à Samacande, en Union soviétique (et non en Espagne, comme il a été écrit dans le Monde daté 30 juin-1<sup>er</sup> juillet).

obligera Air Inter à affréter des Fokker de cent places avec des liaisons plus nombreuses vers Paris, Nice ou Marseille.

Les autres compagnies présentes à Strasbourg n'ont pas encore pris leur décision, mais, comme Air Inter assure l'assistance au sol de l'aéroport, il est vraisemblable qu'elles suivront le mouvement vers Colmar pour leurs petits avions et iront jusqu'à Mulhouse pour les plus gros. Certains vols charters pourraient même décoller de Metz.

Le même casse-tête s'est posé pour la base militaire 124, qui partage avec les vols commerciaux la piste unique de Strasbourg-Entzheim. Les Mirage F1-CR de la 33<sup>e</sup> escadre de reconnaissance ne pouvaient accepter d'être cloués au sol, alors qu'ils constituent une pièce essentielle de la Force aérienne tactique (FATAC) de la 1<sup>re</sup> région aérienne et doivent donc pouvoir décoller sans délai. Ces avions décolleront également en août sur la base aérienne militaire de Colmar-Meyenheim, aux côtés des Mirage-5 de la 13<sup>e</sup> escadre de chasse.

A Bâle-Mulhouse, des problèmes semblables seront résolus différemment. En effet, l'EuroAirport dispose de deux pistes, et seule une partie de la piste nord-sud est concernée par les travaux de réfection. Les compagnies aériennes pourront donc composer : Air Inter maintiendra son escale sur la piste est-ouest, avec des appareils plus modestes ; en revanche, les gros porteurs pourront rejoindre Strasbourg-Entzheim, notamment les très nombreux charters programmés au cœur du mois d'août.

Pendant un été, la proximité des aéroports alsaciens, qui leur est souvent reprochée, sera pour eux un atout et permettra d'éviter l'interdiction de certaines lignes. Mais ce n'est que plus tard qu'on pourra juger si ces avions ont été pardonnés par la clientèle ou si elle a décidé de préférer en partie les grands voisins européens que sont Genève ou Francfort.

JACQUES FORTIER

# Le dernier train pour Saint-Pierre-lès-Elbeuf

Les élus de cette commune demandent au conseil général de la Seine-Maritime de les aider à financer une desserte ferroviaire que la SNCF veut supprimer

ROUEN

de notre correspondant

**L**ES collectivités doivent-elles collecter les embranchements privés que la SNCF estime trop coûteux ou la réouverture de dessertes voyageurs abandonnées de longue date ? La question est posée au conseil général de Seine-Maritime et au conseil régional de la Haute-Normandie par les élus de l'agglomération d'Elbeuf depuis qu'ils ont appris que la Société nationale envisage de retirer, du service marchandises, la vingtaine de kilomètres d'une ligne qui aboutit à l'usine Witco Chemical de Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

L'émotion des élus est compréhensible. Si la desserte ferroviaire est supprimée ce seront 4 405 tonnes d'oxyde d'éthylène livrées chaque année à Witco Chemical qui devront prendre la route, schématisée cette fois par quelque cent quarante camions de 20 tonnes. Un risque technologique majeur supplémentaire pour l'agglomération (50 000 habitants) et peut-être, à terme, le risque de la fermeture du site industriel si, comme c'est déjà le cas en Allemagne, les directives européennes interdisent formellement le transport de ces matières par voie routière.

Train touristique dominical

« Il faut faire vite », expliquent M. Claude Vochet, maire PS de Saint-Pierre-lès-Elbeuf, et M. Alain Rhem, conseiller général PS, car la fermeture est annoncée pour la fin septembre 1991 par la SNCF. La société Witco est prête à supporter l'essentiel des charges d'exploitation de la ligne pour 312 000 francs par an, sur les 400 000 francs nécessaires, mais il restera à financer l'investissement de remise en état (1,5 million de francs) et l'entretien annuel de la ligne (400 000 francs), dont la SNCF est disposée à prendre la moitié à sa charge.

Avec ce bilan économique apparemment sans appel de la SNCF, l'élu de Saint-Pierre-lès-Elbeuf s'est donc tourné vers les deux principales col-

lectivités territoriales, « pour des raisons évidentes de sécurité publique et de développement économique ». La réponse du conseil général de Seine-Maritime présidé par M. Jean Lecanuet (UDF) est en attente.

La ligne a pourtant d'ardents défenseurs. Section de l'ancienne liaison directe Rouen-Chartres-Orléans, elle avait été fermée au service voyageurs peu de temps après la seconde guerre mondiale alors qu'Elbeuf « la cité du drap », amorçait son décollé industriel. Elle a été renforcée et électrifiée sur 15 kilomètres à partir de Rouen pour la desserte du port maritime et des complexes pétrochimiques. Au-delà, la SNCF ne s'est pas souciee de son intérêt touristique : la traversée du massif forestier de La Londe, le franchissement d'un viaduc de 110 mètres, le passage en corniche au-dessus d'une boucle de la Seine.

Paradoxalement cette menace de fermeture totale pousse une association d'Elbeuf à vouloir obtenir la réouverture de la ligne en juillet 1991 pour un train touristique dominical. Plus proche des exigences économiques de la SNCF, M. Bernard Frau, maire Génération écologie de Grand-Couronne (10 000 habitants), demande que des études soient engagées sur la base des évolutions démographiques importantes de sa commune et de celle voisine de Petit-Couronne (8 000 habitants) comme de la complémentarité avec le réseau métro-bus en cours de réalisation par le Syndicat intercommunal (SIVOM) de l'agglomération de Rouen, syndicat qui a d'ailleurs engagé une étude en ce sens.

Côté syndical, la CGT a de longue date plaidé pour un retour au fer. Les cheminots de la CFDT viennent d'emboliser le pas avec une proposition précise dont les conclusions sont d'ailleurs proches de celles des Verts, soulignant que « cette ligne passe au cœur des villes, à proximité des établissements scolaires, des centres commerciaux, des équipements culturels et arrive dans une zone importante d'emploi au cœur de Rouen ». Les estimations de la CFDT font état de 2 000 passagers par jour sur l'ensem-

ble de la ligne. La SNCF écoute toutes « ces bonnes idées » avec intérêt. Mais, que ce soit pour le maintien en état d'une liaison à caractère strictement industriel ou pour la desserte de banlieues résidentielles, son regard se tourne imperturbablement vers les collectivités, pour trouver les financements.

ETIENNE BANZET

# Les élus d'Aquitaine au secours des chasseurs

BORDEAUX

de notre correspondant

**E**N Aquitaine, la chasse est une affaire trop sérieuse pour que les élus locaux s'en désintéressent. La première région cynégétique de France compte 200 000 chasseurs, qui sont autant d'électeurs. En mai, lors des élections traditionnelles électorales, les élus de la région ont voté à l'unanimité pour soutenir la chasse traditionnelle. M. Bico Lalonde avait tenté de s'immiscer dans le débat.

Au cours d'une visite-éclair en Gironde, le ministre de l'environnement avait protesté contre ce « braconnage » qui « ridiculise la

région vis-à-vis de l'Europe entière ». Mais le président socialiste du conseil général, en quelques phrases, lui avait fait savoir qu'il ne méritait de ce qui ne le regardait pas. « L'image de la Gironde a été injustement dégradée », affirmait le président du conseil général.

Le conseil régional d'Aquitaine vient à son tour de prendre le maquis. Sous couvert d'un rapport consacré aux « chasses traditionnelles en Aquitaine », l'assemblée a adopté, lors de sa séance de juin, une motion favorable aux chasseurs dits de retour. Ces chasseurs, qui consistent à abattre les oiseaux en période de retour vers leurs quartiers d'été, est formellement

interdite par la CEE. « L'application de la directive européenne atteint les chasseurs aquitains dans leurs traditions et leur culture », affirme le conseil régional.

L'assemblée a décidé de créer un groupe de travail afin de « concilier une double exigence : sauvegarder la pratique des chasses traditionnelles et protéger les espèces menacées de disparition. L'assemblée, quel que soit le résultat de cette abstention, a décidé d'examiner toutes les propositions d'aménagement du droit, notamment en ce qui concerne les chasses de retour, dont l'interdiction systématique ne peut être acceptée ».

G. de M.

## LE « 92 » ET LE TOUR DE FRANCE UNE EXPÉRIENCE ORIGINALE

En 1986, le départ du Tour de France cycliste avait lieu dans les Hauts-de-Seine. En 1992, année du « 92 », le département devait accueillir les étapes finales de cette manifestation de renommée mondiale. La boucle sera bouclée...

Dans l'intervalle de ces deux dates, le département n'a jamais abandonné sa présence sur l'événement sportif numéro un de l'Hexagone, le troisième au monde derrière les Jeux olympiques et la Coupe du monde de football.

Tout au contraire, cette présence du « 92 » sur la Grande Boucle s'est renforcée, au point que l'on considère maintenant que le Conseil général des Hauts-de-Seine est le partenaire public privilégié de la Société du Tour de France, organisatrice de l'épreuve. Ses différentes actions sont autant de « plus », qui sont appréciés quotidiennement par les journalistes, les personnalités et les entreprises.

## HAUTS-DE-SEINE UNE PRÉSENCE QUOTIDIENNE

### LE PRIX DU MEILLEUR JEUNE

Récompense le premier coureur de moins de 24 ans, ayant moins de deux ans de professionnalisme.

### LE CONCOURS DE PRONOSTICS DE LA PRESSE

Une animation ouverte aux 1000 journalistes présents sur le Tour.

### LE « KILOMÈTRE 92 »

Un rendez-vous convivial où journalistes, organisateurs et personnalités les plus diverses se rencontrent autour d'un amical buillet.

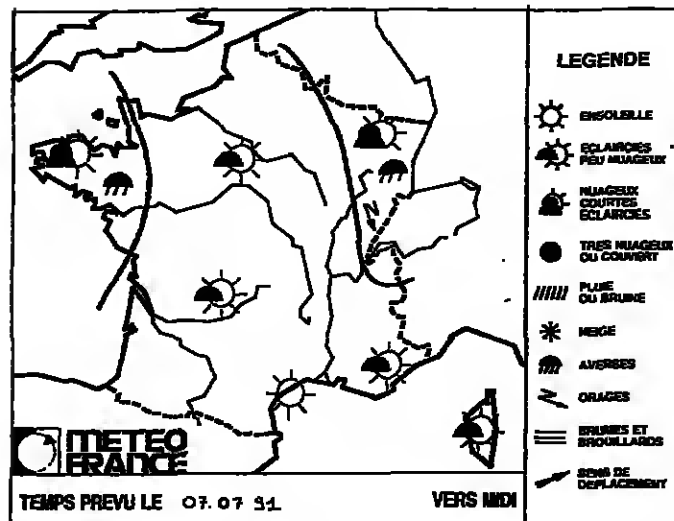
Des entreprises « 92 » du secteur des Sports ou des Loisirs y sont associées pour présenter leurs productions.



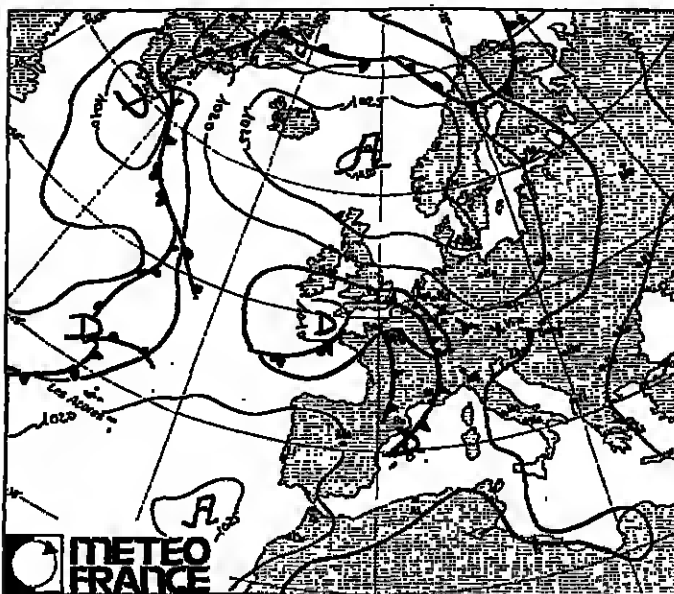
CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SEINE  
Hôtel du Département  
2-16, boulevard Soufflot - 92015 NANTERRE CEDEX



## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 7 juillet 1991  
Ensoleillé

SITUATION LE 6 JUILLET 1991 À 0 HEURE TU



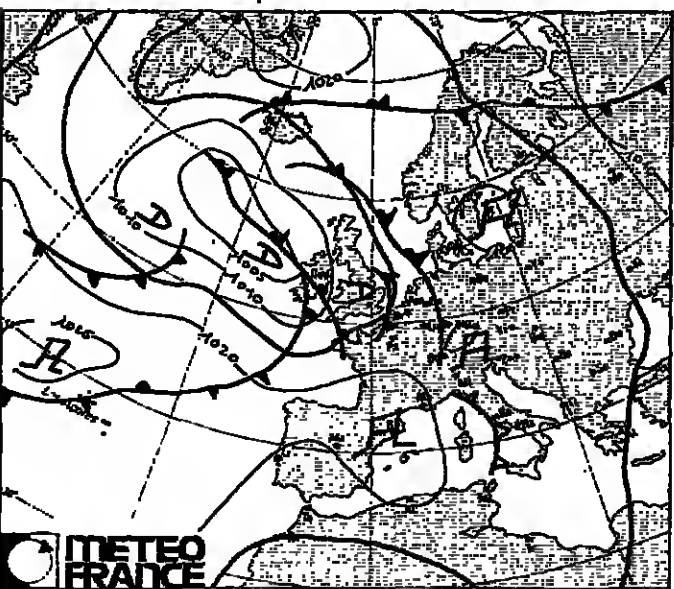
Le début de semaine sera plié sous le signe du soleil et de la chaleur. Des passages nuageux toucheront tout de même le nord du pays, mais ils laisseront de larges périodes ensoleillées.

Lundi 8 juillet : soleil généreux. Du Nord à l'Alsace et aux Alpes, en début de journée, de fréquents nuages causeront le soleil. Ils occasionneront encore des averses, voire des orages, dans l'extrême nord du pays. Mais rapidement des trouées perceront et le soleil brillera l'après-midi.

Ailleurs, la journée sera très ensoleillée dès le matin. Toutefois, des nuages élevés viendront voiler le ciel dans l'après-midi sur le nord-ouest.

Les températures minimales seront comprises entre 14 et 16 degrés en général, localement 18 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales s'échelonneront de 24 à 28 degrés, du nord au sud, avec seulement 21 degrés près des côtes de la Manche, mais jusqu'à 30 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 8 JUILLET 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 6-7-1991 à 18 heures TU et le 6-7-1991 à 6 heures TU							le 6-7-91				
FRANCE				LUXEMBOURG							
AJACCIO	23	16	D	TOULOUSE	30	16	C	MADRID	26	10	D
BIARRITZ	21	13	D	TOURS	30	14	C	MARRAKECH	32	17	D
BORDEAUX	21	13	D	POINTE-A-PITRE	32	23	D	MEXICO			
BREST	19	14	C					MILAN	34	20	D
CAREN	21	15	D	ALGER	33	18	D	MONTREAL	18	17	C
CHERBOURG	25	14	C	AMSTERDAM	22	21	D	MOSCOW	24	15	D
CLERMONT-FR	25	17	C	ATHENES	26	19	D	NARBOBI			
DIJON	34	17	D	BANGKOK	33	25	N	NEW-DELRH	41	30	D
GRENOBLE	35	18	D	BARCELONE	27	18	D	NEW-YORK	21	19	C
LILLE	29	19	D	BERLIN	23	17	N	OSLO	22	13	D
LIMOGES	25	13	C	BRUXELLES	29	20	D	PALMA-DE-MAJ	33	18	D
LYON	34	18	D	COPENHAGUE	29	16	D	PEKIN	32	21	N
MARSEILLE	30	18	D	DAKAR	28	23	D	RIO-DE-JANEIRO	23	18	-
NANCY	32	19	D	DELR	33	23	D	ROME	28	19	D
NANTES	26	14	D	GENEVE	31	19	D	SENGAPOUR	23	15	D
NICE	26	18	D	HONGKONG	31	25	C	STOCKHOLM	23	15	D
PARIS-MONTY	33	17	C	ISTANBUL	22	20	N	SYDNEY	18	14	D
PAD	19	12	D	JERUSALEM	26	16	N	TOKYO	32	21	C
PERPIGNAN	28	19	D	LE CAIRE	32	21	N	TUNIS	38	18	D
RENNES	23	15	D	LISBONNE	23	16	N	VARSOVIE	27	12	D
STRASBOURG	33	19	D	LONDRES	23	13	C	VENISE	30	23	N
				LOS ANGELES	23	17	C	Vienne	30	19	D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## TÉLÉVISION

Signification des symboles :  
 ▶ A voir ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ;  
 ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classiques.

## Samedi 6 juillet

- TF 1**
- 20.45 **Variétés** : Sébastien c'est fou !
- 22.25 **Série** : Duo d'enfer.
- 23.45 **Magazine** : Formule sport.
- 0.40 **Journal, Météo et Trafic Infos.**
- A2**
- 20.45 **Série** : Un commissaire enquête.
- 22.10 **Série** : David Lansky.
- 23.30 **Journal et Météo.**
- 0.15 **Magazine** : Autrement dit. Thème : Fidélité.
- FR 3**
- De 20.00 à 0.05 LA SEPT —
- 0.05 **Série rose** : Le Style Pompadour.
- 0.30 **Magazine** : L'Heure du golf.
- CANAL PLUS**
- 20.30 **Téléfilm** : Les Marchands de l'ombre.
- 22.20 **Flash d'informations.**
- 22.30 **Sport** : Boxe. Spécial Mike Tyson.
- 0.00 **Cinéma** : Derrière le miroir sans tain. Film français classé X, de Patrick Aubin (1982).
- 1.20 **Cinéma** : Le Mouton enragé. ■■ Film français de Michel Deville (1973).
- LA 5**
- 20.50 **Série** : Un privé nommé Stryker.
- 22.30 **Diversissement** : Grain de folie.
- 0.20 **Journal de la nuit.**
- M 6**
- 20.35 **Téléfilm** : Ellis Island, les portes de l'espoir. Six minutes d'informations.
- 23.35 **Diversissement** : Rapline.
- 0.45 **Boulevard des clips** : 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 20.55 **Théâtre** : Le Mahabharata. Mise en scène de Peter Brook.
- 21.50 **La dessous des cartes.**
- 22.00 **Soir 3.**
- 22.15 **Théâtre** : Le Mahabharata (suite).
- 23.15 **Magazine** : Cinéma de poche. Documentaire : Forest of Bliss.

## Dimanche 7 juillet

- TF 1**
- 14.10 **Série** : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.).
- 15.00 **Série** : Commissaire Moulin. (rediff.).
- 16.30 **Disney Parade.**
- 17.45 **Série** : Agence tous risques (rediff.).
- 18.35 **Diversissement** : Vidéo gag.
- 19.05 **Magazine** : 7 sur 7. Invité : Johnny Hallyday.
- 20.00 **Journal, Météo et Trafic Infos.**
- 20.40 **Cinéma** : Le Grand Blond avec une chaussure noire. ■■ Film français d'Yves Robert (1972).
- 22.15 **Magazine** : Cine dimanche.
- 22.20 **Cinéma** : In extremis. ■■ Film français d'Olivier Lorcet (1989).
- 23.50 **Journal et Météo.**
- A 2**
- 14.15 **Série** : Mac Gyver.
- 15.05 **Documentaire** : Retour à Samarkand.
- 16.00 **Sport** : Cyclisme. Le Tour de France : 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> étapes.
- 17.50 **Magazine** : Vive le vélo.
- 18.30 **Magazine** : Stade 2.
- 19.30 **Sport** : Le Journal du Tour. 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> étapes.
- 20.00 **Journal et Météo.**
- 20.45 **Série** : Taggart.
- 22.15 **Documentaire** : Picasso.
- 23.10 **Journal et Météo.**
- 23.55 **Musiques** au cœur de l'été.
- FR 3**
- 14.30 **Magazine** : Sports 3 dimanche.
- 17.30 **Magazine** : Montagne.
- 18.00 **Amuse 3 vacances.**
- 19.00 **Le 19-20 de l'information.** Grand témoin : Gilbert Tringano. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.05 **Série** : Benny Hill.
- 20.40 **Le Cirque de Chine.**
- 21.55 **Magazine** : Le Divan. Invité : Méline Mercouri.
- 22.15 **Journal et Météo.**
- 22.40 **Cinéma** : Soule de suif. ■■ Film français de Christian-Jaque (1945).
- 0.25 **Musique** : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 14.30 **Les Fables géométriques.**
- 14.35 **Documentaire** : Le Paradis des manchots.
- 15.00 **Documentaire** : L'homme qui a voulu offrir Hollywood.
- 17.00 **Les Enfants de la Terre.**
- 17.30 **Téléfilm** : Martingala.
- 18.00 **Cinéma** : Fau sur le candidat. ■■ En clair jusqu'à 20.30.
- 19.25 **Flash d'informations.**
- 19.30 **Les Superstars du catch.**
- 20.30 **Cinéma** : Une femme en péril. ■■ Film américain de Peter Yates (1987).
- 22.05 **Flash d'informations.**
- 22.10 **Sport** : Taekwondo. Forêt de Nîmes.
- 23.40 **Sport** : Volley. France-Pays-Bas, deuxième match, en direct de Nantes.
- 1.15 **Cinéma** : Gold. ■
- LA 5**
- 13.15 **Magazine** : Le Club F1. A 14.00, Grand Prix de Formule 1 de Magny-Cours, en direct.
- 16.15 **Sport** : Tennis.
- 18.50 **Tercé à Longchamp.**
- 19.00 **Série** : V.
- 19.55 **Journal.**
- 20.10 **Magazine** : Dimanche 20 h 10 Elkabbach.
- 20.40 **Journal des courses.**
- 20.50 **Cinéma** : La Veuve Coudere. ■■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1971).
- 22.20 **Magazine** : Normades. L'homme du désert : Les foudres du Tonkin. Ça vogue, ça roule ; L'épave des congrès.
- 23.15 **Magazine** : Top chrono.
- 0.05 **Journal de la nuit.**
- M 6**
- 14.45 **Série** : Leredo.
- 15.35 **Jeu** : Hit hit hit hourra.
- 17.15 **Série** : L'Homme de fer.
- 18.10 **Série** : Supercopier.
- 19.00 **Série** : Les Routes du paradis.
- 19.54 **Six minutes d'informations.**
- 20.00 **Série** : Me sorcière bien-aimée.
- 20.30 **Magazine** : Sport 6 (et à 0.10).
- 20.40 **Téléfilm** : La Rage de vaincre.
- 22.20 **Informations** : M6 Express.
- 22.25 **Magazine** : Capital.
- 22.35 **Cinéma** : La Vénus en fourrure. ■
- 0.05 **Six minutes d'informations.**
- 0.15 **Boulevard des clips.**
- 2.00 **Rediffusions.**
- LA SEPT**
- 15.30 **Documentaire** : Hello Actor's Studio.
- 16.30 **Documentaire** : Paul Strand.
- 17.20 **Téléfilm** : Ma Mère, mon enfant.
- 18.20 **Moyen métrage** : Bertrand disparu.
- 19.00 **Documentaire** : Bombay, notre ville.
- 20.00 **Documentaire** : Boulevard du XX<sup>e</sup> siècle.
- 20.30 **Cinéma** : Charles mort ou vif. ■■ Film suisse d'Alain Tanner (1989).
- 22.00 **Court métrage** : D'après Maria.
- 22.30 **Magazine** : Document de poche.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5557  
HORIZONTALEMENT

I. Des femmes qui nous fournissent le gîte. Quand ils sont lourds, peuvent faire de bons « bouchons ». — II. Les derniers sont à condamner. On ne le tient pas quand elle est pendue. — III. On l'a à l'est. Est toujours à la bourra. Sans tachée. — IV. Oïau. Fournit de l'huile. Peut être utilisé par celui qui veut descendre. — V. Qui avait donc été épaillé. Merqua un but. Traiter comme un fou. — VI. Le pot aux roses. Sur l'étang de Barre. On sort pour la grand r... — VII. S'étend au bord d'une rivière. Arrose une fle. — VIII. Pour ceux qui ne comprannant qua ai on leur fait un dessin. Obatiné. Fume an Sicile. — IX. Touffu. Il n'y en e parfois que pour une mine. Un point sur la carte. — X. Paa conaervée. Fera l'innocent. — XI. Endroit où l'on peut passer la nuit. Sont parfois marginales. On s'arrête au premier. — XII. Sur la Rencia. Utilis contre les piqûres. Peut se mettre dans la fond. — XIII. Où il n'y e rien de cuit. Conjonction. — XIV. Se fandre pour la peau. Ruminant disparu. Pas brillant. — XV. Préposition. Anneau. Douceur ou fraîcheur.

VERTICALEMENT

1. Est non avenue, mais pourrait l'être. Une bonne pensée. — 2. Une grande dépression. Qui peuvent se matra à ronger. — 3. Partia de dames. Se comporter comme une ouvrière. — 4. Fait du nouveau. Peut feira une chute. Paa ramassé. — 5. Interjection. Traditions. N'est pas le droit chemin. — 6. Peut se faire traîner de morue. Vieille ville. — 7. Transformation an liquid. — 8. Peut être assimilé au capital. Ne s'attache pas à l'argent. — 9. Un peu de silence. Ceux qui gardent quelque chose. — 10. Rougat en

Solution du problème n° 5556  
Horizontalement

I. Football. — II. Sarvaux. — III. Crémère. — IV. Ta. Pérou. — V. Usés. Etra. — VI. Rat. Les. — VII. Innées. Oc. — VIII. Etang. Pur. — IX. Rd. Néré. — X. Dur. Nom. — XI. Foisson.

Verticalement

1. Facturière. — 2. Raanata. — 3. Osé. Etra. Do. — 4. Tamps. Ennul. — 5. Bria. Légars. — 6. Avérés. — 7. Lérots. Penn. — 8. Luur. Ou. On. — 9. Escrime. — 10. Foisson.

GUY BROUTY

## CARNET DU Monde

## Mariages

— M. et M<sup>me</sup> Robert EPSTEIN, M. et M<sup>me</sup> René CUQ, M. et M<sup>me</sup> Bernard MICHEL, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants et petits-enfants.

Catherine et Marc,

qui se célébrent à Château-sur-Allier (Allier), le 13 juillet 1991.

14, rue Broca, 75005 Paris.  
24, rue Jean-Colly, 75013 Paris.  
39, rue du Docteur-Seroc, 99270 Mazères.  
260, avenue de Casselardit, 31300 Toulouse.

## Décès

— M<sup>me</sup> Louis Guyader, Manon et Charlotte, 63, rue de la République, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis GUYADER,

survenu le 2 juillet 1991, à l'âge de quarante-six ans, à Rueil-Malmaison.

Les obsèques ont eu lieu à Rueil-Malmaison, le 5 juillet 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

25, boulevard du Maréchal-Foch, 92500 Rueil-Malmaison.

— Toute l'équipe du cabinet SLG Expertise a la douleur de faire part du décès de

M. Louis GUYADER, expert-comptable et commissaire aux comptes inscrit près la cour d'appel de Versailles.

survenu le 2 juillet 1991, à l'âge de quarante-six ans, à Rueil-Malmaison.

7 bis, rue Hervet, 92500 Rueil-Malmaison.  
60, rue Pierre-Charon, 75008 Paris.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-94 ou 40-85-29-96  
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F  
Abonnés et actionnaires : 80 F  
Communications diverses : 95 F  
Thèmes étudiants : 50 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

— Le 7 juillet 1987 disparaissant

Maurice VILLENEUVE.

Une pensée est demandée à sa mémoire.

كتاب النحل



# ÉCONOMIE

En raison de fraudes et de blanchiment de narcodollars

## Sept pays gèlent les avoirs de la BCCI

La décision émise, le vendredi 5 juillet, des autorités britanniques, luxembourgeoises et des îles Caïman, mais aussi américaines, françaises, espagnoles et suisses, de suspendre les activités, dans leurs pays, de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) est une conséquence directe de la coopération internationale destinée à démanteler les réseaux qui, dans le monde entier, permettent aux trafiquants de recycler leurs narcodollars.

LONDRES

**correspondance**  
«Narcotiques, nous sommes temporairement fermés», ces mots écrits au feutre sur un carton blanc ont été apposés vendredi 13 h 15, à l'entrée du siège de verre et d'acier de la BCCI et de ses vingt-quatre filiales britanniques, par les syndics de la firme Touche Ross, mandatée par la Banque d'Angleterre. L'Institut d'émission a ordonné cette fermeture, accompagnée d'un gel des dépôts et d'une mise en liquidation après l'examen d'un rapport remis par la firme d'experts comptables Price Waterhouse faisant état d'irrégularités de gestion «sur une grande échelle, dans plusieurs pays et sur plusieurs années». La Banque d'Angleterre a mis sur pied une unité spéciale pour coordonner l'opération internationale contre la BCCI non seulement dans ses trois principaux

centres d'opération (Londres, Luxembourg et le paradis fiscal des îles Caïman, colonie de la Couronne) mais également en France, en Espagne, en Suisse et aux États-Unis.

**Fraudes à haut niveau**

Lors d'une conférence de presse donnée le 5 juillet, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, a souligné que la BCCI s'était rendue coupable de «fausses comptabilités et dissimulation de pertes», fraudes qui, selon lui, ont eu lieu «à un haut niveau». A la question de savoir si cette action était spécifiquement motivée par l'affaire de blanchiment des narcodollars à laquelle a été mêlée une filiale américaine de la BCCI, le grand argentier de Threadneedle Street s'est contenté de ne pas exclure ce lien.

La filiale de Tampa (Floride) avait été reconnue coupable d'avoir «blanchi» 32 millions de narcodollars (environ 180 millions de francs) appartenant à l'ex-dictateur panaméen Manuel Noriega. Ce dernier disposait par exemple de neuf comptes particuliers au siège londonien de la BCCI. La BCCI avait dû débiter l'an dernier 15 millions de dollars (90 millions de francs environ) pour échapper à la justice américaine qui était au courant des activités coupables de sa filiale de Tampa. Six de ses dirigeants sont en prison. Le mois dernier, les nou-

velles autorités du Panama avaient annoncé qu'elles comptaient attaquer la BCCI en justice à propos de la disparition des avoirs de Manuel Noriega déposés auprès de l'établissement d'Earl's Court. Enfin, les observateurs rapprochent la décision de la Banque d'Angleterre des récentes critiques du procureur de l'Etat de New York contre les lendeurs de l'enquête de la Banque centrale britannique sur les affaires de la BCCI.

«C'est la liquidation la plus importante de l'histoire de la City. Mais cette banque particulière s'occupait de prêts bien spécifiques notamment dans l'immobilier, ainsi que du financement de l'exportation vers les pays du Golfe et des opérations de change. La suspension de ses activités ne devrait donc pas avoir de conséquences négatives sur le reste du secteur bancaire», estime Ken Brown, expert bancaire auprès de la Morgan Stanley-Londres. Fondée dans les années 70 par le banquier pakistanais Aga Hassan Abedi, la BCCI était devenue l'une des banques privées les plus importantes du monde avec des avoirs dépassant 20 milliards de dollars. La banque avait été rachetée l'an dernier par le chef de l'émirat d'Abou-Dhabi, Cheikh Al-Nahyan. L'établissement comptait plus de 100 000 clients au Royaume-Uni. Le dispositif de protection officielle des épargnants s'applique aux dépôts en sterling à concurrence de 75 %, avec un maximum de 15 000 livres (150 000 francs).

MARC ROCHE

Selon un rapport du ministère de l'Industrie

## Plus d'un salarié sur deux travaille dans une PMI

Plus d'un salarié français sur deux travaille dans les 35 770 PMI (petites et moyennes industries) qui réalisent 41 % du chiffre d'affaires de l'industrie française et 37 % des investissements : ces chiffres figurent en exergue au rapport sur les PMI que devait rendre public M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, le lundi 8 juillet.

Cette mise à jour de «L'état des PMI», publié en 1988, confirme le poids des entreprises entre 10 et 49 salariés dans l'économie française. Malheureusement, pour des raisons d'organisation administrative et de manque de données publiques sont exclues du champ de cette étude.

Parmi les atouts des PMI - particulièrement nombreuses dans le secteur des biens de consommation - le rapport retient que depuis 1986, la croissance de leur chiffre d'affaires est légèrement supérieure à celle enregistrée dans les grandes entreprises. En revanche, les gains de productivité sont plus faibles. Avec une augmentation de 25 % en 1989, le taux de marge des PMI progresse moins rapidement que celui des grands groupes (+34,7 %). Conséquence : les rémunérations y sont en moyenne inférieures de 20 % et la capacité d'autofinancement reste insuffisante pour financer la croissance. Ainsi, par rapport à leurs

concurrents étrangers, les PMI françaises sont plus endettées, d'autant que leur accès au crédit est plus difficile.

Au chapitre des handicaps, le rapport note que les PMI sont peu innovantes et investissent modérément dans la recherche et le développement ou la formation. D'ailleurs, la moitié du chiffre d'affaires de ces entreprises est réalisée dans les secteurs à faible technologie. Enfin, les PMI continuent à être de piètres exportatrices.

Après Force ouvrière

## La CGC, la CFDT et la CFTC signent l'accord sur la formation professionnelle

Après Force ouvrière, dès le 3 juillet (le Monde du 4 juillet), trois autres syndicats - la CGC, la CFDT et la CFTC - ont décidé de signer l'accord sur la formation professionnelle. L'UPA (Union professionnelle artisanale) et la CGPME, qui négociaient aux côtés du CNPF se sont également prononcées en faveur du texte final.

La CGC souligne «la remise en ordre des multiples accords et avenants en un seul texte, cohérent et relativement simplifié». La CFDT estime qu'il s'agit d'un «accord d'époque qui comprend de nettes améliorations» et assure qu'elle agit «pour son application ombiliqueuse». La CFTC, qui était opposée à «la mise en place du co-investissement», a surmonté ses réticences. Désormais, le ministre du travail va pouvoir reprendre le contenu de cet accord dans le projet de loi qui sera présenté à l'automne au Parlement pour réformer la loi de 1971.

## Choice Hotels accélère son développement en Europe

Choice Hotels international, une des premières compagnies hôtelières mondiales, filiale de la société américaine de services Manor Care, va incorporer à son réseau, à partir du 1<sup>er</sup> septembre, 14 hôtels quatre étoiles de la chaîne Scandic, situés en Allemagne, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas et Autriche, qui prendront l'enseigne Clarion, tout en restant gérés par leurs managers actuels. Au bout de deux ans, d'autres hôtels de Scandic (qui gère 120 établissements trois et quatre étoiles en Europe du Nord) pourraient suivre.

Cet accord traduit la volonté de Choice, qui se présente comme la «première chaîne mondiale en franchise» avec 3 500 établissements, mais pour l'essentiel (2 200) aux États-Unis, d'accélérer son implantation en Europe, où elle ne gère que 55 hôtels. Les responsables du groupe, qui jouent surtout sur l'étendue de son réseau, sa capacité de commercialisation et son système de réservation, entendent y parvenir par le développement de la franchise, leur méthode habituelle, mais aussi par l'acquisition d'établissements existants, des accords comparables à celui conclu avec Scandic ou la construction de nouveaux hôtels. Depuis le printemps, le groupe a renforcé son état-major européen, avec deux directions, l'une chargée de développer les ouvertures de nouveaux hôtels, l'autre de la commercialisation des établissements.

Choice s'intéresse particulièrement à trois pays : la France, où la chaîne compte huit établissements, un neuvième étant en construction, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Son PDG, M. Gerald Pettit, estime que «le marché européen est porteur pour les hôtels de milieu de gamme et économiques». Le groupe, qui comptait surtout des établissements trois et quatre étoiles sous les enseignes Comfort, Quality et Clorion, s'est étendu dans l'hôtellerie économique aux États-Unis, d'abord en ouvrant des deux étoiles (Sleep Inns) mais surtout en rachetant trois chaînes au cours de l'été 1990 (Rodeway Inns, Econo Lodges et Franchising Inns, comptant respectivement 146, 613 et 85 hôtels). Mais en Europe, Choice a surtout ouvert des Comfort Inns (trois étoiles) jusqu'à présent : la chaîne possède en tout et pour tout trois Sleep Inns en Grande-Bretagne.

G. H.

Après plus de deux ans de rodage

## Le RMI à la recherche d'un second souffle

Alors que les feux de l'actualité se sont déplacés sur la ville et ses quartiers défavorisés, les moins-soldats du RMI ont du vague à l'âme. Comment raviver, en tout cas, la flamme de tous les acteurs qui, deux ans et demi après l'entrée en vigueur de la loi instaurant le revenu minimum d'insertion, se sentent de plus en plus seuls pour lutter contre l'exclusion sociale de ceux qui sont passés par la «trappe de la pauvreté»? Alors que la Commission nationale d'évaluation du RMI doit rendre son rapport sur la mise en place de ce dispositif en printemps prochain, deux cents professionnels, venus de toute la France et de toutes les instances concernées, ont dressé un premier état des lieux à l'occasion des deux journées d'étude organisées conjointement, les 1<sup>er</sup> et 2 juillet à Rennes, par la direction de l'action sociale et l'Ecole nationale de la santé publique.

RENNES

de notre envoyée spéciale

Au moment où le nombre des allocataires s'est stabilisé autour de 530 000 et où la tension du marché de l'emploi complique les modalités d'une insertion professionnelle déjà aléatoire, la perplexité, voire parfois le désarroi,

des multiples acteurs locaux mobilisés par le RMI augmente. Travaillant sous des conseils généraux et des DDASS, responsables des agences pour l'emploi et des bureaux communaux d'aide sociale, tous attendent avec impatience le second souffle d'un dispositif jusque-là considéré comme «en rodage».

«La création du RMI a secondé les cultures administratives en obligeant tous les acteurs locaux à travailler ensemble», s'est certes félicité M. Michel Thierry, directeur de l'action sociale. Et en dépit des multiples résistances rencontrées, aucun des participants de ces journées n'a remis en cause le bien-fondé de ce partenariat imposé à coups de circulaires. Tous les départements «ont toutefois pas progressé au même rythme, car le succès du RMI a été largement tributaire sur le terrain de la force de conviction de ses maîtres d'œuvre et surtout de la qualité des «ententes amiables» qui ont pu se nouer entre les acteurs. Autant de bonnes dispositions susceptibles de «s'effriter» avec le temps.

C'est pourquoi tous appellent désormais de leurs vœux une clarification des rôles du jeu et une remise à plat du rôle de chacun. Et les intervenants s'interrogent sur la véritable nature du dispositif RMI : s'agit-il, à l'usage, d'une véritable «volonté-bolai» des élus ou s'agit-il simplement d'une répartition des tâches entre les services de l'Etat, des collectivités locales, des départements, des communes, sans domiciles fixes, toxiques.

«Le contrôle d'insertion peut-il concerner tout le monde?» s'est

demandé une participante, en faisant allusion à la pierre angulaire du dispositif : la distribution de cette allocation à un engagement d'insertion de la part des bénéficiaires, contre lequel ne concourent aujourd'hui que 43 % des «RMistes». «N'y a-t-il pas un risque d'échec social à vouloir imposer à tous les acteurs d'insérer, sans pour autant avoir une professionnelle alors même que l'on sait que ce dernier ne débouche sur rien?» a observé un autre participant en évoquant le cas des personnes âgées écartées du minimum vieillesse.

Les zones d'ombre

Autant d'interrogations qui ont éclairé les zones d'ombre du RMI, conséquences d'une montée en charge éclair. Les acteurs reconnaissent volontiers ne pas toujours savoir comment traiter les cas qui se présentent ou tirer le meilleur parti de «l'ajout de mesures existantes», encore moins quelle attitude adopter face aux entreprises. Le «surrégime» auquel les travailleurs sociaux s'estiment de surcroît soumis ne leur a pas toujours permis non plus d'assurer aux «RMistes» un suivi de leur dossier : «Certains ont certes l'impression d'être contactés depuis la signature de leur contrat».

Les contraintes administratives ne facilitent pas la tâche des travailleurs sociaux, qui dénoncent la longueur des délais entre la signature d'un contrat et l'entrée effective dans le dispositif d'insertion : «Nous disposons de chartes où il nous faudrait des lignes régulières» s'est insurgée une assis-

tante sociale. «A partir du mois de septembre, je n'ai plus rien à proposer aux bénéficiaires, faute de souplesse budgétaire», soupire une autre.

D'une façon générale, les professionnels du RMI regrettent l'absence d'information et de formation dont ils s'estiment victimes. Manque d'information au point que ces deux journées de réflexion ont, pour nombre de participants, constitué la première occasion de se pencher sur le chemin parcouru et de comparer les expériences engrangées... Cet échange et la «capitalisation» qui en découle apparaissent d'autant plus nécessaires que les praticiens manquent de «références» en matière de politique «partenariale».

Dans cet esprit, la formation constitue un autre motif d'insatisfaction pour de nombreux travailleurs sociaux en manque d'outils et de méthodes pour engager un dialogue constructif tant avec les entreprises qu'avec les conseils généraux et les communes. «Comment remotiver des élus qui se sentent, au fil du temps, déstabilisés du RMI?» demandent notamment les travailleurs sociaux, qui ont vu les commissions locales d'insertion, chargées de valider les contrats des allocataires, se transformer en «chambres d'enregistrement ronronnantes». «En trois ans, note une chargée de mission, nous sommes retournés entre fonctionnaires et retraités : les élus et les représentants des chambres consulaires avaient disparu! C'est à croire que les élus ne sont plus conscients des enjeux du RMI...»

VALÉRIE DEJULIAC-BROLLE

EN BREF

■ États-Unis : le chômage atteint les 7 %. - Le taux de chômage a atteint la barre des 7 % aux États-Unis en juin, contre 6,9 % en mai, a annoncé vendredi 5 juillet le département du travail. Ce taux est le plus élevé depuis octobre 1986. Le nombre de chômeurs a augmenté de 105 000. L'économie américaine (hors secteur agricole) a supprimé 30 000 emplois contre une moyenne de 220 000 suppressions durant chacun des quatre premiers mois de l'année, mais contre une création de 59 000 emplois en mai. Cette perte d'emplois souligne les hésitations de la reprise américaine. Les experts estiment pourtant que cette reprise est maintenant commencée. - (AFP)

■ Federal Express commande 25 Airbus A300. - La compagnie américaine Federal Express, spécialisée dans la messagerie, a commandé 25 Airbus A300-600 cargo, et pourrait porter sa flotte à 75 exemplaires (25 commandes supplémentaires à reconformer et 25 options). Ces bi-réacteurs gros porteurs seront équipés de réacteurs General Electric CF6-80C2. Le montant de la transaction approcherait 2 milliards de dollars (12,4 milliards de francs).

■ Des paysans bloquent cinq camions de collecte de lait dans le Finistère. - Cinq camions de collecte de lait, détournés le 4 juillet dans des laiteries du Finistère, sont bloqués depuis jeudi par des agriculteurs de la Confédération paysanne. Ils réclament une augmentation du prix du lait d'au moins 10 centimes par litre ou encore de 20 centimes pour les 100 000 premiers litres livrés par les producteurs. «Faute d'un accord sur 10 centimes ou sur 20 centimes, nous ne relâcherons pas les camions et les dizaines de milliers de litres de lait seront perdus», a averti l'organisation syndicale bretonne qui envisage des actions similaires dans d'autres départements.

ment irresponsable» de prendre des engagements à terme mais il a précisé : «Nous sommes pour le maintien du groupe dans son périmètre actuel». Dynation, coté au second marché, est dénoté à 50 % et à parts égales par ses deux dirigeants-fondateurs. Dynation, fédération de quelque quarante-cinq entreprises notamment présentes dans la mécanique et le matériel électrique, a réalisé en 1990 un résultat net de 160 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 5,3 milliards de francs.

(Publié)

## ERRATUM

Dans l'édition du 4 daté 5 juillet 1991 il fallait lire, dans notre tableau boursier second marché, pour la valeur International Computer (IC), la cotation suivante : 162 au lieu de 102.

## Le «G7 de la banque»

La décision prise le 5 juillet par les autorités monétaires de sept pays de suspendre les activités et geler les avoirs de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) est sans précédent. Jamais encore la coopération internationale en matière bancaire n'avait fonctionné à si grande échelle. Outre les sept pays concernés, où la BCCI avait ses principales activités, plus de soixante autres, dans lesquels elle opérait, ont été avertis et instamment priés de collaborer avec ce «G7» un peu spécial.

Exceptionnelle, cette coopération internationale l'est à d'autres titres. Parce qu'elle a situé dans le monde de la banque, où le secret est habituellement force de loi, surtout lorsque se trouvent impliqués un pays comme la Suisse et des paradis fiscaux tels que le Luxembourg et les îles Caïman. Parce qu'elle concerne un établissement financier privé, de taille importante (20 milliards de dollars d'actifs, soit 120 milliards de francs), lui-même extrêmement secret et mystérieux, basé au Luxembourg, contrôlé par l'émirat d'Abou-Dhabi. Avec des clients aussi «voyants» que le général Noriega, ancien dictateur du Panama, ou plus «dissimulés» - le quotidien britannique The Financial Times évoque l'organisation palestinienne dirigée par Abou Nidal - la BCCI avait des liens avec des personnalités influentes du monde politique américain.

Cette coopération a sans doute été facilitée par la volonté affichée des principaux pays occidentaux de mener une action concertée contre le trafic de la drogue et le blanchiment des narcodollars. Les autorités britanniques n'ont pas voulu lier directement leur intervention à ces pratiques, mais la BCCI avait été reconnue coupable de ce crime aux États-Unis.

Les liaisons dangereuses de la BCCI expliquent le temps mis par les autorités monétaires internationales pour prendre leur décision. Car elle était depuis de nombreuses années contestée dans le milieu bancaire. Ses confrères n'entretenaient plus de relations commerciales importantes avec elle. Ainsi sa disparition ne devrait-elle pas entraîner de désastre dans le communauté financière. C'est d'ailleurs pour préserver les clients, les déposants, les actionnaires et les marchés (la BCCI était très active sur les marchés des changes) que la décision a été prise de manière concertée dans le plus grand secret. Et si la Banque d'Angleterre, qui pilote le groupe de coordination, ne voit aujourd'hui reprocher sa lenteur, elle a beau jeu de répondre que rien ne justifiait son intervention avant la remise du rapport de Price Waterhouse la semaine dernière.

CLAIRE BLANDIN

## L'Allemagne connaît son deuxième déficit commercial mensuel

Pour le deuxième mois consécutif, l'Allemagne, championne du monde des exportations, a connu un déficit mensuel de sa balance commerciale, l'industrie allemande ne parvenant pas à répondre au formidable appétit de consommation des Allemands de l'Est. L'Office fédéral des statistiques a annoncé, vendredi 5 juillet, un déficit de 0,8 milliard de DM (2,7 milliards de francs) pour le mois de mai, contre 1,4 milliard en avril. Il faut remonter à août et septembre 1985, pour retrouver deux mois de suite déficitaires.

Parallèlement, la balance des opérations courantes, qui, outre les échanges commerciaux, comptabilise les services et les transferts financiers, a vu son déficit se creuser en mai à -4 milliards de DM contre -2,6 en avril. En mai, les importations ont progressé de 19 % à 55,4 milliards de DM par rapport à mai 1990. Les exportations ont en revanche baissé de 7,4 % par rapport à mai 1990 pour atteindre 54,7 milliards.

Cette dégradation des échanges allemands devrait être de courte durée, selon la majorité des économistes, qui prévoient un retour aux excédents dès 1992.

■ Le gouvernement allemand veut réduire son déficit budgétaire de 166 milliards de deutschemarks en 1992. - Le projet de budget du ministre allemand des finances pour 1992 prévoit une réduction du déficit de 16,6 milliards deutschemarks à 49,8 milliards deutschemarks (170 milliards de francs), a annoncé vendredi 5 juillet le ministre allemand des Finances M. Theo Waigel. L'enveloppe totale des dépenses va progresser de 3 % à 422,4 milliards de deutschemarks contre 410,3 milliards prévus pour 1991. Le projet de budget doit être adopté en conseil des ministres mercredi 10 juillet. Les dépenses liées à l'unification de l'Allemagne augmenteront à 109 milliards de deutschemarks contre 93 milliards cette année. - (AFP)

REPROCHÉ ORIENT



## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 1<sup>er</sup> AU 5 JUILLET

## PARIS

## Un pessimisme exacerbé

**INDICE CAC 40**  
-1,37%

Pour la troisième fois consécutive, la tendance s'est très sensiblement alourdie cette semaine à la Bourse de Paris : depuis le 14 juin, les valeurs françaises se sont dépréciées de 7,6 %. Et ce n'est pas tout : la semaine dernière, le CAC 40 a même perdu 1,37 %.

Pourtant, le démarrage avait été très prometteur. Lundi, presque d'un bloc, le marché s'était redressé de 1,44 %. Il devait le lendemain reprendre la pratique d'un nouveau plongeon de 1,85 %. Jeudi, une reprise initiale, pourtant musclée (+1 %), a été rapidement courtée, et, dans la soirée, la séance s'achève sur un repli des cours (-0,58 %).

grâce des courants d'échanges, pour changer l'atmosphère toujours très lourde. Bref, d'un vendredi à l'autre, l'indice CAC 40 est encore descendu de 1,37 % pour s'établir à son plus bas niveau depuis le 21 février dernier.

Ainsi, après un mois de juin affligeant (-6,22 %), juillet commence bien mal rue Vivienne. Etonnante ? Pas vraiment. L'immense espoir d'une baisse des taux d'intérêt soulevé par la Banque du Japon en décidant d'assouplir les conditions de crédit n'a duré que ce que durent les roses. C'est désormais très clair : bien qu'asphyxiée par la rigueur budgétaire et les derniers tours de vis fiscaux, la France ne recevra pas, à court terme du moins, la bouffée d'oxygène que son état aurait pourtant nécessité.

La reprise ? Après les très sombres pronostics sur la situation économique dans l'Hexagone faite par l'ONU, puis l'OCDE, enfin le centre de prévision de l'Expansion, plus personne sous les lambris ne s'attend désormais à l'automne lancé par le gouvernement relève de la méthode Coué, attendant-on aux détours des piliers. Et pour

noir encore le tableau, beaucoup évoquent « le climat politique déstabilisant », qui empoisonne l'atmosphère. « La Bourse souffre de Cressonisme aigu », assurent avec un sourire innocent un gérant de portefeuille, en citant les résultats d'un récent sondage effectué par l'Expansion auprès d'un échantillon de chefs d'entreprise. Résultat de cette consultation : 55 % des patrons ne font pas confiance au premier ministre.

## Le rapport «Equinoxe»

Le pessimisme est en tout cas à ce point exacerbé que personne n'a prêté la moindre attention aux derniers signaux confirmant la sortie de récession aux Etats-Unis. En particulier, la remontée de 45,4 % à 50,9 % en juin de l'indice de l'Association des directeurs d'achats américains est apparue très encourageante. Et puis, phénomène nouveau, les assaillies de résistance, auxquels se joignent les « chartistes » pour annoncer la fin provisoire d'un mouvement, ne sont plus attentivement guettés.

Le marché a, il est vrai, touché le fond de la déprime avec la publication vendredi en exclus-

visé par les Echos d'extraits assez explosifs d'un rapport nommé «Equinoxe», rédigé par la Bourse par des personnalités de la place. D'après ce rapport, qui devrait être remis à M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, à la veille de l'ouverture du marché unique européen, le constat est «accablant» sur l'orientation de l'épargne, la manœuvre de papier disponible, la défaillance des intermédiaires et la perversité fiscale. Et les auteurs de conclure, que sans une deuxième étape de modernisation, pour laquelle ils plaident, le danger serait grand pour la Bourse de sombrer «dans une retraite sans gloire». Les anciens n'avaient-ils pas déjà tiré la sonnette d'alarme en affirmant haut et clair que la mission du marché avait été dévoyée ?

En tout cas, les professionnels sont nombreux à juger que ce rapport est «de la dynamite». A n'en pas douter, le grand argentier de la France, qui, de passage à Varsovie pour inaugurer la place polonaise toute neuve, vantait, dans une belle envolée lyrique, l'importance des marchés financiers, instruments modernes pour mobiliser l'épargne, ne devrait pas manquer de sujet de réflexion pour son week-end.

ANDRÉ DESSOT

## NEW-YORK

## Sauvé par le gong

INDICE DOW JONES

+0,88%

Quatre séances seulement cette semaine à Wall Street avec la fermeture du 4 juillet pour la célébration de l'Indépendance Day. Quatre séances aussi qui se sont soldées par une légère reprise des cours, la première depuis quinze jours. Mais il s'est tout de même fallu de peu que la grande Bourse américaine ne repique du nez.

Une fois encore, le chaud et le froid ont tour à tour soufflé autour du «Big Board», mettant les nerfs des investisseurs à rude épreuve. Tout avait remarquablement commencé avec l'annonce d'une baisse du taux d'escompte japonais de 0,5 point à 5,5 %, puis dans la foulée, de la remontée en flèche de l'indice de l'Association des directeurs d'achats, passé en juin à 50,9 % (45,4 % pour mai) pour la première fois depuis un an. A n'en pas douter, la preuve était adossée que les Etats-Unis étaient en train de sortir de la récession.

Malheureusement, plusieurs mauvaises nouvelles allaient ternir ce bel optimisme : la baisse des ventes de logements neufs pour mai (-3,3 %) ; l'aggravation du chômage pour juin dont le taux

atteint maintenant 7 % avec, en contrepoint la remontée des taux longs ; enfin, les prévisions assez pessimistes des analystes sur les résultats des entreprises pour le deuxième trimestre.

En définitive, le marché américain n'a pas trop mal réagi à ces statistiques pour le moins mitigées, mais de nombreuses ventes bénéficiaires ont néanmoins sérieusement amputé les gains initiaux.

Indice du 5 juillet : Dow Jones, 2 932,46 (c. 2 906,75).

	Cours 28 juin	Cours 5 juillet
Alcoa	67 1/2	67 3/8
AT&T	38 1/4	38 7/8
Boeing	45 3/4	44 5/8
Chase Man. Bank	16 1/4	17 3/8
Du Pont de Nemours	45 7/8	47 1/8
Eastman Kodak	38 3/8	39
Exxon	58 3/8	57 1/2
Ford	36	35 5/8
General Electric	74 1/8	73 3/4
General Motors	40 3/4	42 1/2
Goodyear	33 1/4	33 5/8
IBM	97 1/8	98 5/8
ITT	56 1/4	55 7/8
Mobil Oil	64 1/4	63 3/4
Pfizer	55 1/2	56
Schlumberger	58 7/8	56 1/4
Texasco	60 1/8	60 5/8
U.S. Steel	138 3/4	144 1/4
Union Carbide	20 3/8	20 1/4
Westinghouse	27 7/8	27
Xerox Corp.	54	53 7/8

## TOKYO

## Scandales (suite)

INDICE NIKKEI

-1,7%

Pour la troisième semaine consécutive, les valeurs ont poursuivi leur repli à la Bourse de Tokyo. L'indice Nikkei a terminé la semaine sous la barre de 22 000 points à 22 098,34, en baisse de 392,62 points par rapport à la semaine précédente. Il faut remonter six mois en arrière, plus précisément le 16 janvier pour retrouver des niveaux comparables. Le marché est resté très calme, les échanges quotidiens ne dépassant pas en moyenne les 22,4 millions de titres contre 25,2 millions la semaine précédente.

Le Nikkei avait pourtant bien commencé la semaine. La décision de la Banque centrale, lundi, de ramener son taux d'escompte de 6 % à 5,5 % eut un effet immédiat. L'indicateur japonais fit un bond de plus de 800 points. Cette hausse devait toutefois être la seule de la semaine.

Passée l'euphorie de lundi et en l'absence de conglomérats de cette baisse des taux, propre à stabiliser les marchés financiers des autres

grands pays industrialisés, l'attention des opérateurs japonais s'est de nouveau portée, pour le reste de la semaine, sur les scandales des maisons de titres qui affectent sérieusement le Kabuto-cho. La dernière conséquence connue est la décision prise par la ville de Kobe de suspendre ses contrats de gestion de fonds, tout achat d'obligations et ses autres transactions avec Nomura, Yamachi, Nikko et Daiwa. La durée de la suspension n'a pas encore été décidée mais elle sera de toute façon plus longue pour les maisons Nomura et Nikko, qui sont soupçonnées d'avoir des liens avec la pégre.

Indices du 5 juillet : Nikkei, 22 098,34 (c. 23 290,96) ; Topix, 1 783,23 (c. 1 819,01).

	Cours 28 juin	Cours 5 juillet
Akai	1 250	1 140
Bridgestone	1 010	1 010
Canon	1 530	1 530
Fuji Bank	2 560	2 460
Honda Motor	1 490	1 450
Matsushita Electric	1 670	1 670
Mitsubishi Heavy	702	703
Sony Corp.	6 300	6 300
Toyota Motor	1 650	1 640

## LONDRES

Raffermissement : +2,9%

Après deux semaines de baisse, la hausse a fait sa réapparition ces derniers jours à la Bourse de Londres. L'optimisme renouveau ne s'est pratiquement pas démenti et vendredi dans la soirée, l'indice «FT» des 100 valeurs enregistrait une avance de 2,9 %.

L'assouplissement des conditions de crédit au Japon a été le moteur du raffermissement. Il a en particulier relancé les rumeurs sur une prochaine détente des taux en Grande-Bretagne. Mais le dernier sondage politique, selon lequel le Parti conservateur compte peu à peu son retard sur les travaillistes, a également été considéré comme un élément encourageant.

Indices «FT» du 5 juillet : 100 valeurs, 2 484,7 (c. 2 414,8) ; 30 valeurs, 1 911,5 (c. 1 890,8) ; mines d'or, 216,6 (c. 206,9) ; Fonds d'Etat, 84,80 (c. 83,60).

	Cours 28 juin	Cours 5 juillet
Bovest	5,98	6,13
BP	3,27	3,37
Charter	4,60	4,40
Courtauld	4,07	3,43
De Beers	14 5/8	15 27/32
Glen	12,24	12,52
Glaxo	15,50	15,76
ICI	12,40	12,76
Renters	7,62	7,51
Shell	5,13	5,21
Unilever	7,39	7,66
Vickers	1,90	1,84

## FRANCFORT

Retour au calme : -0,21%

Le calme est revenu cette semaine à la Bourse de Francfort, très chahutée à la fin juin. Mais en même temps, l'activité a fortement diminué (-31 %), tandis que les valeurs allemandes ont généralement évolué dans des fourchettes de cours assez étroites.

Pour tout dire, aucun élément extérieur n'a vraiment eu de prise sur le marché, ni l'annonce d'une baisse des taux au Japon ni les bonnes statistiques économiques américaines, en core moins les mauvaises. Et après avoir fait la «cure» du parquet, la crise yougoslave est retombée dans les oubliettes. C'est tout juste si les opérateurs ont prêté quelque attention aux prévisions de la Dresdner Bank sur une possible accélération de la hausse des bénéfices industriels pour 1992 (+9 % en moyenne). Le volume global des transactions sur les huit places allemandes est tombé de 37,10 milliards de DM à 25,40 milliards.

Indices du 5 juillet : DAX, 1 618,91 (c. 1 622,18) ; Commerzbank, 1 925,5 (c. 1 923,20).

	Cours 28 juin	Cours 5 juillet
AEG	197	196
BASF	233,40	238,30
Bayer	267,20	272
Commerzbank	243	236,70
Deutschebank	629,90	614
Hochtief	234,30	239
Karstadt	635	628,50
Manhessen	280	281,50
Siemens	635,50	651
Volkswagen	389,50	376,50

## Banques, assurances, sociétés d'investissement

	5-7-91	Diff.
AGF	489	+ 6
AXA (ex-Cie Mid)	865	+ 121
Bell Economie	125	+ 4,80
Banque Paribas	462,50	+ 17,50
Cedem	664	+ 18
CCF	143	+ 3
CFI	1 095	+ 10
CFP	364	+ 2
Chargers	735	inch.
CPR	241	+ 13
Eurofrance	1 665	+ 4
GAN	1 970	+ 120
Hélin (L)	581	+ 9
Locafin	490,10	+ 14,90
Locindus (1)	724	+ 12
Midland Bank	83	+ 0,20
OPF	1 699	+ 26
Paribas	412,20	+ 14,30
Schneider	650	+ 7
Société générale	402,50	+ 11,40
Sovac	630	+ 10
Suez (ex Fin.) (2)	336,40	+ 2,10
UAP (4)	499,20	+ 14,80
UCB	131,30	+ 0,90

(1) Coupon de 70 F.  
(2) Coupon de 7,80 F.  
(3) Coupon de 13 F.  
(4) Coupon de 11 F.

## Valeurs diverses

	5-7-91	Diff.
Accor	763	+ 1
Air liquide	636	+ 10
Arjomari	2 053	+ 62
Bic	700	+ 9
Bis (1)	321	+ 14
CGIP	957	+ 23
Club Méd. (2)	427	+ 25,50
Esilor (3)	335,90	+ 5,50
EuroDisney	117,30	+ 0,20
Europe 1	1 040	+ 25
Eurotunnel	44,50	+ 0,25
Groupe Cite	563	+ 22
Hachette	171,10	+ 4,90
Heves	449	+ 18
Marine Wende	292	+ 13
Navigation marse.	1 185	+ 53
Nord-Est	120,10	+ 3,90
L'Oréal	566	+ 9
Saint-Gobain	422,30	+ 4,70
Sanofi	811	+ 46
Southern Châtillon (4)	232	inch.
Skis Rossignol	630	inch.

(1) Coupon de 8 F.  
(2) Coupon de 10 F.  
(3) Coupon de 8,60 F.  
(4) Coupon de 8 F.

## Métallurgie, construction mécanique

	5-7-91	Diff.
Alpi	375,10	+ 3
De Dietrich (1)	1 324	+ 32
Fives-Lille	248	+ 2
Penhoët	480	+ 1
Peugeot (2)	550	+ 1
SACEM (3)	1 658	+ 2
Stralfr, Fécot	877	+ 18
Valco	475	+ 15
Vallourec	306	+ 2

(1) Coupon de 40 F.  
(2) Coupon de 16 F.  
(3) Coupon de 30 F.

## Mines, caoutchouc

	5-7-91	Diff.
Géophysique	744	+ 2
Imetal (1)	285	+ 11
Métaleurop	99	+ 0,10
Michelin	95,50	+ 3,25
RIZ	56,55	+ 1,65
ZCI	1,82	+ 0,02

(1) Coupon de 9 F.

## Matériel électrique

	5-7-91	Diff.
Alcatel-Alsthom (1)	540	+ 9,50
Générale des Eaux	2 365	+ 93
Intertek	1 860	+ 15
Labinal (2)	770	+ 11,50
Legrand	3 483	+ 36
Lyon, des Eaux (3)	528	+ 1
Matra (4)	200,50	+ 6,50
Merlin-Gerier	478	+ 2
MOA	141,50	+ 5,50
Montabert	468,10	+ 2,10
SEB	1 486	+ 39
Sest-Avonique (4)	448	+ 2
Thomson-CSF	134	+ 0,80
TRM	612	+ 13
ITT (2)	347,60	+ 2,20
Schlumberger (7)	355	+ 11,40
Siemens	2 202	+ 46

(1) Coupon de 12,50 F.  
(2) Coupon de 2,20 F.  
(3) Coupon de 10 F.  
(4) Coupon de 7 F.  
(5) Coupon de 21,50 F.  
(6) Coupon de 8 F.  
(7) Coupon de 1,80 F.

## Filatures, textiles, magasins

	5-7-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 145	+ 20
BHV	660	+ 10
Danart	1 980	+ 60
DMC	350	inch.
Gal. Lafayette (3)	1 610	+ 8
Printemps (1)	712	+ 8
La Redoute (2)	3 855	+ 42
SCOA	26,60	+ 1,20

(1) Coupon de 15 F.  
(2) Coupon de 77 F.  
(3) Coupon de 11 F.

## Alimentation

	5-7-91	Diff.
Béglin-Say	566	+ 19
Bougain	2 248	+ 77
BSN	855	+ 24
Carrefour	1 877	+ 44
Casino G. Per.	1 20,50	+ 4,50
Euronorm	4 470	+ 1
Guyenne-Gasc. (1)	715	+ 7
LVMH	4 016	+ 64
Oxid. (Cie) (2)	715	+ 13
Chippart	2 333,60	+ 6,40
Pernod-Ricard	1 137	+ 59
Promodis	2 230	+ 69
Saint-Louis (3)	1 376	+ 26
Sources Ferris	1 405	+ 14
Nestlé	33 380	+ 170

(1) Coupon de 16 F.  
(2) Coupon de 27 F.  
(3) Coupon de 30 F.

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hauss %	Valeurs	Baiss %
Min. Ségur	+8	CICA	-4,5
SADE	+6,2	Imetec	-10,4
CCM	+5,6	Métropole	-10,4
Econ.	+5,4	CGI Informat.	-9,1
Groupe Cite	+5,4	GTM Extraparc	-9,1
Pernod-Ricard	+4,6	Bellin	-8,3
Sagepax	+4,3	Cricot	-6,6
Via Banque	+4,2	DUP	-6,5
Vallorec	+3,7	Club Méditerranée	-5,9
GAN	+3,7	SCOA	-5,9
COP	+3,5	UIS	-5,6
Am. Entreprises	+3,4	Sagat	-5,5
Alcatel-Alsthom	+3,4	Sanofi	-5,4
Valco	+3,3	SPR	-5

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentages du 5 juillet 1991

Nombre de contrats : 71 976

COURS	ÉCHÉANCES			
	juin 91	sept. 91	déc. 91	mars 92
Premier	-	104,62	104,62	104,56
+ haut	-	104,68	104,66	104,56
+ bas	-	104,30	104,42	104,56
Dernier	-	104,44	104,46	104,56
Compensation	-	104,44	104,44	104,38

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	28-6-91	1-7-91	2-7-91	3-7-91	4-7-91
RM	2 909 528	2 485 073	2 123 464	2 431 366	2 623 706
Comptant	17 156 975	14 236 209	6 256 110	7 087 018	6 482 905
R. et obl.	1 225 852	235 239	110 266	110 121	2 121 613
ACTIONS	21 292 355	16 956 521	8 489 840	9 628 505	9 228 224

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	1-7-91	2-7-91	3-7-91	4-7-91	5-7-91
Général	468	468,5	462,4	460,6	457,8

# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Deux emprunts subordonnés : un français et un allemand

Pour accroître leurs fonds propres - ce qui leur est nécessaire si elles souhaitent augmenter leur activité - les banques peuvent émettre des emprunts qui, dans la hiérarchie de leurs dettes, se situent à un rang inférieur à leurs opérations habituelles. Ces emprunts subordonnés, à condition qu'ils répondent à des critères bien précis, codifiés par les autorités, sont considérés, dans une certaine mesure, comme du quasi-capital. Les règles diffèrent selon les pays, mais depuis quelques années on se soucie vivement de les accorder sur le plan international.

Dans l'Europe des Douze, le conseil de la Communauté européenne a édicté une directive en ce sens en 1989. Les États membres ont jusqu'à 1993 pour s'y conformer. Les dispositions communautaires apparaissent à certains très contraignantes. D'autres, au contraire, y voient des allègements notables par rapport à la situation qu'ils connaissent jusqu'alors. Plusieurs banques allemandes découvrent avec intérêt les possibilités offertes par les emprunts subordonnés remboursables. Cette solution ne leur est pas familière alors qu'elle l'est, par exemple, aux établissements financiers français, qui y ont fréquemment recours, tant sur le marché national que sur les marchés étrangers.

C'est ainsi que l'une des plus puissantes banques d'outre-Rhin, la Commerzbank, vient de lancer son premier emprunt obligataire subordonné en francs suisses. La transaction porte sur 150 millions et sa durée est de dix ans. Elle a été fort bien accueillie, presque aussi bien qu'une émission comparable lancée quelques semaines auparavant pour le compte du Crédit commercial de France (CCF) à un moment où la conjoncture était plus favorable. La cote des deux opérations, situées, vendredi matin 5 juillet,

leur rendement pratiquement au même niveau, à 6,96 % pour la française et à 6,98 % pour l'allemande.

Or, ce même jour, était publiée une notice d'introduction en Bourse concernant les titres Commerzbank, que les spécialistes ont lue avec leur minutie habituelle. Il y est spécifié qu'en aucun cas les créanciers ne pourront exiger l'exécution de la dette avant l'échéance de l'emprunt. Cela est tout à fait conforme aux recommandations communautaires selon lesquelles un emprunt subordonné s'il doit servir à renforcer les fonds propres, ne peut pas risquer de faire l'objet d'un remboursement anticipé. Tant du côté du débiteur que du chef de file de l'opération, la Société de banque suisse, on souligne qu'une telle possibilité serait incompatible avec le but poursuivi. Il faut pouvoir tabler sur une durée donnée au départ quoi qu'il arrive.

#### La Commerzbank plus inflexible que le CCF

D'accord, ce sont toutefois pas de cet avis. Alléguant les modalités de l'emprunt du Crédit commercial de France, ils estiment que, dans certains cas extrêmes, si l'emprunteur manquait à ses engagements, - si par exemple il cessait de payer les intérêts à la date prévue - on devrait être en mesure d'exiger à très bref délai le remboursement immédiat du principal. Cette éventualité est envisagée en ce qui concerne l'emprunt français; elle est absolument exclue pour ce qui est de la transaction allemande.

Cette différence entre les modalités des deux emprunts a beaucoup préoccupé les esprits. La période de souscription des obligations Commerzbank, qui aurait dû s'achever le 4 juillet, a en conséquence été prolongée jusqu'au 10. Certains prétendent que, parce

qu'elle se montre plus inflexible que le Crédit commercial de France, la Commerzbank devrait offrir une rémunération supérieure. Cela, disent-ils, pourrait remettre en cause plusieurs projets d'emprunts subordonnés pour le compte d'autres banques allemandes. Mais nombreux sont aussi ceux qui ne voient, dans toute cette affaire, que des arguments qui ne mènent à rien. Les partisans de l'emprunt de la Commerzbank sous sa forme actuelle ont beau jeu de rappeler que les banques suisses, lorsqu'elles émettent des emprunts subordonnés pour elles-mêmes - ce qu'elles font régulièrement depuis des années - ne prévoient aucune hypothèse de remboursement anticipé du principal. Quoi de plus naturel qu'un établissement étranger de premier plan qui émet un emprunt d'un type nouveau pour lui se conforme aux usages locaux?

La matière peut paraître bien aride et tout à fait théorique. Il convient cependant de l'évoquer car la façon dont les banques peuvent se procurer des fonds propres autrement que par l'émission d'actions est un des grands sujets d'actualité du marché international des capitaux, et tout indique qu'il le demeurera longtemps encore. En outre, les controverses suscitées par la comparaison des transactions du Crédit commercial et de la Commerzbank ont le mérite de rappeler que de toute manière, par définition, un emprunt subordonné n'est pas d'aussi bonne qualité qu'un emprunt normal. Il faut, en conséquence, qu'il rapporte davantage. C'est le cas maintenant sur presque tous les marchés du monde. Mais naguère certains ont peut-être trop profité du manque de discernement de nombreux souscripteurs, peu au fait des données techniques, et pour qui un emprunt subordonné en valait bien un autre, qui n'est pas.

CHRISTOPHE VETTER

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le poids de l'Amérique

LIMA  
de notre correspondant

La Southern Peru Copper Corporation (SPCC), filiale de la SARCO, a enregistré des pertes de 6 millions de dollars (37 millions de francs) pour le premier trimestre. Cette annonce a semé l'inquiétude dans le milieu des affaires, car l'entreprise américaine, installée depuis trente-six ans au Pérou, exporte 75 % du cuivre péruvien et 36 % des minerais, soit 16 % du total des exportations du pays.

Elle était d'ailleurs en tête des entreprises classées suivant l'importance de leurs profits. Numéro un en 1989 avec 127 millions de dollars de bénéfices, elle était encore troisième en 1990.

Apparemment cette crise est due essentiellement aux fortes majorations des minis publics. En effet, le nouveau gouvernement a augmenté de 3 000 à 1 000 % respectivement les prix du pétrole et de l'électricité, le 8 août 1990, et de nouveaux réajustements ont eu lieu à partir de décembre.

Néanmoins, le modèle économique d'inspiration libérale adopté par le président Fujimori mise sur les exportations de matières premières. Pour ce favoriser l'essor, le gouvernement a

pris plusieurs mesures, notamment la baisse des barrières douanières qui permet d'acquiescer à meilleur prix des biens d'équipement, l'unification des taux de change, la libre circulation des capitaux et l'assouplissement de la législation du travail.

Cependant, les exportateurs réclament un taux de change plus favorable encore (près du double), ce qui est impossible, car le flux des «cocaillons» gonfle artificiellement la valeur de la monnaie locale.

Les «difficultés» de la Southern étaient prévisibles. Son principal gisement à ciel ouvert, le gigantesque cratère de Toquepala, commence à s'épuiser. Bien qu'elle ait réalisé des profits de 360 millions de dollars contre 195 en 1990, elle a en conséquence une conjoncture favorable due à la hausse des prix du cuivre sur le marché à partir de 1987. La SPCC n'a effectué aucun investissement productif dans sa mine, si bien que la production de cuivre a baissé de 20 % l'année dernière, un seul de ses quatre bassins-formeurs étant d'ailleurs en état de fonctionner.

#### Passer l'éponge

Certes, les mesures prises par le précédent gouvernement social-démocrate (tentative d'étatisation du système financier, contrôle des changes, processus de régionalisation) avaient provoqué une méfiance légitime des investisseurs d'autant plus que ce secteur doit aussi affronter les problèmes posés par le terrorisme (attentats, sabotages, extorsions de fonds ou coupures de courant ayant pour conséquence la paralysie de la production...).

D'après la Société nationale des mines, les pertes - directes ou indirectes - subies en dix ans de lutte armée sont supérieures à 3 milliards de dollars.

La SPCC avait des raisons supplémentaires pour se lancer dans cette «grève» des investissements, étant en litige à double titre avec l'État. D'une part, la Banque centrale de réserves lui a imposé un procès pour avoir répudié 55 millions de dollars de profits indus au début des années 80, ce qui porterait aujourd'hui sa dette à 180 millions de dollars compte tenu des dommages et intérêts. D'autre

part, de graves dégâts à l'environnement, dans la région de Toquepala, ont été constatés par le contrôleur général de la République.

C'est pourquoi la compagnie américaine a préféré diversifier ses placements, notamment en se portant acquéreur d'actions de Buenaventura, la plus grande compagnie de mines d'argent du pays dont elle détient aujourd'hui 33 % des actions (le français BRGM, Bureau des recherches géologiques et minières, en détenait 12,7 %).

Parallèlement, l'entreprise publique Centromin cherche à se défaire de cette mine, prétendant pleine d'avenir, dont elle était le deuxième actionnaire, amorçant ainsi sa privatisation en vendant ses actions les plus cotes.

Depuis que M. Fujimori a pris le pouvoir, les investisseurs reviennent très favorablement pour l'investissement des capitaux étrangers. La SPCC pourrait être la première entreprise à bénéficier de cette nouvelle politique économique. L'implacable critique de la Southern, l'ex-député socialiste Fernando Sanchez Alvarado, qui qualifiait la SPCC de «symbole de la domination transnationale au Pérou», est aujourd'hui ministre de l'Énergie et des mines. Il est désormais d'avis de passer l'éponge sur les litiges en question.

En contrepartie, la compagnie américaine fait miroiter un possible investissement de 200 millions de dollars sans doute pour exploiter le gisement de cuivre de Quelavaco.

Il faut dire aussi que le climat social est propice au retour des capitaux étrangers. L'ordre de grève générale dans les mines, lancé à la mi-juin, a été un échec complet.

La vague de lock-out de plusieurs mines (23 entreprises de la moyenne mine ont fermé leurs portes depuis le début de l'année, ce qui représente 6 % des exportations du secteur, principalement argent et cuivre) a entraîné la mise au chômage de 11 % des mineurs.

Cela, lié à l'assouplissement de la législation du travail, a fait perdre aux mineurs leur légendaire combativité.

NICOLE BONNET

## DEVISES ET OR

### A dollar fort, mark faible

Le dollar se porte bien, même trop bien au gré de la Banque fédérale d'Allemagne, qui le voit, petit à petit, monter vers les 190 DM, cours supposé être le sommet de sa bande de fluctuation qu'aurait théoriquement déterminée le groupe des Sept. Cette semaine, en tout cas, le cours de la devise américaine s'est élevé à son plus haut niveau par rapport au mark depuis le 21 novembre 1989, atteignant, vendredi matin, 184 DM à Francfort, avant de revenir à 182,50 DM.

A Paris, le billet vert a valu 6,24 francs puis est retombé à un peu plus de 6,18 francs à la veille du week-end. Une vague recouvrant l'autre, le dollar a ainsi dépassé les 1,82 DM et les 6,20 francs atteints le 20 mai dernier. Et surtout franchi, un moment, le seuil de 1,83 DM, considéré comme un point de passage important par les spécialistes en graphiques. Les signes de reprise de

l'économie américaine se multiplient. Ainsi les commandes à l'industrie ont-elles augmenté de 2,9 % en mai après 2,1 % en avril et un recul de 2,9 % en mars. Cette hausse est la plus importante depuis mars 1990 et supérieure aux prévisions (2,1 %). En revanche, les chiffres sur le chômage, très attendus pour la fin de la semaine, ont été un peu décevant : diminution de 50 000 emplois en juin, mais révision en hausse des créations d'emplois les deux mois précédents. Déconcentrés, les marchés de changes ont vu du dollar.

Le mark a souffert des événements de Yougoslavie, de la progression de l'inflation et des rumeurs de rétablissement de la retenue à la source sur les revenus du capital, démenties pourtant par le chancelier Kohl.

Le franc a poursuivi son léger raffermissement amorcé la semaine dernière. Quant à la queue du Système monétaire européen, désormais occu-

pée par la couronne danoise, et s'élevant à 0,6 % au-dessus, son écart avec la peseta, toujours en tête du SME, a été ramené de plus de 6 % les semaines précédentes à 5 % environ, de sorte que la Banque de France n'a plus à intervenir pour défendre sa monnaie.

Comme le cours du mark à Paris est revenu en dessous de 3,39 francs à 3,3875 francs, l'Institut d'émission a récupéré un peu de marge de manœuvre pour, le cas échéant, abaisser à nouveau ses taux directeurs. A condition, bien entendu, que la Bundesbank ne prenne pas une décision en sens inverse : rarement les intérêts des deux pays auront été aussi opposés.

F. R.

## COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 1<sup>er</sup> AU 5 JUILLET 1991

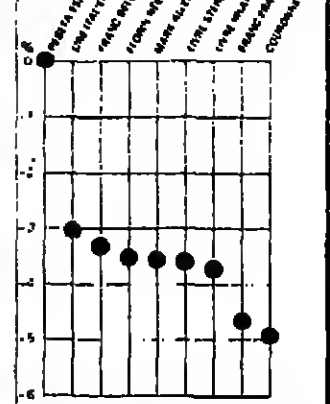
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Libra	8 E.U.	Franc français	Franc suisse	Danmark	Franc belge	Flarin	Lira italienne
New-York	141,20	-	16,1082	63,3312	54,68	2,6574	48,4966	0,07356
Paris	142,30	-	16,2052	64,2888	55,2486	2,6545	49,6677	0,07429
Bruxelles	140,875	2,888	-	33,1049	33,83	16,4974	30,846	1,584
Zurich	9,538	6,1138	-	34,27	33,83	16,4644	30,83	1,584
Frankfurt	2,5453	1,5790	25,4349	-	86,3134	4,1961	76,5761	1,1584
Bruxelles	2,5465	1,5855	25,3621	-	85,8392	4,1758	76,3248	1,1584
Frankfurt	2,5453	1,5790	25,4349	-	86,3134	4,1961	76,5761	1,1584
Bruxelles	2,5465	1,5855	25,3621	-	85,8392	4,1758	76,3248	1,1584
Amsterdam	2,5453	1,5790	25,4349	-	86,3134	4,1961	76,5761	1,1584
Milan	2,5465	1,5855	25,3621	-	85,8392	4,1758	76,3248	1,1584
Tokyo	2,5453	1,5790	25,4349	-	86,3134	4,1961	76,5761	1,1584

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 5 juillet : 4,4790 F contre 4,4538 F le vendredi 28 juin.

## SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

Après les échanges de chaque monnaie par rapport à la lire turque



Taux calculés par rapport aux cours actuels de la Banque de France

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### La peur de la Bundesbank

Le mauvais vent d'Est qui avait soufflé sur le marché des changes à la fin de la semaine dernière a continué à refroidir les marchés. En Allemagne, le climat se dégrade sérieusement. Tout d'abord, le loyer de l'argent au jour le jour demeure élevé, tout juste en dessous de 9 %. Ce phénomène est d'autant plus inquiétant que la demande de liquidités a dû alimenter le marché domestique, c'est-à-dire les banques, à 8,80 % sur un mois et 8,90 % sur deux mois, tout près de son taux Lombard (avances sur titres) qui, à 11 juillet, se situe à nouveau sur un plateau non seulement à ne pas dépasser mais aussi à ne pas approcher. Ce qui se produit actuellement.

Aussi les opérateurs redoutent-ils de plus en plus que la Bundesbank, à l'issue de son dernier conseil de l'été, le 11 juillet, ne revienne à nouveau ses taux directeurs. Nombre d'entre-eux toutefois pensent qu'elle n'en fera rien, toute action en ce sens n'étant guère susceptible de réduire l'inflation, dont le rythme va passer à 4 %, après les relèvements d'impôts en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet. Pour eux, la Banque centrale pourrait se satisfaire du ralentissement de l'expansion déjà amorcé et consacrer ses efforts plutôt à persuader les partenaires sociaux de plafonner à 5 % et même moins les augmentations de salaires.

Une autre école, enfin, considère qu'aucun relèvement de taux directeurs ne saurait se produire avant le remplacement à la présidence de la Bundesbank de M. Poehl par M. Schlesinger, qui ce profiterait pour réaffirmer ainsi son orthodoxie. Mais en a-t-il besoin? En tout cas, les rendements des emprunts d'État allemands, le Bund 10 ans notamment, se sont élevés à près de 8,60 %, mauvais signe.

En dehors de l'Europe, l'événement a été l'abaissement du taux d'escompte de la Banque du Japon, ramené à 5,5 % contre 6 %, taux en vigueur depuis le 30 août 1990. Son effet a été très limité : on attendait plutôt à l'autonomie, mais il était anticipé depuis plusieurs mois.

A Paris, l'influence allemande a déprimé à nouveau le marché, après une timide reprise due à l'anticipation de la situation du franc (voir en rubrique «risques et or»). Les cours de l'échéance septembre sur le MATIF, revenus de 105 à 104,30, remontaient fugitivement à 105,10 pour retomber à 104,35 à la veille du week-end, tandis que le rendement de l'OAT 10 ans, tombé un moment à 9,06 %, se redressait à 9,25 %, soit un écart de 0,65 % avec le Bund 10 ans.

La hausse du dollar par rapport au

mark fait craindre, en effet, un durcissement de sa posture par la Bundesbank. La Banque de France, quant à elle, a alimenté, sans surprise, le marché au taux inchangé de 9 %, représentant même 3,8 milliards de francs, ce qui a déprimé les opérateurs : certains se hâtaient bien témérairement à tabler sur un abaissement des taux directeurs de la banque.

Sur le marché obligataire de Paris, l'atmosphère est toujours morose, pour les raisons évoquées précédemment, avec de timides et fugitives embellies, comme celle qui a permis à l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor de se terminer sans trop de dommages, en dépit d'une hausse des rendements : 9,12 % contre 9,02 % en juin pour l'OAT 9,50 % janvier 2001 et 9,22 % contre 8,88 % en mai pour l'OAT 8,50 % 2019, le tout pour 7,35 milliards de francs. Les spéculations en valeurs du Trésor (SVT) qui ont, pratiquement, soulevé la plus grande partie des titres adjugés, sont une fois de plus de la revue, car, en fin de semaine, comme on l'a vu, les cours du MATIF se situent en dessous des rendements de l'adjudication. Quelques ébranlements se sont toutefois observés, ceux-là mêmes qui avaient revendu en mai-juin, après avoir acheté en début d'année, lorsque les cours du MATIF étaient à 100 : à 104,50, ils peuvent espérer bien se placer pour la rentrée, si la Bundesbank ne fait pas des siennes.

#### Le MATIF se porte très bien

Les autres émissions ont été, finalement, bien accueillies, compte tenu du climat. La RATP a levé assez aisément, sous la houlette de Paribas, 1,6 milliard de francs à 9,30 % nominal, 9,53 % réel, emprunt assimilable à la nouvelle souche 9,30 % 2001 créée par l'offre d'échange lancée récemment (le Monde du 6 juin-1<sup>er</sup> juillet). Cette offre a reçu un accueil tout à fait exceptionnel puisqu'à la veille du week-end on évaluait à 3 milliards de francs environ les titres présentés sur 4,4 milliards de francs demandés, soit un pourcentage de 65 % à 70 % encore jamais atteint pour une opération de ce genre, la cinquième en quelques mois. Ce sont les investisseurs institutionnels qui ont fourni plus de 4,5 milliards de francs avec le nouvel emprunt. C'est la rentrée en grâce de la RATP, dont les émissions, dans le passé, souffraient un peu sur le marché secondaire.

Le GOBTP (travaux publics et bâtiment) a, très facilement, obtenu 550 millions de francs : il est vrai que le coupon offert, 9,65 % nominal et 9,88 % réel, est somptueux, dépassant même 10 % pour les investisseurs avec la ristourne sur commission de placement. Le Crédit lyonnais, enfin, a emprunté 750 millions de francs à 9,60 %, plus 300 millions de francs de TSR à

9,65 %, destinés à son réseau. Pour ces semaines qui finissent le calendrier des changes : Banque Européenne d'investissements, CRH, Compagnie bancaire et Crédit foncier.

Le MATIF (marché à terme international de France) se porte très bien : l'activité a augmenté de 25 % au premier semestre 1991 par rapport au premier semestre 1990, avec 18,14 millions de contrats échangés, grâce à la guerre du Golfe qui a soutenu le marché au premier trimestre, et à la forte volatilité des changes et des taux ensuite. Du coup, le MATIF, qui, à la fin de l'an dernier, avait cédé au LIFFE de Londres, la première place, la reprend à la fin juin 1991. A la fin de 1990, le Chicago Board of Trade (CBOT) tenait 40,1 % du marché mondial, le Chicago Mercantile Exchange (CME) 30,7 %, le LIFFE 10,8 %, le MATIF 10,1 %, le marché de Tokyo 4,87 % et celui de Sydney 3,16 %.

A Paris, le contrat ECU long terme progresse très fortement (+366 %) au premier semestre 1991, avec plus de 2 000 lots par jour : lancé à l'automne dernier, le contrat est en compétition directe avec celui du LIFFE, qui date de mars dernier. Selon M. Minowadell, le contrat ECU du MATIF a pris une belle avance («la liquidité est à Paris») et pourrait devenir l'instrument de référence dans une Europe à monnaie commune, supplantant les marchés à terme de l'OAT, du Bund et du LIFFE. En revanche, le contrat Bundesbank du MATIF est et reste un «bide» : le marché se maintient à Londres. Le contrat Pibor trois mois, enfin, a progressé de plus de 25 % au premier semestre 1991.

Une nouveauté : le 5 septembre sera lancé, à Paris, un contrat à terme sur bons du Trésor italiens, sur un gisement de l'équivalent de 200 milliards de francs, juste avant le lancement d'un contrat similaire à Londres. Autre innovation : un contrat à terme apparaîtra à l'automne 1991, basé sur l'indice boursier EUROTOP 100 (100 valeurs cotées dans neuf pays européens). Ce contrat, coté en euros, devrait constituer l'un des produits les plus attractifs pour les investisseurs japonais et européens, qui achètent l'Europe. Il va entrer en concurrence, naturellement, avec le contrat EUROTRACK 200 du LIFFE, coté en marks, basé, lui aussi, sur des valeurs européennes, britanniques exceptées.

Enfin, un contrat à terme sur les bles meuniers européens est à l'étude, en liaison avec l'assouplissement de la politique agricole communautaire. C'est un projet très ambitieux, très révolutionnaire, qui pose des problèmes en profondeur, examinés actuellement par les syndicats de producteurs, les coopératives, les négociants, les courtiers et les organismes publics, l'ONIC notamment.

FRANÇOIS RENARD

PRODUITS	COURS DU 5-7
Café h. g. (Londres) Trois mois	1 417 (+ 13) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 359 (+ 3) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	8 775 (+ 36) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Août	318 (+ 2) Dollars/tonne
Café (Londres) Septembre	556 (+ 5) Livres/tonne
Cacao (New-York) Clôture	- (-) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Septembre	368,75 (+ 5,25) Cent/bushel
Mais (Chicago) Septembre	225,25 (+ 1,5) Cent/bushel
Soy (Chicago) Juillet	162,70 (+ 0,3) Dollars/liv. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une session sur l'autre



La réunion du comité directeur du PS

## M. Mauroy met en garde les socialistes contre tout dérapage à propos de l'immigration

La réunion du comité directeur du Parti socialiste qui s'est ouverte samedi 6 juillet avait abouti à un vote de chacun de ses membres sur le « contrat » proposé aux courants par M. Pierre Mauroy et comportant, principalement, la convocation d'un congrès extraordinaire en décembre prochain, le congrès ordinaire étant reporté au lendemain des élections législatives de 1993. La première secrétaire a mis en garde les socialistes contre la tentation de s'abandonner au mouvement d'opinion contre les immigrés.

Les membres du comité directeur du PS devaient être reçus à l'hôtel Matignon par M. Edith Cresson, samedi, à l'heure du déjeuner. Le premier ministre, qui s'est présenté comme « une militante » du Parti

socialiste, devait approuver l'accord entre les principaux courants pour la convocation d'un congrès extraordinaire les 13, 14 et 15 décembre prochain, en déclarant : « Vous dites : halte aux divisions ! Franchement, cela me convient. » M. Cresson avait prévu d'observer que « pour un gouvernement sans majorité le sien n'a pas trop mal passé la fin de la session parlementaire (1) ».

M. Cresson, qui n'envisage pas de vacances pour le gouvernement, compte que les socialistes seront comme les ministres et comme elle-même, « sur le terrain ». Affirmant pour principe que « notre Etat, c'est l'Etat de droit, où doit régner l'ordre républicain », elle entend se tenir à cette ligne de conduite dans le traitement des problèmes de l'immigration et de banlieues. Elle devait confirmer, d'autre part, des choix budgétaires « rigoureux », avant d'inviter les socialistes à engager toutes leurs forces dans la « course de demi-fond » qu'ils doivent accomplir d'ici à 1993, en observant que ces courses « sont plus difficiles », mais qu'ils peuvent « gagner ».

« M. Chirac a vendu son âme au diable »

A l'ouverture de la réunion du comité directeur, M. André Billardon, numéro deux du PS, proche de M. Laurent Fabius, avait souligné que M. Cresson et son gouvernement doivent pouvoir « s'appuyer sur un Parti socialiste apaisé, rassemblé et renoué ». « Aujourd'hui, a-t-il dit, un accord dynamique est possible. [...] L'occasion du salutaire nous est fournie par le « projet » : nous ne pouvons la laisser passer. »

Le dispositif retenu (congrès extraordinaire sans enjeu de pouvoir) a été expliqué par M. Mauroy dans les discours qu'il a prononcé à

la fin de la matinée. « Certains, a-t-il dit, considèrent qu'il n'est pas d'intérêt du parti, avant les élections régionales, de tenir un congrès ordinaire, qui comporte, certes, des risques de dérapage. La conjoncture politique [...] plaide aussi dans ce sens. Je ne suis rendu à ces arguments en acceptant le principe d'un congrès extraordinaire sur le « projet ».

Le premier secrétaire a souligné, cependant, que les socialistes ne sont plus, selon lui, dans la situation qui était la leur après le congrès de Rennes, en mars 1990, « à la recherche d'une synthèse permettant d'équilibrer les tensions au sein du parti ». « On se rend très vite compte des limites d'un tel équilibre », a-t-il observé, en affirmant que le futur « projet » socialiste « mérite autre chose qu'un compromis entre des courants » et que le soutien au président de la République et au gouvernement « exige l'élan du dynamisme retrouvé ».

Evoquant le « rejet de la politique » qui s'exprime dans la société française et la pression de l'extrême droite sur la question de l'immigration, M. Mauroy a affirmé que « la droite est partie trop tôt et trop fort » et que « M. Jacques Chirac a vendu son âme au diable ». Cependant, il a aussi mis en garde les socialistes contre toute tentation de ce genre, en déclarant : « Il est bien vrai qu'il y a un climat d'inquiétude ; il est bien vrai que les émigrés, étrangers ou français, servent de boucs émissaires commodes. Il est vrai, aussi, que si les socialistes s'abandonnaient à ce mouvement d'opinion ils per-

draient tout : et les élections, et leur honneur ! »

S'il juge « nécessaire d'établir pour faire face au problème de l'immigration clandestine » en réprimant les activités des « passeurs », en rendant « plus efficaces les contrôles d'identité » et en vérifiant « les inscriptions trop automatiques aux régimes sociaux », M. Mauroy a fait allusion à l'hypothèse d'un « charter d'immigrés illégaux » en déclarant : « De grâce, évitons tout acte qui évoquerait, à tort ou à raison, des agissements coupables, que nous avons - et que j'ai moi-même - condamnés à l'Assemblée nationale (2) ».

Le maire de Lille s'est prononcé, d'autre part, contre « l'institution d'un SMIC « jeunes », qui permettrait à certaines entreprises d'embaucher à bon compte une main-d'œuvre qui ne ferait que remplacer une main-d'œuvre plus âgée ». Il a voulu, enfin, torse définitivement le cou à la rumeur d'une modification du mode de scrutin pour les élections législatives, en affirmant que « le Parti socialiste n'a rien à gagner à un retour à une proportionnelle ». « Sous la V<sup>e</sup> République, a-t-il dit, on gagne ou on perd. Ne cherchons pas à émauser, par un changement de mode de scrutin, notre seule perspective possible, qui est de vaincre ».

P. J.

(1) Dans un entretien avec les correspondants parisiens de quelques médias régionaux, M. Cresson a souligné, vendredi, que sa « marge de manœuvre » est « strictement la même » que celle dont disposait M. Michel Rocard à l'Assemblée nationale.

(2) Lorsque des immigrés maltais illégaux avaient été renvoyés dans leur pays par charter, le 18 octobre 1986, sous le gouvernement de M. Chirac, M. Mauroy, s'opposant au nom du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, avait évoqué ceux qui, en d'autres temps, « faisaient circuler des trains à travers l'Europe ».

## La circulaire régularisant la situation de certains demandeurs d'asile va être publiée

Une ultime rencontre de concertation destinée à régler la question des demandeurs d'asile déboutés devait avoir lieu, samedi 6 juillet au matin au ministère des affaires sociales et de l'intégration. Le ministre, M. Jean-Louis Bianco, devait présenter un projet de circulaire prévoyant la régularisation exceptionnelle de la situation des demandeurs d'asile victimes des lenteurs de l'administration (le Monde du 2 juillet).

Les quatre membres du « comité de suivi », l'abbé Pierre, le pasteur Jacques Stewart, M. André Jeanson, ancien président de la CFDT et le préfet Jacques Monestier, ainsi que les représentants des associations humanitaires composant le « réseau d'information et de solidarité » aux déboutés, devaient participer à cette

réunion, convoquée quelques heures avant le manifeste de soutien prévu samedi après-midi, place de la République, à Paris. A Paris et à Orléans, près d'une centaine de demandeurs d'asile déboutés ont entamé une nouvelle grève de la faim.

Le texte de la circulaire, bouché dans ses grandes lignes après plusieurs semaines entre le ministère des affaires sociales et Matignon, prévoyait la régularisation des demandeurs d'asile dont les dossiers ont été traités pendant au moins deux années avant d'être rejetés, qui sont en voie d'insertion professionnelle et d'ont pas commis d'actes de délinquance. Il s'agit de tirer les conséquences du mauvais fonctionnement de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), qui, jusqu'en 1990, mettait couramment plusieurs années pour instruire les dossiers des demandeurs d'asile.

Les demandeurs d'asile finalement

déboutés, qui se sont, de fait, inscrits pendant cette période, sont autorisés à « sans papiers ». La circulaire que le gouvernement devrait publier au début de la semaine prochaine permettrait le réajustement de 15 000 à 25 000 d'entre eux sur les quelque 100 000 demandeurs d'asile déboutés que la France compte au total.

### Aide à la réinsertion

Les organisations humanitaires et de soutien aux travailleurs immigrés insistent jusqu'au bout pour que les conditions exigées en vue d'une régularisation - deux années d'attente et insertion professionnelle, logement, attaches familiales - ne soient pas prises en compte de manière cumulative. Ils souhaitent aussi que l'exigence des deux années d'attente soit appliquée avec souplesse pour tenir compte de certaines situations familiales, comme la naissance d'enfants en France.

De son côté, le ministère des affaires sociales veut maintenir cette option dans le cadre strict du règlement, pour raisons humanitaires, de situations qui devraient à présent disparaître avec l'accélération considérable des procédures à l'OFPRA. Le gouvernement devrait accompagner sa circulaire de régularisation d'une lettre adressée à l'encontre des étrangers en situation irrégulière, et leur proposer des programmes d'aide à la réinsertion locale, dans leur pays d'origine, sous la forme d'un pécule de retour et d'aides à des projets de développement.

Le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France et membre du comité de suivi, a déclaré au Monde, samedi 6 juillet au matin, avant le début de la réunion de concertation, que les mesures préparées par le gouvernement lui semblaient aller « dans la bonne voie ». « Ce qui me trouble, nous a-t-il déclaré, c'est qu'on fasse de ce problème un enjeu électoraliste et une occasion de diviser l'opinion. La question du droit d'asile, comme celle de l'immigration, nous concerne tous, et il est de notre responsabilité à tous, de trouver des solutions justes, humaines et généreuses ».

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, avait proposé, jeudi, une réforme du droit d'asile (le Monde du 6 juillet), et protesté contre le projet de régularisation du gouvernement, qui constituerait, selon lui, « pour les clandestins des pays étrangers, un encouragement à venir en France ».

PHILIPPE BERNARD

IRAK : l'inspection des installations nucléaires

## Le Conseil de sécurité doute des promesses de Bagdad

Le président Saddam Hussein a promis que l'Irak coopérerait avec l'ONU pour l'inspection de ses sites et équipements nucléaires, mais plusieurs membres du Conseil de sécurité ont fait savoir, vendredi 5 juillet, qu'ils n'étaient pas convaincus par ces promesses. Une nouvelle mission des Nations unies était attendue samedi à Bagdad, où elle devrait obtenir du président irakien une liste d'installations nucléaires soumise par des experts de l'ONU.

Dans une note envoyée au secrétaire général des Nations unies, M. Saddam Hussein précise qu'« un accès prompt et sans entrave aux sites et matériels désignés sera assuré afin qu'ils soient inspectés conformément à la résolution 687 du Conseil de sécurité ». Cet engagement survient à la suite de l'échec de plusieurs tentatives des experts de l'ONU pour inspecter, sur des bases de l'armée irakienne, des équipements soupçonnés de pouvoir servir à fabriquer de l'uranium enrichi et des armes nucléaires.

« Nous avons déjà entendu cela souvent », a déclaré M. Alexander Watson, représentant des Etats-Unis à l'ONU, à propos du message irakien. « Ce point est très important. Ils doivent répondre à la question principale qui est de savoir ce qu'il y avait et ce qui était caché », a, pour

sa part, dit l'ambassadeur soviétique, M. Youri Vorontsov. Pour le représentant britannique, M. Thomas Richardson, le présentatif d'une liste « est tout simplement insuffisant ». M. Vorontsov a par ailleurs révélé que le Conseil avait envisagé d'alléger les sanctions économiques contre l'Irak. « Maintenant, nous ne pouvons plus aller dans cette direction en raison de ce problème », a-t-il ajouté.

La note de M. Saddam Hussein est arrivée vendredi, au moment où une commission spéciale informait le Conseil du comportement des irakiens vis-à-vis des émissaires des Nations unies. De retour de Bagdad, ces émissaires ont notamment relevé que les réponses de l'Irak aux demandes d'inspection n'étaient pas satisfaisantes.

De son côté, la Maison Blanche a réaffirmé vendredi que les Etats-Unis avaient le droit de lancer une opération militaire contre l'Irak au cas où ce pays continuerait à entraver l'inspection de ses installations militaires par l'ONU. Un porte-parole de la présidence américaine a cependant répété qu'une intervention militaire en Irak, qui n'avait pas été écartée la semaine dernière par le président George Bush, demeurait « hypothétique ».

« Ce point est très important. Ils doivent répondre à la question principale qui est de savoir ce qu'il y avait et ce qui était caché », a, pour

## Près de 7 000 Kurdes ont péri dans leur exode vers la Turquie

Au moins 6 700 Kurdes, en majorité des enfants, ont péri durant les mois d'avril et mai derniers, alors qu'ils fuyaient l'Irak en direction de la Turquie, selon les autorités sanitaires américaines. Le Dr Michael Toole, responsable du bureau de la santé internationale du Centre de contrôle des maladies (CDC), un organisme gouvernemental américain basé à Atlanta, estime que 63 % des victimes sont des

enfants âgés de moins de cinq ans, sur une population de réfugiés - côté turc - évaluée à 400 000 personnes.

Ces estimations ne tiennent pas compte d'environ un million et demi de Kurdes irakiens réfugiés en Iran, le CDC n'ayant pas participé aux secours dans ce pays. Selon le Dr Toole, il resterait quelque 10 000 Kurdes à la frontière turque et environ 500 000 à la frontière iranienne. - (AFP)

La crise en Yougoslavie

## « Un avertissement pour tous les peuples d'URSS » déclare M. Gorbatchev

M. Gorbatchev a déclaré, vendredi 5 juillet, à proximité de Kiev, à l'issue de ses entretiens avec le chancelier Helmut Kohl, que la crise yougoslave constituait « un avertissement et une leçon pour tous les peuples d'URSS ».

« Ces événements nous rappellent combien nous dépendons les uns des autres, combien sont importantes le processus d'Helsinki et la Charte de Paris », a-t-il précisé.

« Nous ne pouvons pas nous séparer », a ajouté le président soviétique, en indiquant : je suis un partisan convaincu des réformes

profondes, mais dans le cadre d'une Union de républiques souveraines. L'exemple de la Yougoslavie ne devrait nous faire réfléchir », a-t-il conclu. - (AFP)

« Ces événements nous rappellent combien nous dépendons les uns des autres, combien sont importantes le processus d'Helsinki et la Charte de Paris », a-t-il précisé.

« Nous ne pouvons pas nous séparer », a ajouté le président soviétique, en indiquant : je suis un partisan convaincu des réformes

L'inculpation d'un physicien belge pour pratiques sadomasochistes

## Le génie dévoyé

Après enquête de l'Office central de répression du trafic des êtres humains et de la gendarmerie de Pau, un physicien belge de quatre-vingt-cinq ans, M. Max Cosyns, a été inculpé de violences volontaires avec préméditation et avec l'aide d'armes. Il organisait dans son « centre de recherche des réflexes » de Lico-Athérey (Pyrénées-Atlantiques), plus connu localement sous le nom de « clinique de Pau », des expériences sur le cerveau de l'homme soumis à la torture.

Des prostituées avaient aussi été recrutées par postée annoncées dans toute l'Europe pour subir des sévices sexuels. Max Cosyns avait commencé sa carrière scientifique avec des inventions de génie. C'est lui qui, avec le professeur suisse Auguste Piccard, avait mis au point le premier « bathyscaphe », cet engin sous-marin de recherche capable de descendre à grande profondeur.

C'est dans les Pyrénées-Atlantiques qu'il avait lancé ses premières recherches épélogiques, en 1950, avec son ami le physicien français Jacques Labeyrie. Lors des deux expé-

ditions conduites par Marcel Loubens et Georges Léprieux dans le gouffre de la Pierre-Saint-Martin, en 1951 et 1952, il dirigeait l'équipe technique de surface. Il avait mis au point un trou qui permettait de faire descendre et remonter les spéologues sans trop de souffrances.

Mais une défaillance de son trou à pédales, en 1952, a provoqué la mort de Marcel Loubens au fond du gouffre. Le physicien belge devait ensuite quitter Bruxelles et s'installer avec son épouse dans une région reculée des Pyrénées-Atlantiques, où depuis une dizaine d'années il menait des expériences sur le cerveau soumis à la souffrance. L'inculpation de Max Cosyns ne surprend pas Haroun Tazef, qui a participé aux expéditions de 1951 et 1952 dans le gouffre de la Pierre-Saint-Martin. « C'était un type de génie, mais fou, qui cachait son caractère véritable sous un autoritarisme exorbitant, dit-il. Il n'a jamais voulu reconnaître sa part de responsabilité dans la mort de Marcel Loubens ».

R. C.

### L'ESSENTIEL

#### DATES

Il y a vingt ans, la mission secrète de Henry Kissinger en Chine... 2

#### ÉTRANGER

M. Mandela président de l'ANC La fin de la conférence nationale du mouvement à Durban... 4

#### POLITIQUE

Les débats dans l'opposition M. Giscard d'Estaing prend position pour un mandat présidentiel réduit à cinq ans... 6

Après de nouveaux incidents L'hôtel Matignon invite les fils de harkis à venir dialoguer... 7

Livres politiques « Premier cycle et recyclage », par André Laurens... 7

#### SOCIÉTÉ

Le tournoi de Wimbledon Une finale étonnante... 8

L'application de la loi littoral Deux grandes opérations immobilières annulées dans le Var... 8

#### CULTURE

Amalia Rodrigues et le destin La chanteuse portugaise se produit en Bretagne... 9

Grand Prix d'architecture Christian Hauvette primé... 9

#### HEURES LOCALES

« Magny-Cours met la Nivère en première ligne » Le tunnel sous la Manche facteur d'union « Un entretien avec M. Paul Graziani, maire de Boulogne... 11 à 13

#### ÉCONOMIE

Le RMI deux ans après Les acteurs de l'insertion cherchent un second souffle... 15

Le poids des PMI Un rapport du ministère de l'Industrie... 15

Revue des valeurs... 18

Changes, Crédits Grands Marchés... 17

#### Services

Abonnements... 2  
Carnet... 14  
Météorologie... 14  
Mote croisés... 14  
Télévision... 14  
Spectacles... 10

La télématique du Monde : 3616 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 6 juillet 1991 a été tiré à 496 884 exemplaires.

هناك انهمال